



**Révision à Mi-Parcours**  
**Plan d'Action Humanitaire 2009**  
**République Démocratique du Congo**

La Procédure d'Appel Global (CAP) est un outil permettant aux agences de travailler ensemble à:



<http://www.humanitarianappeal.net>

## ORGANISATIONS PARTICIPANT AUX APPELS GLOBAUX

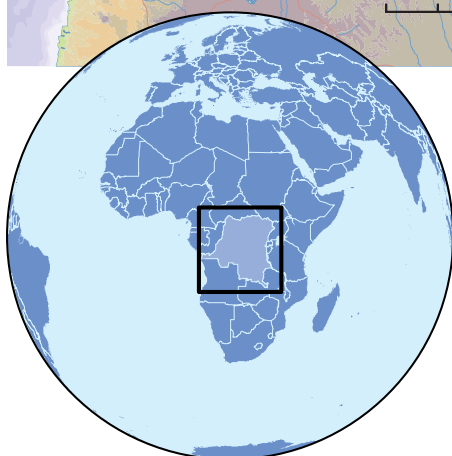
AARREC	COSV	HT	MDM	TGH
ACF	CRS	Humedica	MEDAIR	UMCOR
ACTED	CWS	IA	MENTOR	UNAIDS
ADRA	Danchurchaid	ILO	MERLIN	UNDP
Africare	DDG	IMC	NCA	UNDSS
AMI-France	Diakonie Emergency Aid	INTERMON	NPA	UNEP
ARC	DRC	Internews	NRC	UNESCO
ASB	EM-DH	INTERSOS	OCHA	UNFPA
ASI	FAO	IOM	OHCHR	UN-HABITAT
AVSI	FAR	IPHD	OXFAM	UNHCR
CARE	FHI	IR	PA (formerly ITDG)	UNICEF
CARITAS	Finnchurchaid	IRC	PACT	UNIFEM
CEMIR INTERNATIONAL	FSD	IRD	PAI	UNJLC
CESVI	GAA	IRIN	Plan	UNMAS
CFA	GOAL	IRW	PMU-I	UNOPS
CHF	GTZ	Islamic RW	PU	UNRWA
CHFI	GVC	JOIN	RC/Germany	VIS
CISV	Handicap International	JRS	RCO	WFP
CMA	HealthNet TPO	LWF	Samaritan's Purse	WHO
CONCERN	HELP	Malaria Consortium	SECADEV	World Concern
Concern Universal	HelpAge International	Malteser	Solidarités	World Relief
COOPI	HKI	Mercy Corps	SUDO	WV
CORDAID	Horn Relief	MDA	TEARFUND	ZOA

# TABLE DES MATIÈRES







<b>PREFACE .....</b>	<b>1</b>
<b>1. RESUME EXECUTIF .....</b>	<b>3</b>
<i>Table I. Résumé des besoins, contributions et promesses de dons (groupés par cluster) .....</i>	<i>4</i>
<i>Table II. Résumé des besoins, contributions et promesses de dons (groupés par agence).....</i>	<i>5</i>
<b>2. CHANGEMENT DU CONTEXTE ET CONSEQUENCES HUMANITAIRES .....</b>	<b>7</b>
2.1 EVOLUTION DU CONTEXTE.....	7
2.1.1 Les provinces de l'Est: détérioration de la situation humanitaire en conséquence des opérations militaires .....	7
2.1.2 Les provinces de l'Ouest: hausse des cas de violence sexuelle rapportés et situation économique dégradée .....	8
2.2 RÉSUMÉ DES BESOINS PRIORITAIRES .....	10
<b>3. RÉVISION DU PLAN D'ACTION HUMANITAIRE .....</b>	<b>20</b>
3.1 REPONSE À CE JOUR .....	20
3.2 PRIORITÉS STRATÉGIQUES.....	22
3.2.1 Rappel des objectifs stratégiques .....	22
3.2.2 Rappel des seuils d'intervention .....	24
3.3 ANALYSE DE LA SITUATION PAR PROVINCE .....	26
3.3.1 Province Orientale (sauf Ituri et Haut-Uélé) .....	26
3.3.2 District de l'Ituri (Province Orientale) .....	27
3.3.3 District du Haut-Uélé (Province Orientale) .....	29
3.3.4 Nord-Kivu .....	33
3.3.5 Sud-Kivu .....	35
3.3.6 Katanga .....	39
3.4 PLAN DE RÉPONSE PAR CLUSTER .....	40
3.4.1 Biens Non-Alimentaires .....	40
3.4.2 Eau et assainissement.....	44
3.4.3 Education.....	46
3.4.4 Logistique .....	47
3.4.5 Nutrition .....	49
3.4.6 Protection .....	51
3.4.7 Retours et relèvement communautaire.....	56
3.4.8 Sécurité Alimentaire.....	57
3.4.9 Santé .....	59
<b>4. FINANCEMENTS .....</b>	<b>61</b>
<b>ANNEXE I. TABLEAU DES PRIORITES.....</b>	<b>63</b>
<b>ANNEXE II. LISTE DE PROJETS ET TABLEAUX DE FINANCEMENT.....</b>	<b>68</b>
<i>Table III. Projets groupés par cluster.....</i>	<i>68</i>
<i>Table IV. Assistance humanitaire par bailleur de fonds (pour les projets inclus dans le Plan d'Action Humanitaire) .....</i>	<i>88</i>
<i>Table V. Assistance humanitaire totale par bailleur de fonds (Plan d'Action Humanitaire et autres) .....</i>	<i>89</i>
<i>Table VI. Liste des contributions et promesses de dons pour les projets ne figurant pas dans le Plan d'Action Humanitaire.....</i>	<i>90</i>
<b>ANNEXE II. ACRONYMES ET ABREVIATIONS.....</b>	<b>91</b>

**Veillez noter que les appels sont révisés régulièrement. La dernière version de ce document est disponible sur le site <http://www.humanitarianappeal.net>**


















**Legend**

-  National capital
-  First administrative level capital
-  Second administrative level capital
-  Populated place
-  International boundary
-  First administrative level boundary

**Elevation (meters)**

-  5,000 and above
-  4,000 - 5,000
-  3,000 - 4,000
-  2,500 - 3,000
-  2,000 - 2,500
-  1,500 - 2,000
-  1,000 - 1,500
-  800 - 1,000
-  600 - 800
-  400 - 600
-  200 - 400
-  0 - 200
-  Below sea level

**Disclaimers:** The designations employed and the presentation of material on this map do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries.

**Map data sources:** CGIAR, United Nations Cartographic Section, ESRI, Europa Technologies, FAO, UN OCHA.

## PREFACE

Depuis le lancement du Plan d'Action Humanitaire (PAH) en janvier 2009, trois événements majeurs ont marqué la situation humanitaire en République Démocratique du Congo (RDC), particulièrement à l'est du pays :

- les opérations conjointes (RDC-Ouganda-Soudan) menées contre l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA) dans le District du Haut-Uélé, Province Orientale ;
- les opérations conjointes (Rwanda Défense Forces [RDF], Forces Armées de la République Démocratique du Congo [FARDC] - Mission de l'ONU en République Démocratique du Congo [MONUC]) contre les Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR) dans le Nord et le Sud-Kivu ;
- et les déplacements massifs de populations qui résultent des attaques du LRA et des FDLR sur les populations de ces zones.

Les attaques de ces groupes armés ont provoqué d'importants nouveaux déplacements de personnes et des violences généralisées à l'encontre des populations civiles du Haut-Uélé (Province Orientale), du Sud-Lubero (Nord-Kivu) et du Sud-Kivu, une situation compliquée par les opérations militaires lancées pour mettre fin aux exactions de ces groupes. Les populations sont victimes d'attaques, exactions, pillages, viols et travaux forcés perpétrés par les groupes armés (FDLR, LRA et autres), mais aussi par les FARDC. Dans ce contexte, l'accès humanitaire a été considérablement réduit dans ces zones du Nord et Sud-Kivu, notamment la partie sud du territoire de Lubero (Nord-Kivu), dans le district de Shabunda et le territoire de Kalehe (Sud-Kivu). Néanmoins, grâce aux efforts et aux patrouilles conjointes de la MONUC et des FARDC, certains axes principaux ont pu être sécurisés, permettant ainsi l'accès des humanitaires aux populations affectées par le conflit.

Ces populations continuent à payer un lourd tribut du fait de ces violences et exactions. A ce jour (juin 2009), on estime à 1.72 millions le nombre de personnes déplacées en RDC, principalement dans les deux Kivu et dans la Province Orientale (districts du Haut-Uélé et de l'Ituri).

Pour faire face aux besoins humanitaires identifiés lors de l'élaboration du PAH 2009, le montant total nécessaire pour couvrir les activités humanitaires avait été évalué à US\$<sup>1</sup>831 millions. Les contributions effectuées par les bailleurs gouvernementaux et privés s'élèvent d'ores et déjà à \$441 millions dont \$74.7 millions octroyés par le Pooled Fund et le *Central Emergency Relief Fund* (CERF). 53% du total des besoins de financement sont donc déjà couverts. L'aide alimentaire en particulier (sécurité alimentaire et vivres confondus) a bénéficié de \$232 millions, soit 78% des montants reçus. Dans le cadre du Pooled Fund 2009, 143 projets ont été approuvés par le Coordonnateur Humanitaire (première allocation standard et procédure rapide confondues) pour un montant total de \$61.8 millions. Le Pooled Fund est une source importante de financement des activités humanitaires en RDC, mais il est loin d'être la seule. Les financements bilatéraux représentent toujours la majorité des fonds reçus dans le cadre du PAH.

Lors de la Revue à Mi-Parcours du PAH 2009, le montant total de la requête budgétaire pour couvrir les activités humanitaires a été réévalué à un peu plus de \$946 millions. Les secteurs suivants connaissent un accroissement des besoins comparativement aux évaluations initiales du PAH 2009 : Sécurité Alimentaire (+26,1%), *Non-Food Items* (NFI)/Abris (+26,8%), Nutrition (+17,6%), Logistique (+6,4) et Eau, Hygiène et Assainissement (+5,2%).

Parallèlement à cet accroissement des besoins des différents secteurs, les besoins par province sont également en augmentation, notamment au Sud-Kivu (+29,3%), au Kasai Occidental (+26,9%) et au Nord-Kivu (+18,0%). Les besoins humanitaires demeurent donc considérables dans tout le pays, y compris les provinces de l'Ouest qui sont pourtant relativement stables. Le scénario décrit dans le PAH 2009 pour les provinces de l'Ouest demeure inchangé, bien que l'on note une augmentation sensible des cas de violences sexuelles. A l'Est, la mise à jour des plans de contingences du Nord et Sud-Kivu a permis d'identifier des carences supplémentaires dans tous les secteurs, en particulier les suivants: Protection, Sécurité Alimentaire, Eau/Hygiène et Assainissement, et Nutrition.

---

<sup>1</sup> Tous les montants dans ce document sont exprimés en dollars des Etats-Unis d'Amérique. Vous trouverez des informations mises à jour concernant projets, besoins financiers et contributions sur le site de la Base des Données des Donations Humanitaires (*Financial Tracking Service*, FTS): <http://reliefweb.int/fts>.

Sur le fond, les priorités stratégiques restent inchangées: renforcer la protection des populations civiles, réduire la mortalité et la morbidité, assister les personnes déplacées, restaurer les moyens de subsistance et promouvoir le relèvement communautaire à court terme. Les priorités d'intervention restent définies selon le concept des seuils d'action humanitaire, qui a facilité depuis 2008 l'identification des zones où la situation humanitaire a franchi un seuil de crise.

Je tiens donc à remercier tous les bailleurs de fonds pour leurs généreuses contributions et leur engagement continu, et tous les acteurs humanitaires pour leurs efforts et leur détermination à alléger la souffrance des populations congolaises.

*Ross Mountain  
Coordonnateur humanitaire en RDC  
Juin 2009*

## 1. RESUME EXECUTIF

Depuis le lancement du PAH2009, il y a six mois, un certain nombre d'événements ont influencé la situation humanitaire en RDC et ont préoccupé la communauté humanitaire.

Trois développements majeurs ont été observés depuis le début de l'année: les opérations conjointes (RDC et Rwanda) dans le Nord et Sud-Kivu lancées contre les FDLR, les massacres de population perpétrés par des éléments de la LRA dans le District du Haut-Uélé et les opérations conjointes (RDC, Uganda, Soudan) dans ce District lancées contre la LRA.

Ces opérations militaires à l'est de la RDC ont causé d'importants mouvements de population. De nombreuses attaques, exactions, pillages, viols et travaux forcés ont été perpétrés contre les civils, tant par les groupes rebelles que par les troupes des Forces Armées de la République Démocratique du Congo. Ces opérations militaires ont obligé la Communauté Humanitaire à revoir à plusieurs reprises leurs plans de contingence dans le Nord et Sud-Kivu ainsi que dans le District du Haut-Uélé et à établir une présence plus accrue à Dungu (District du Haut-Uélé) afin de répondre aux besoins des populations affectées.

À ce jour (juin 2009), on estime à 1.72 million le nombre de personnes déplacées en RDC, principalement au Nord-Kivu, Sud-Kivu et Province Orientale (districts du Haut-Uélé et de l'Ituri).

Parallèlement, le début de cette année 2009 a également été marqué par des négociations suivi d'un accord de paix entre le principal groupe armé, le CNDP, au Nord-Kivu et le Gouvernement de la RDC ainsi que par un rapprochement politique entre le Gouvernement du Rwanda et de la RDC qui s'est matérialisé par le biais d'opérations conjointes contre les rebelles hutus rwandais.

Le reste du pays est resté stable, le scénario décrit dans le PAH 2009 pour les provinces à l'ouest de la RDC reste généralement valable, à l'exception notable de certaines problématiques spécifiques observées dont l'augmentation des cas de violences sexuelles rapportés au Bas Congo, au Bandundu et à Kinshasa, une détérioration de la situation économique entraînant des conséquences sur la sécurité alimentaire et un secteur de la santé toujours fragile.

Les priorités stratégiques identifiées dans le PAH 2009 restent inchangées, et sont fondées sur des seuils d'intervention visant à adresser les cinq thématiques identifiées comme étant les causes majeures de la mortalité élevée dans le pays: mortalité et morbidité, malnutrition, protection, déplacements et retours.

Les besoins humanitaires demeurent donc considérables dans tout le pays, y compris les provinces de l'ouest qui sont relativement stables. Pour faire face aux besoins humanitaires identifiés lors de l'élaboration du PAH2009, le montant nécessaire pour couvrir les activités humanitaires avait été évalué à \$831 millions. Au mois de juin 2009 la RDC a bénéficié de plus de \$441 millions de la part des bailleurs gouvernementaux et privés (dont \$74,719,950 acheminés via le Pooled Fund et le CERF). Ce montant représente 53% du total des besoins de financement estimés lors de l'élaboration du PAH 2009.

Au vu de l'évolution des besoins humanitaires identifié lors de cette révision à mi-parcours, les budgets sectoriels ont été révisés, et le montant total des besoins financiers s'élève à \$946,252,242. Les contributions déjà reçues représentent 47% de ce montant.

**Table I: Résumé des besoins, contributions et promesses de dons (groupés par cluster)**

Plan d'Action Humanitaire pour la République Démocratique du Congo 2009

Au 25 juin 2009

<http://www.reliefweb.int/fts>

Compilé par le BCAH sur la base d'informations fournies par les bailleurs de fonds et les agences

Cluster	Fonds requis originaux	Fonds requis révisés	Fonds obtenus	% couvert	Fonds restant à recevoir	Promesses de dons
Montant en dollars E.-U.	A	B	C	C/B	B-C	D
Biens non alimentaires et abris d'urgence	63,771,100	80,834,555	10,977,262	14%	69,857,293	-
Coordination	12,402,809	11,792,536	11,696,196	99%	96,340	-
Eau, hygiène et assainissement	111,583,496	117,331,895	13,399,910	11%	103,931,985	-
Education	25,397,571	24,673,708	2,516,337	10%	22,157,371	-
Logistique	59,900,409	63,742,327	17,601,373	28%	46,140,954	-
Multi-secteur	-	-	28,955,197	0%	(28,55,197)	-
Nutrition	55,574,609	65,341,699	8,366,867	13%	56,974,832	-
Protection	89,179,167	91,974,092	8,241,768	9%	83,732,324	-
Relèvement communautaire	40,837,000	40,787,000	192,404	0%	40,594,596	-
Santé	75,961,249	76,122,249	10,954,245	14%	65,168,004	-
Secteur non spécifié	-	-	95,519,412	0%	(95,519,412)	3,867,651
Sécurité alimentaire	296,398,272	373,652,181	232,604,751	62%	141,047,430	2,252,031
<b>Grand Total</b>	<b>831,005,682</b>	<b>946,252,242</b>	<b>441,025,722</b>	<b>47%</b>	<b>505,226,520</b>	<b>6,119,682</b>

NOTE: Les "Fonds obtenus" correspondent à la somme des contributions, des engagements et des reports

**Promesse de don:** une annonce non contraignante d'une contribution ou allocation par le bailleur de fonds ("Promesse non couverte par un engagement" dans ces tables indique l'équilibre des promesses initiales non encore couvertes par un engagement).

**Engagement:** création d'une obligation légale, contractuelle entre le bailleur de fonds et l'entité récipiendaire, spécifiant le montant à être contribué.

**Contribution:** le paiement des fonds ou le transfert de biens en nature par le bailleur de fonds à l'entité récipiendaire.

La liste des projets et les montants demandés dans ce document sont tels qu'au 25 juin 2009. Vous trouverez des informations mises à jour concernant les projets, les besoins financiers et les contributions sur le site FTS (<http://www.reliefweb.int/fts>).



**Table II: Résumé des besoins, contributions et promesses de dons (groupés par agence)**

Plan d'Action Humanitaire pour la République Démocratique du Congo 2009

Au 25 juin 2009

<http://www.reliefweb.int/fts>

Compilé par le BCAH sur la base d'informations fournies par les bailleurs de fonds et les agences

Page 1 de 2

Agence	Fonds requis originaux	Fonds requis révisés	Fonds obtenus	% couvert	Fonds restant à recevoir	Promesses de dons
Montant en dollars E.-U.	A	B	C	C/B	B-C	D
ACF	-	-	5,577,412	0%	(5,577,412)	-
ADRA	-	-	1,909,548	0%	(1,909,548)	-
AMI	-	-	2,092,050	0%	(2,092,050)	-
APEC	-	-	300,268	0%	(300,268)	-
APEDE	-	-	80,241	0%	(80,241)	-
BDC Anglican	-	-	100,000	0%	(100,000)	-
BDD Kasongo	-	-	122,000	0%	(122,000)	-
BDOM	-	-	350,704	0%	(350,704)	-
CAFOD	-	-	312,000	0%	(312,000)	-
CARE International	-	-	206,437	0%	(206,437)	-
CARITAS	-	-	255,876	0%	(255,876)	-
CARITAS Allemagne (DCV)	-	-	1,670,020	0%	(1,670,020)	-
CARITAS DEV GOMA	-	-	400,855	0%	(400,855)	-
Caritas France	-	-	895,141	0%	(895,141)	-
CARITAS KINDU	-	-	734,242	0%	(734,242)	-
CARITAS UVIRA	-	-	128,405	0%	(128,405)	-
CESVI	-	-	2,456,235	0%	(2,456,235)	-
CFGB	-	-	1,610,306	0%	(1,610,306)	-
Chr. Aid	-	-	201,500	0%	(201,500)	-
CISP	-	-	300,000	0%	(300,000)	-
CONCERN	-	-	1,193,017	0%	(1,193,017)	-
COOPI	-	-	731,775	0%	(731,775)	-
CRAFOD	-	-	165,000	0%	(165,000)	-
Danchurchaid	-	-	2,081,795	0%	(2,081,795)	-
Developpement & Paix	-	-	681,159	0%	(681,159)	-
Diakonie Emergency Aid	-	-	466,008	0%	(466,008)	-
DWHH	-	-	1,700,242	0%	(1,700,242)	-
Enfance Tiers Monde asbl	-	-	285,039	0%	(285,039)	-
FAO	-	-	15,597,971	0%	(15,597,971)	-
FFP	-	-	67,000	0%	(67,000)	-
GTZ	-	-	697,350	0%	(697,350)	-
HI	-	-	1,049,663	0%	(1,049,663)	-
HI B	-	-	338,859	0%	(338,859)	-
IEDA Relief	-	-	120,000	0%	(120,000)	-
IMC	-	-	2,882,567	0%	(2,882,567)	-
Inter-Actions	-	-	105,000	0%	(105,000)	-
IOM	-	-	439,878	0%	(439,878)	-
IRC	-	-	430,000	0%	(430,000)	-
Johanniter Unfallhilfe e.V.	-	-	526,059	0%	(526,059)	-
JRS	-	-	326,550	0%	(326,550)	-

La liste des projets et les montants demandés dans ce document sont tels qu'au 25 juin 2009. Vous trouverez des informations mises à jour concernant les projets, les besoins financiers et les contributions sur le site FTS (<http://www.reliefweb.int/fts>).

**Table II: Résumé des besoins, contributions et promesses de dons (groupés par agence)**

Plan d'Action Humanitaire pour la République Démocratique du Congo 2009

Au 25 juin 2009

<http://www.reliefweb.int/fts>

Compilé par le BCAH sur la base d'informations fournies par les bailleurs de fonds et les agences

Page 2 de 2

Agence	Fonds requis originaux	Fonds requis révisés	Fonds obtenus	% couvert	Fonds restant à recevoir	Promesses de dons
Montant en dollars E.-U.	A	B	C	C/B	B-C	D
LWF	-	-	638,082	0%	(638,082)	-
Malteser International	-	-	3,712,720	0%	(3,712,720)	-
MEMISA	-	-	1,640,420	0%	(1,640,420)	-
Mercy Corps	-	-	1,112,272	0%	(1,112,272)	-
MERLIN	-	-	1,944,928	0%	(1,944,928)	-
Missionszentrale der Franziskaner e.V.	-	-	301,252	0%	(301,252)	-
NRC	-	-	806,067	0%	(806,067)	-
OCHA	-	-	10,251,545	0%	(10,251,545)	-
OXFAM GB	-	-	3,584,536	0%	(3,584,536)	-
OXFAM Quebec	-	-	1,436,830	0%	(1,436,830)	-
OXFAM Solidarite	-	-	1,018,634	0%	(1,018,634)	-
Pooled funding	-	-	55,193,810	0%	(55,193,810)	-
PRIMA SYNERGIE	-	-	90,444	0%	(90,444)	-
PSI	-	-	622,867	0%	(622,867)	-
PU	-	-	1,915,931	0%	(1,915,931)	-
Samaritan's Purse	-	-	1,019,750	0%	(1,019,750)	-
SC - Canada	-	-	515,298	0%	(515,298)	-
SC - Caritas	-	-	209,974	0%	(209,974)	-
SC - UK	-	-	857,500	0%	(857,500)	-
SCG	-	-	249,995	0%	(249,995)	-
SECADEV	-	-	319,693	0%	(319,693)	-
Solidarites-France	-	-	2,277,821	0%	(2,277,821)	-
TEARFUND	-	-	998,627	0%	(998,627)	-
TG	-	-	83,504	0%	(83,504)	-
UNDP	-	-	1,062,857	0%	(1,062,857)	-
UNHCR	-	-	43,919,834	0%	(43,919,834)	-
UNICEF	-	-	30,558,056	0%	(30,558,056)	3,867,651
UniverSud-Liège	-	-	284,565	0%	(284,565)	-
UNOPS	-	-	152,220	0%	(152,220)	-
Unspecified	831,005,682	946,252,242	-	0%	946,252,242	-
WC	-	-	231,000	0%	(231,000)	-
WFP	-	-	222,238,159	0%	(222,238,159)	2,252,031
WHO	-	-	1,333,359	0%	(1,333,359)	-
WV	-	-	855,000	0%	(855,000)	-
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>831,005,682</b>	<b>946,252,242</b>	<b>441,025,722</b>	<b>47%</b>	<b>505,226,520</b>	<b>6,119,682</b>

NOTE: Les "Fonds obtenus" correspondent à la somme des contributions, des engagements et des reports

**Promesse de don:** une annonce non contraignante d'une contribution ou allocation par le bailleur de fonds ("Promesse non couverte par un engagement" dans ces tables indique l'équilibre des promesses initiales non encore couvertes par un engagement).

**Engagement:** création d'une obligation légale, contractuelle entre le bailleur de fonds et l'entité récipiendaire, spécifiant le montant à être contribué.

**Contribution:** le paiement des fonds ou le transfert de biens en nature par le bailleur de fonds à l'entité récipiendaire.

La liste des projets et les montants demandés dans ce document sont tels qu'au 25 juin 2009. Vous trouverez des informations mises à jour concernant les projets, les besoins financiers et les contributions sur le site FTS (<http://www.reliefweb.int/fts>).

## 2. CHANGEMENT DU CONTEXTE ET CONSEQUENCES HUMANITAIRES

### 2.1 EVOLUTION DU CONTEXTE

#### 2.1.1 Les provinces de l'Est: détérioration de la situation humanitaire en conséquence des opérations militaires<sup>2</sup>

Six mois après le lancement du PAH 2009, la plus grande inquiétude de la communauté humanitaire porte toujours sur les conséquences de la présence de milliers d'éléments armés à l'est du pays.

Deux déroulements majeurs ont été observés depuis le début de l'année: les opérations conjointes (RDC et Rwanda) lancées contre les FDLR et les opérations conjointes (RDC, Uganda, Soudan) lancées contre la LRA - un groupe armé ougandais, estimé en 2008 par les FARDC/MONUC entre 1,000 et 1,500 hommes.

Ces opérations militaires à l'est de la RDC ont causé d'importants mouvements de population. De nombreuses attaques, exactions, pillages, viols et travaux forcés ont été perpétrés contre les civils, tant par les groupes rebelles que par les troupes des FARDC.

A ce jour (juin 2009), on estime à 1.72 million le nombre de personnes déplacées en RDC, principalement au Nord-Kivu, Sud-Kivu et Province Orientale (districts du Haut-Uélé et de l'Ituri)<sup>3</sup>.

En Province Orientale, l'opération conjointe (FARDC, Uganda People's Defence Force [UPDF] et Sudan People's Liberation Army [SPLA]) dénommée «Lightning Thunder» a été lancée le 14 décembre 2008 contre les éléments de la LRA. L'UPDF a bombardé des bases de la LRA dans le Haut-Uélé et a déployé des troupes et des hélicoptères de combat à Dungu. Une des conséquences de cette frappe aérienne, qui n'a pas fait de victimes parmi les civils kidnappés ou des miliciens de la LRA, a été la dispersion des miliciens à travers le territoire de Dungu et jusque dans le district du Bas-Uélé. La présence de l'UPDF sur le sol congolais, qui ne devait durer qu'un mois, s'est prolongée jusqu'à la mi-mars 2009. A l'heure actuelle les quelques 6,000 militaires FARDC ont déployé des postes de commandement de bataillons, avec déploiement de compagnies et de sections dans les environs, notamment dans les localités de Dungu, Limayi, Duru, Ngilima et Faradje.

Même si L'UPDF a quitté officiellement la RDC à la mi-mars en ne laissant qu'une unité de renseignements auprès des FARDC, les militaires ougandais sont depuis revenus dans certaines localités telles que Faradje, Duru, Doruma, Ngilima ainsi que dans le Bas-Uélé afin de traquer la LRA, alors que les FARDC se chargent plutôt de protéger les populations.

Les attaques meurtrières perpétrées par la LRA à fin 2008 dans les régions de Doruma et Faradje ont créé un profond traumatisme, notamment parmi les gens qui se sont déplacés pour fuir ces atrocités.

La communauté humanitaire a établi une base à Dungu pour répondre aux besoins des populations dans la région et la MONUC a récemment renforcé sa présence militaire.

Depuis la reprise des hostilités, différentes sources indiquent que plus de 1,000 personnes ont été tuées et que 599 enfants et 474 adultes ont été enlevés. En outre, 240,825 personnes ont fui les attaques, au nombre desquelles 18,000 se sont réfugiées au Sud Soudan<sup>4</sup>.

Au Nord-Kivu, l'année 2009 a débuté par un rapprochement politique et diplomatique entre la RDC et République du Rwanda. Le 23 janvier 2009, l'inspecteur général de la police de RDC annonce l'arrestation de Laurent Nkunda la veille au Rwanda ; le général déchu avait franchi la frontière alors qu'une opération conjointe des forces congolaises et rwandaises reprenait le contrôle du territoire conquis par le Congrès national pour la défense du peuple (CNDP), avant qu'une faction anti-Nkunda, entraînée par Bosco Ntaganda ne décide de se rallier au gouvernement congolais.

Les accords entre les deux nations voisines se sont matérialisés par le biais d'opérations militaires conjointes contre les rebelles hutus rwandais du FDLR, présents sur le territoire congolais depuis 15 ans. Ces opérations ont causé de nouveaux déplacements, notamment dans les territoires de Lubero,

<sup>2</sup> Provinces directement affectées par les opérations militaires: Nord Kivu, Sud Kivu, Province Orientale (Districts de l'Ituri, Haut Uélé et Bas Uélé)

<sup>3</sup> Pour plus de détails sur les chiffres, consulter la carte page 10.

<sup>4</sup> Source: OCHA, Infographie

Masisi et Walikale. Environ 300,000 personnes se sont déplacées depuis le début des opérations contre les FDLR.

Suite au départ des troupes rwandaises, la poursuite des combats par les FARDC, avec l'appui logistique de MONUC (Opération Kimia II) a causé de nouveaux déplacements, ainsi qu'une recrudescence des exactions et la violence contre la population civile, non seulement par les FDLR, mais également par des éléments FARDC.

Depuis février, harcèlement et attaques contre le personnel humanitaire, particulièrement dans le Nord-Kivu, sont en augmentation.

Les opérations militaires conjointes menées dans le Nord-Kivu ont poussé les FDLR à se retrancher dans le Sud-Kivu et à renforcer les barrières dans les zones qu'ils contrôlent, à imposer des restrictions sur les mouvements des populations et à mener des attaques de représailles contre la population civile.

Depuis le début de mai 2009, et notamment suite à l'accélération des préparations des opérations militaires prévues dans le Sud-Kivu, une recrudescence des exactions a été rapportée.

La situation en Ituri, dégradée depuis septembre 2008, est restée précaire. L'opération militaire « Iron Stone » a été lancée le 12 avril par les FARDC avec le support de la MONUC dans le but de neutraliser le Front populaire pour la Justice au Congo (FPJC) et le Forces de Résistance Patriotique en Ituri (FRPI) au Sud-Irumbu. A l'heure actuelle, le bilan de cette opération reste mitigé avec la dispersion des miliciens. Cette opération militaire, qui ne devait durer que quelques jours, a été prolongée jusqu'à la mi-juillet. Les plus récents affrontements auraient causé le déplacement de 30,000 nouveaux déplacés.

Les événements suscités n'ayant pas été envisagés lors de l'élaboration des scénarii du PAH, la présente révision a notamment pour but d'évaluer les besoins humanitaires et financiers liés aux conséquences des opérations militaires en Province Orientale, Nord-Kivu et Sud-Kivu.

### **2.1.2 Les provinces de l'Ouest: hausse des cas de violence sexuelle rapportés et situation économique dégradée**

Le reste du pays est resté stable de point de vue sécuritaire, le scénario décrit dans le PAH 2009 pour les provinces à l'ouest de la RDC reste généralement valable, à l'exception notable de certaines problématiques spécifiques.

#### *Augmentation des cas de violences sexuelles rapportés au Bas Congo, Bandundu et Kinshasa*

Une hausse des violences sexuelles<sup>5</sup> a été enregistrée au Bas Congo depuis le début de l'année: au cours du premier trimestre, 280 cas de violences sexuelles ont été rapportés. Au cours de la même période, au Kasai Occidental, le nombre de cas est passé de 11 à 16 par semaine dans les villes de Kananga et Tshikapa. Dans les zones de retour (Tshikapa, Kamonia et Luiza) des nombreux cas de violence sexuelle sont aussi signalés.

Au Bandundu, à Kasongo, Lunda et Kahemba, la situation des violences sexuelles est exacerbée par la nouvelle vague des expulsés de l'Angola: 740 femmes ont été violées et ont subi des fouilles vaginales et rectales systématiques pendant les dernières opérations d'expulsion de 1,750 Congolais vivants en Angola au courant de Mai 2009, aux postes frontaliers angolais et congolais.

Dans la ville de Kinshasa les statistiques de ces dernières années montrent une forte croissance des cas déclarés de violences sexuelles: de 640 cas en 2007, le nombre de cas est passé à 944, soit une augmentation de 48%.

#### *Détérioration de la situation économique et conséquences sur la sécurité alimentaire*

La situation socioéconomique et financière de la RDC s'est considérablement aggravée. À l'extérieur, le déclin enregistré sur les marchés mondiaux des produits de base a été suivi d'une flambée des prix des denrées alimentaires, ce qui a entraîné une chute brutale des activités dans le secteur minier

<sup>5</sup> Pour une cartographie des zones prioritaires à incidence de violences sexuelles ou basées sur le genre (SGBV), consulter le document page 13.

national. À l'intérieur, les conditions de sécurité à l'est de la RDC ont obligé le Gouvernement à allouer des ressources budgétaires supplémentaires imprévues pour faire face à des dépenses militaires. En un an, l'inflation a dépassé 38%, tandis que le franc congolais perdait près de 50% de sa valeur.

La situation nutritionnelle dans certaines provinces est caractérisée par une prévalence élevée de malnutrition aiguë. Dans la province de l'Équateur en matière de nutrition et sécurité alimentaire, la baisse de la production alimentaire continue à se faire sentir avec un impact réel sur la malnutrition aiguë et chronique.

Au Kasai Occidental, la situation nutritionnelle est alarmante. Au mois de mars 2009 selon le rapport du *Integrated Phase Classification* (IPC), le Kasai Occidental est classé en Phase 3, c'est à dire qu'il est généralement en crise alimentaire aiguë avec crise des moyens d'existence.

Au Kasai Oriental on constate une légère amélioration de la situation nutritionnelle, mais la situation nutritionnelle reste toujours précaire. Les zones prioritaires, au taux de malnutrition aiguë au-delà de 10%, sont les Zones Santé de Minga, Katakokombe, Benadibele, Lwiza et Lomela.

#### *La Santé, un secteur toujours fragile*

Le Cluster Santé note une situation particulièrement préoccupante dans le Kasai Occidental où la situation sanitaire au cours de cinq premier mois a été caractérisée par une recrudescence des épidémies de diarrhée dans les zones de Luambo et Tshikapa avec un taux de létalité de 6%.

A Kinshasa la situation sanitaire se caractérise par la réémergence des maladies telles que rage, trypanosomiase africaine, géo-helminthiases. La courbe des maladies d'origine hydrique telles que fièvre typhoïde, gastroentérite, dysenterie bacillaire ainsi que paludisme croît également. Cette situation dépasse la capacité de réponse du Gouvernement. En outre, depuis trois ans, les couvertures vaccinales décroissent dans certaines zones de santé et plus de 15,000 enfants n'ont pas été vaccinés dans la ville en fin 2008.



## 2.2 RÉSUMÉ DES BESOINS PRIORITAIRES

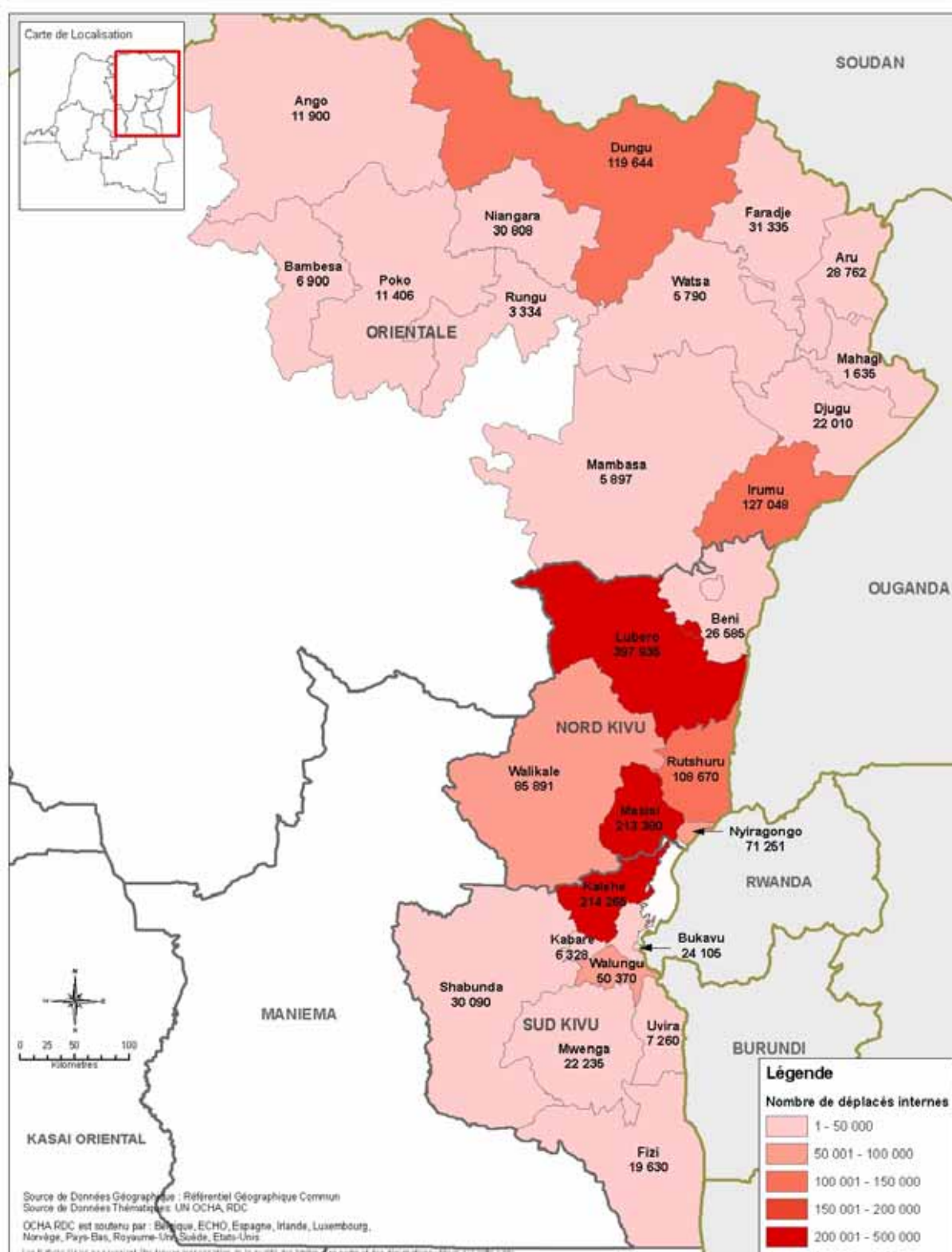


UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs - République Démocratique du Congo

**RD Congo**

Personnes déplacées internes à l'EST de la RDC

Juin 2009



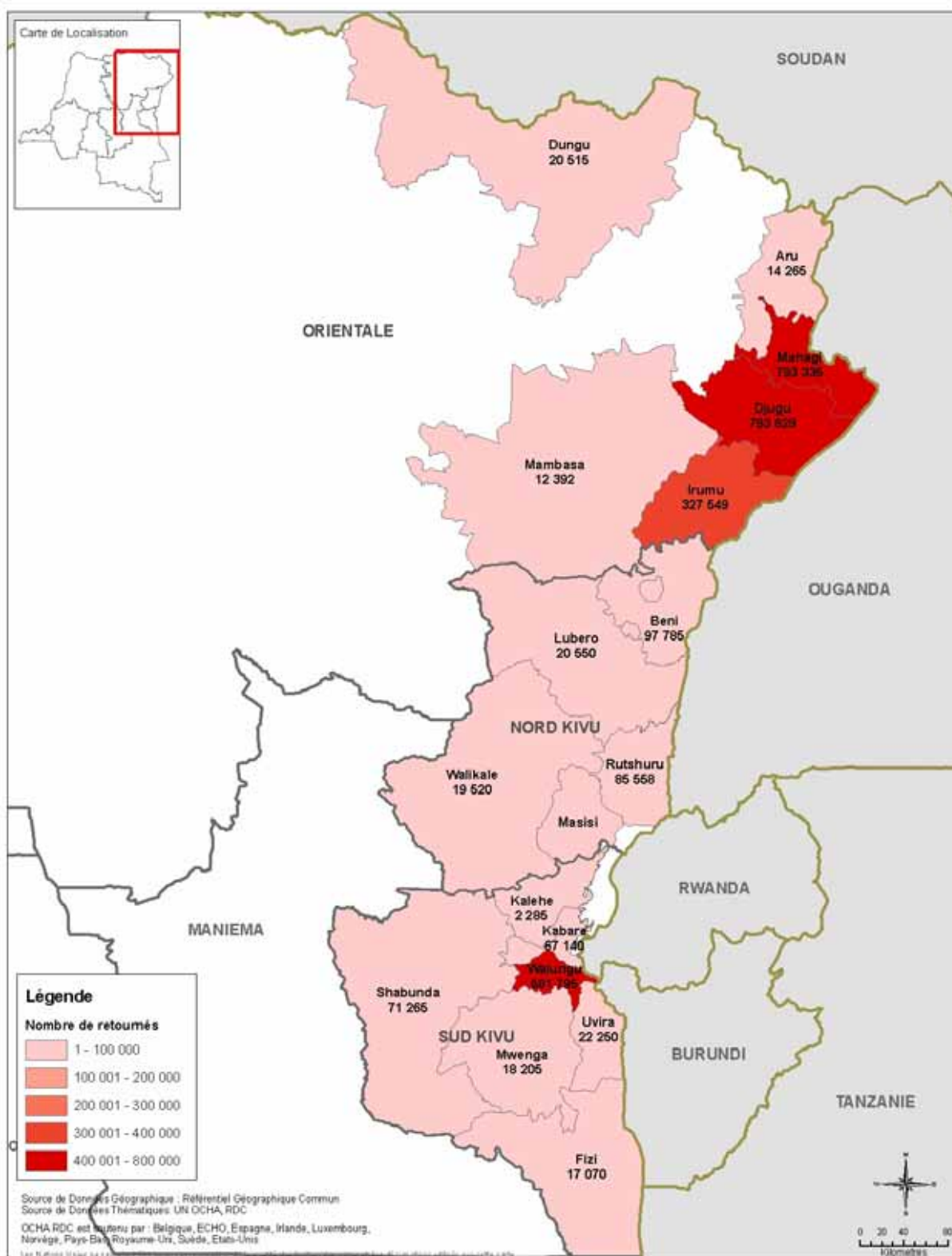


UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs - République Démocratique du Congo

**RD Congo**

Personnes déplacées retournées dans leurs zones d'origine

Juin 2009

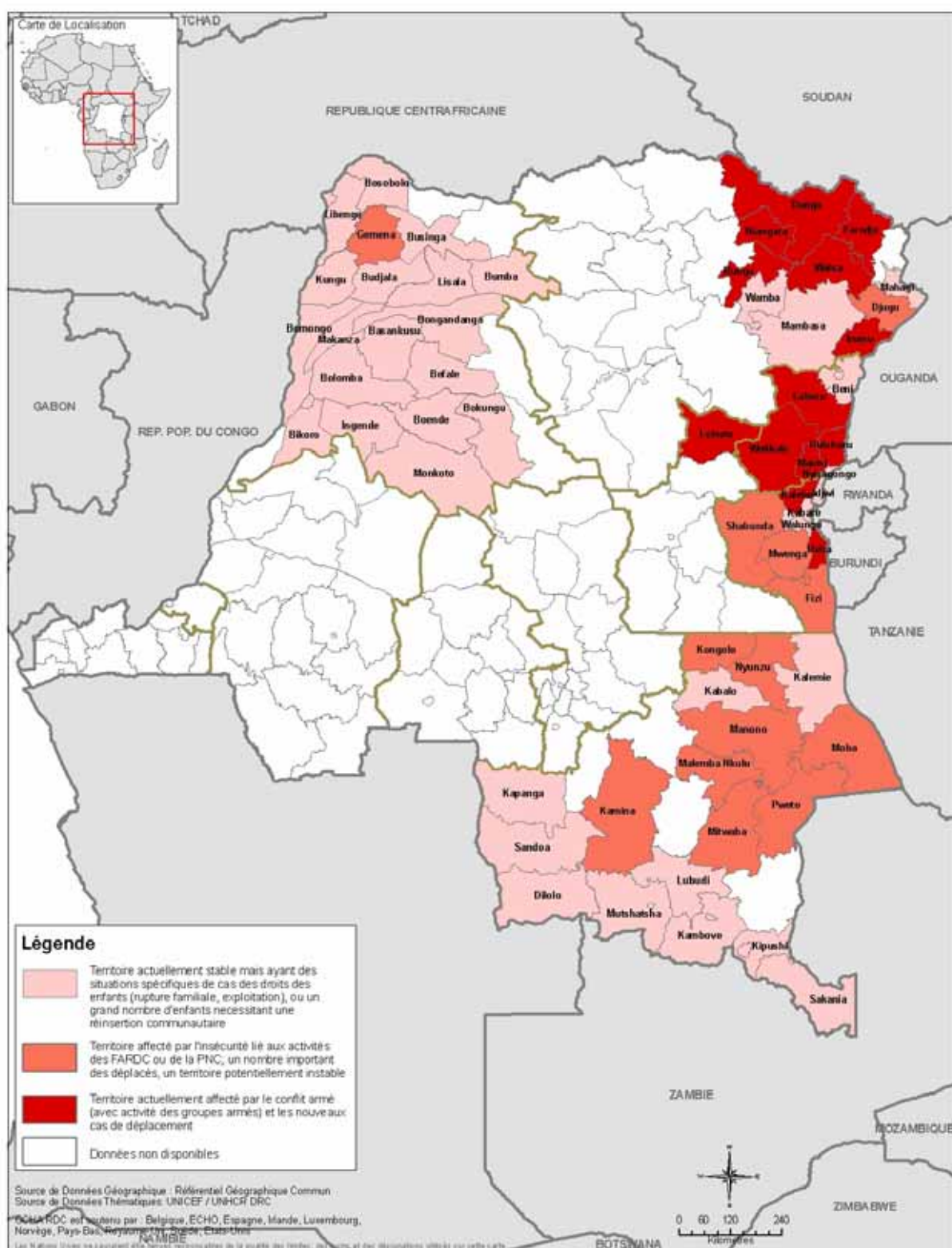




UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs - République Démocratique du Congo

## RD Congo Protection des civils et des enfants

Juin 2009





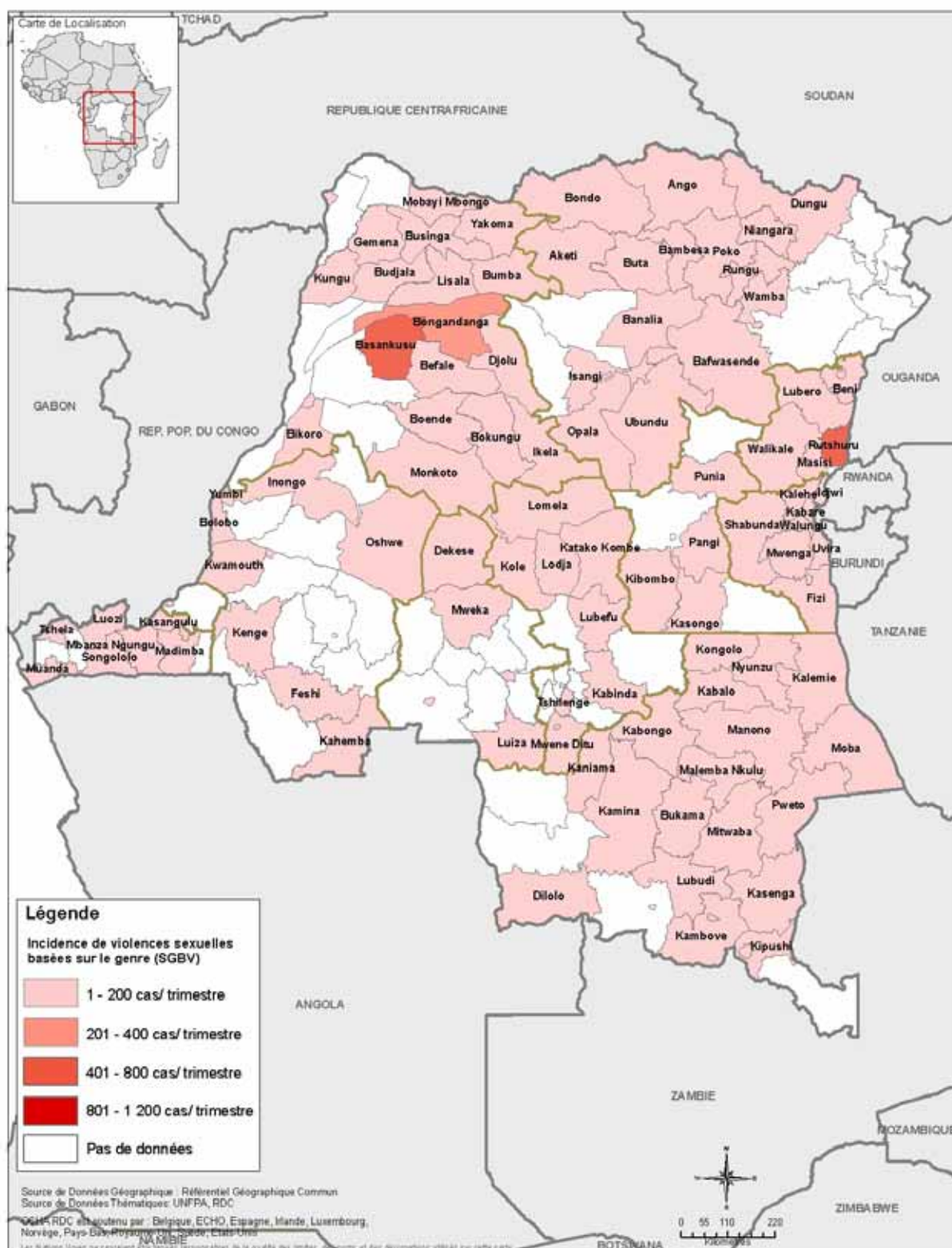


UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs - République Démocratique du Congo

**RD Congo**

**Zones prioritaires à incidence de violences sexuelles basées sur le genre (SGBV)**

Juin 2009

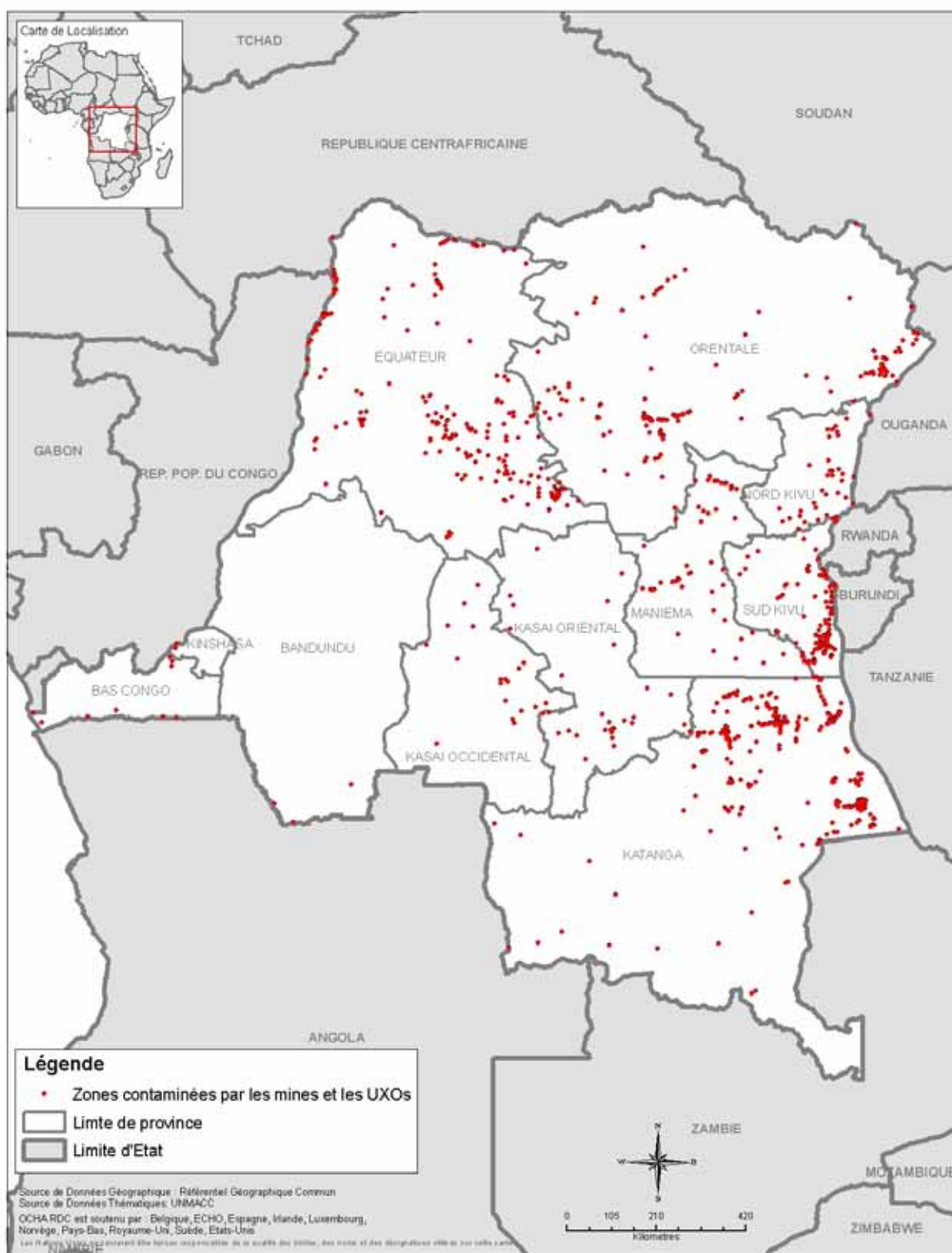




UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs - République Démocratique du Congo

## DR Congo Zones contaminées par les Mines et les UXOs

Juin 2009



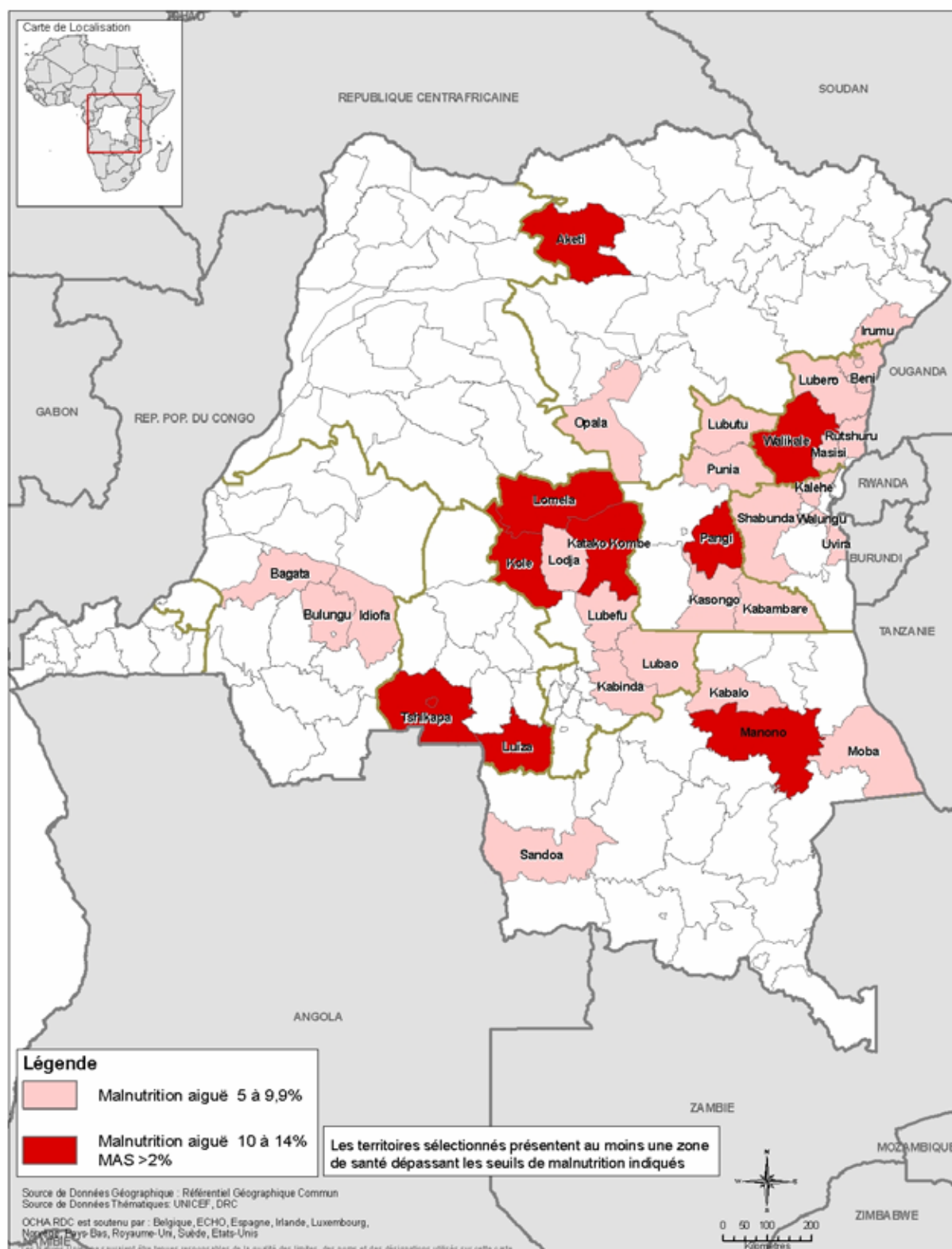




UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs - République Démocratique du Congo

## RD Congo Zones dans lesquelles la malnutrition aiguë dépasse 5%

Juin 2009



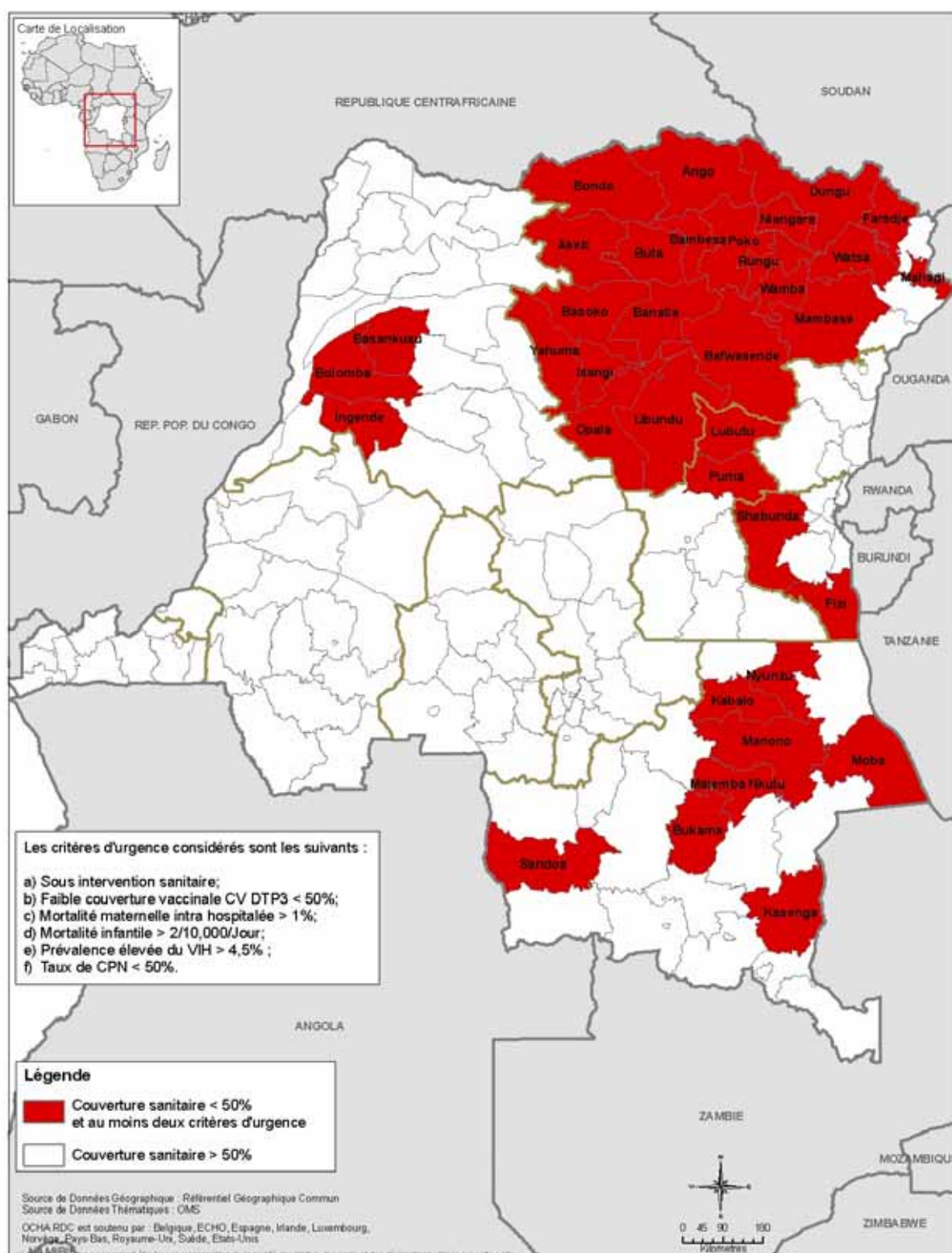


UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs - République Démocratique du Congo

**RD Congo**

Juin 2009

**Territoires avec couverture sanitaire <50%  
et au moins deux critères d'urgence**



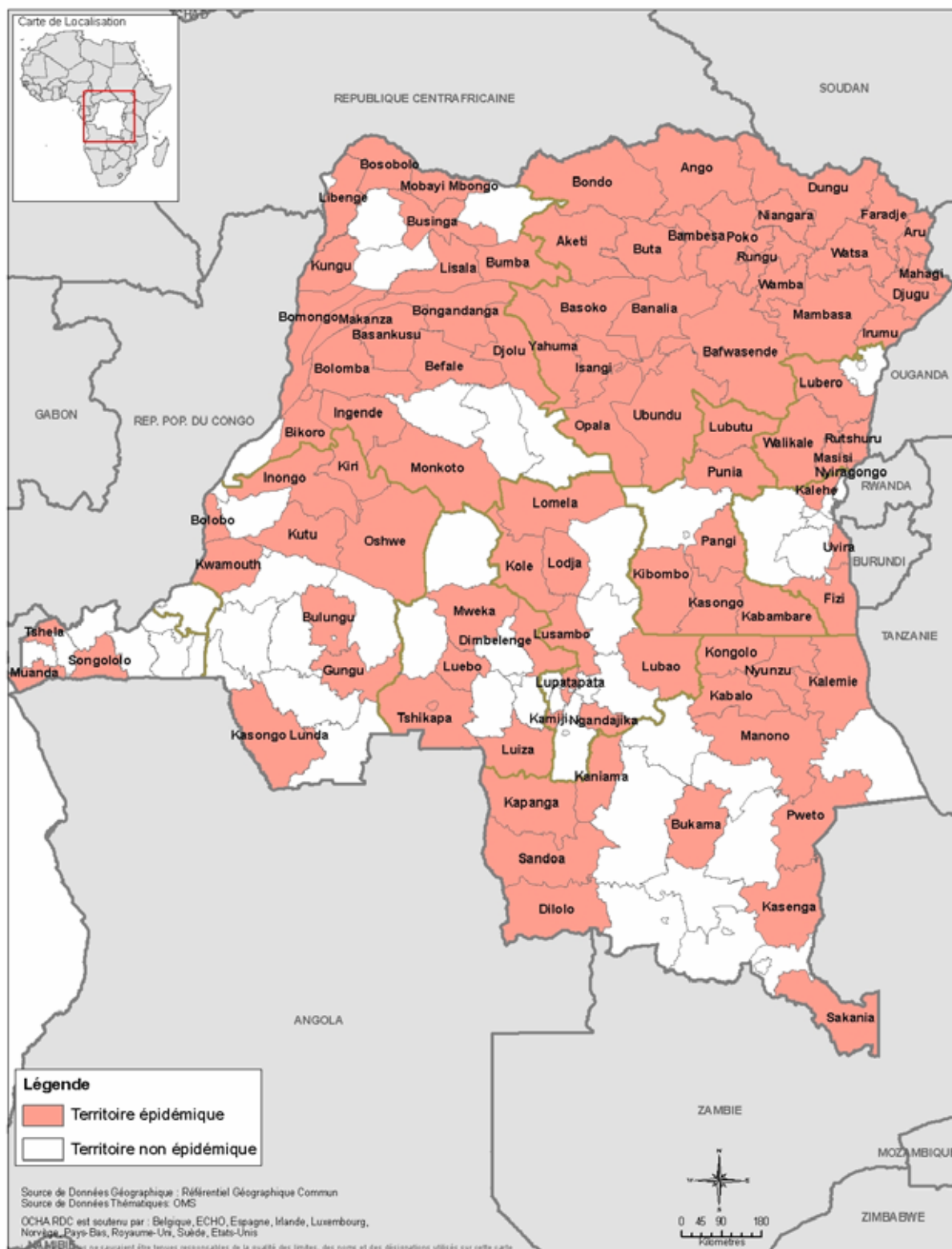


UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs - République Démocratique du Congo

**RD Congo**

**Territoires avec épidémies / catastrophes au delà des capacités locales d'intervention du gouvernement**

Juin 2009





RD Congo

## Sécurité alimentaire

Juin 2009



### Classement des zones prioritaires sur base de la consolidation des indicateurs de critères d'urgence

Juin 2009





### 3. RÉVISION DU PLAN D'ACTION HUMANITAIRE

#### 3.1 REPONSE À CE JOUR

Suivi des activités - Indicateurs - PAH 2009		Accomplissements Révision à Mi-parcours
<b>Biens Non-Alimentaires de Secours et abris d'urgence</b>		
1	Nombre de ménages ayant reçu une assistance en NFI (hors matériel abri d'urgence) dont:	54,299
	1.1 Nombre de ménages déplacés	28,011
	1.2. Nombre de ménages familles d'accueil	965
	1.3. Nombre de ménages retournés	24,844
	1.4. Nombre de ménages affectés par une catastrophe naturelle	479
2	Nombre de ménages ayant reçu une assistance en matériel abri d'urgence	16,308
	2.1. Nombre de ménages déplacés	
	2.2. Nombre de ménages familles d'accueil	
	2.3. Nombre de ménages retournés	
	2.4. Nombre de ménages affectés par une catastrophe naturelle	
3	Nombre de ménages ayant reçu une assistance en abri durable:	
	3.1. Nombre de ménages retournés	
	3.2. Nombre de ménages affectés par une catastrophe naturelle	
<b>Eau, hygiène et assainissement (EHA)</b>		
4	Nombre de personnes ayant accès à l'eau potable	1,199,920
5	Nombre de personnes ayant accès au paquet minimum EHA, dont:	320,879
	5.1 Nombre de ménages déplacés	
	5.2. Nombre de ménages familles d'accueil	
	5.3 Nombre de ménages retournés	
	5.4 Nombre de ménages affectés par une catastrophe naturelle	
	5.5 Nombre de ménages affectés par une épidémie	
6	Nombre de portes de latrines construites, dont:	24,308
	6.1 Portes de latrines publiques	6,664
	6.2 Portes de latrines familiales	17,644
7	Nombre de communautés sensibilisées et encadrées (comités) pour la gestion de l'eau et de l'hygiène	4,552
8	Nombre de puits, sources, robinets et autres points d'eau aménagés	1,371
	8.1 Puits	155
	8.2 Sources aménagées	646
	8.3 Autres	570
9	Nombres de litres d'eau distribuées grâce au transport par camions-citerne	102,599,510
<b>Éducation</b>		
10	Nombre de salles de classes fonctionnelles (construites ou réhabilitées et équipées)	91
11	Nombre de filles/garçons non scolarisé(e)s qui ont eu accès à l'éducation	39,166
	11.1 Education formelle	9,745
	11.2 Education informelle	29,421
12	Nombre d'enfants ayant bénéficié de kits scolaires, récréatifs, et didactiques	216,579
	12.1 Par distribution directe	
	12.2 Par distribution indirecte (classes, professeurs)	
13	Nombre de personnes formées dans l'éducation à la paix, la santé, l'appui psychosocial et la gestion scolaire	7,406
	13.1 Nombre de membres de comités parentaux	
	13.2 Nombre d'enseignants	
14	Nombre d'enfants ayant bénéficié de services complémentaires à l'éducation	342,404
	14.1 Cantines scolaires	329,322
	14.2 Espaces d'accueil de la petite enfance	13,082
<b>Logistique</b>		
15	Entreposage / Nombre de mètres cubes en capacité indépendante	30,806
16	Entreposage / Nombre de mètres cubes en capacité inter agences	10,944.5
17	Infrastructures / Nombre de km de route réhabilités	1,607
18	Infrastructures / Nombre de personnes nouvellement accessibles	589,644
19	Infrastructures / Type et nombre d'infrastructures réhabilitées (voies de communication)	62
20	Prévention VIH / Nombre de personnes ayant bénéficiées des formations en sensibilisation VIH/SIDA	27,315
21	Transport / Nombre de personnes transportées par voie aérienne	
22	Transport / Nombre de tonnes de cargo transportées	8,131.32

Suivi des activités - Indicateurs - PAH 2009		Accomplissements Révision à Mi-parcours
<b>Nutrition</b>		
23	Nombre de centres nutritionnels thérapeutiques (CNT) / centres nutritionnels de supplémentation (CNS) soutenus	543
24	% des CNT/ CNS ayant atteint les seuils de performance (taux de guérison >75%, abandon <15% et décès <5%)	47.6
25	Nombre de nouvelles admissions dans le programme de:	61,801
	25.1 Nutrition supplémentaire	54,782
	25.2 Nutrition thérapeutique	7,019
26	Nombre de nouvelles zones couvertes par les enquêtes/screenings nutritionnels	9
27	Nombre de personnes formées/recyclées sur le protocole de prise en charge et de prévention de la malnutrition	6,448
<b>Protection</b>		
28	% de rapports de monitoring protection suivis d'une action de plaidoyer	40.35
	28.1 Auprès des autorités congolaises (civiles ou militaires)	19.64
	28.2 Autres interlocuteurs	20.71
29	% des actions de plaidoyer protection suivies d'une décision/action positive	25.5
30	Nombre de séances de formation/sensibilisation en protection	936
	30.1 Pour autorités congolaises (civiles et militaires)	373
	30.2 Pour société civile et professionnels	215
	30.3 Autres publics (groupes armés)	348
31	Nombre d'enfants victimes de violations graves de leurs droits dans le cadre du conflit armé (Résolution 1612)	2,348
32	Nombre d'enfants affectés par le conflit ayant bénéficié d'une écoute/appui psychosocial	5,242
33	Nombre d'enfants non accompagnés (ENA) /enfants séparés ayant bénéficié d'une réunification familiale	3,229
34	Nombre d'enfants affiliés aux forces et groupes armés (EAFGA) identifiés ayant été séparés des groupes armés	3,039
35	Nombre d'EAFGA ayant bénéficié d'une forme de réintégration (soit familiale, soit sociale)	2,574
36	Nombre de personnes ayant rapporté avoir été victimes de violences sexuelles	5,344
	36.1 Par âge	
	36.2 Par sexe	Tous de Sexe Féminin
37	Nombre de séances d'information/sensibilisation (violence sexuelle) aux populations, victimes et survivants	1,913
38	Nombre de victimes de violence sexuelle (VVS) ayant été référées	6,728
	38.1 Pour assistance médicale	2,764
	38.2 Pour assistance psychosociale	3,509
	38.3 Pour assistance juridique	575
39	Nombre de mines et engins non explosés (ENE) désactivés, enlevés et détruits	37,782
40	Surface signalisée/déminée/dépolluée	20,580
41	Nombre de communautés ayant bénéficié d'un soutien (plaidoyer, médiation) sur la question de l'accès à la terre	2,020
42	Nombre de personnes ayant bénéficié d'un soutien (enregistrement, plaidoyer, médiation) sur la question de l'accès aux documents administratifs	14,834
<b>Réintégration et relèvement communautaire</b>		
43	Nombre de territoires disposant d'un système d'alerte précoce fonctionnel	7
44	Nombre d'études sur les causes structurelles des crises humanitaires	
45	Nombre de sites/camps assainis/réhabilités	
46	Nombre d'actions de renforcement des capacités humaines (formations) en:	33,705
	46.1 Administration/Gestion/Planification	
	46.2 Santé	
	46.3 Education	
	46.4 Eau et assainissement	
	46.5 Sécurité alimentaire	32,097
	46.6 Médiation et gestion des conflits	227
47	Nombre de structures ayant bénéficié d'actions de renforcement des capacités en:	1,165
	47.1 Administration/Gestion/Planification	1
	47.2 Santé	
	47.3 Education	3
	47.4 Eau et assainissement	5
	47.5 Sécurité alimentaire	700
	47.6. Médiation et gestion des conflits	

Suivi des activités - Indicateurs - PAH 2009		Accomplissements Révision à Mi-parcours
48	Nombre de personnes réinsérées économiquement et socialement	5,517
	48.1 Personnes retournées vulnérables	
	48.2 Autres personnes vulnérables	
<b>Santé</b>		
49	% couverture vaccinale pour diphtérie coqueluche tétanos (DTC3)	61.14
50	% couverture vaccinale pour le vaccin anti-rougeoleux	63.754
51	Nombre de bénéficiaires directs des soins de santé appropriés	14,994,044
52	Nombre de structures sanitaires fonctionnelles (réhabilitées, équipées et/ou soutenues) dont	4,110
	52.1 Maternités	
	52.2 Centres de transfusion	
	52.3 Laboratoires/Pharmacies/Chaîne du froid	
53	Nombre de personnes/professionnels de santé formés et ou recyclés	6,835
54	Nombre d'épidémies auxquelles une réponse appropriée a été apportée	35
55	Taux de fréquentation des structures dans les zones d'action	34.5
<b>Sécurité alimentaire</b>		
56	Nombre de zones couvertes par au moins un poste sentinelle opérationnel (surveillance)	136
57	Nombre de structures/unités de production soutenues (équipement, formation, fonds, stocks) et relancées	497
58	Quantités de production générée (semences, boutures, outils, géniteurs)	4,195,181.5
59	Nombre de personnes ayant créé ou relancé des activités génératrices de revenus (AGR)	5,593
60	Nombre de bénéficiaires ayant reçu des rations alimentaires, dont:	1,267,197
	60.1 Nombre de personnes déplacées	714,671
	60.2 Nombre de personnes retournées	108,414
	60.3 Nombre de personnes affectées par une catastrophe naturelle	5,413
	60.4 Nombre d'enfants	173,293
	60.5. Nombre de femmes enceintes/allaitantes	4,725
	60.6. Nombre de membres de familles des malnourris	191,629
	60.7 Nombre de personnes atteintes du VIH/SIDA	47,969
	60.8. Nombre de personnes assistées dans le cadre des programmes de vivres contre travail/vivres pour formation	21,083
61	Nombre de bénéficiaires ayant reçu des kits agricoles, dont:	299,299
	61.1 Nombre de ménages déplacés	51,663
	61.2 Nombre de ménages retournés	88,366
	61.3 Nombre de ménages affectés par une catastrophe naturelle	10,018
	61.4 Autres	149,252
62	Nombre de têtes de bétail vaccinées	18,581
63	Nombre des ménages ayant reçu des kits d'unités de transformation	17,968
64	Nombre de tonnes d'intrants agricoles pour stock stratégique	115,973
65	Nombre de surfaces valorisées, dont:	250,112.4
	65.1 Nombre d'hectare d'étangs piscicoles aménagés	
	65.2 Nombre d'hectares de bas-fond mis en valeur	
66	Nombre d'infrastructures logistiques agricoles réhabilitées ou mise à disposition dont:	
	66.1 Nombre de km de route de desserte agricole réhabilités	284
	66.2 Nombre d'unités de transport mis à disposition (y compris attelage)	3
	66.3 Nombre d'entrepôts réhabilités	

## 3.2 PRIORITÉS STRATÉGIQUES

### 3.2.1 Rappel des objectifs stratégiques

Pour l'année 2009, le cadre stratégique du PAH s'est efforcé de mieux refléter la diversité des besoins et des cycles de crises auxquels la population de la RDC est confrontée depuis plusieurs années. Pour la communauté humanitaire, le défi principal en RDC est de se tenir prête à répondre en tout temps et en tout lieu à des besoins variables, en intensité et en prévisibilité, dans un pays aussi grand que l'Europe de l'Ouest, avec toutes les contraintes logistiques que cela suppose.

Il est essentiel de parvenir à combiner les différentes compétences requises pour répondre à des situations telles que:

- l'urgence absolue où la vie et l'intégrité des personnes est en jeu ;
- des phénomènes de mouvements de population ;
- des violations graves et répétés des droits humains ;

- des situations où les difficultés liées au conflit perdurent au point de désorganiser gravement la structure économique et sociale de base des communautés ;
- des situations de fragilité extrême pour des communautés qui peuvent, tomber ou retomber dans une crise si rien n'est fait rapidement.

En demandant aux partenaires de se mobiliser sur des objectifs communs, le PAH 2009 requiert donc plus de transversalité et de complémentarité entre partenaires pour mieux accompagner l'avancement séquentiel des crises et mieux organiser la réponse.

Prenant en compte les niveaux différents d'exposition au risque (y compris en terme de durée), le PAH 2009 est organisé autour des objectifs suivants:

1. **Renforcer la protection des populations civiles:** Activités en réponse à des exactions ou risques d'exactions commises à l'encontre de la population civile, et mise en place de mécanismes adéquats de réparation et développement de dispositifs efficaces de prévention au plan national. Une attention soutenue sera portée dans ce cadre aux victimes d'actes de violence et de violations graves dans les zones de conflits armés, aux victimes de violences sexuelles, aux personnes à risque du fait de mines et ENE et aux enfants à risque et victimes de violations graves de leurs droits ;
2. **Réduire la mortalité et la morbidité:** Activités s'attellant à combattre les épidémies, la mortalité infantile notamment liée à la malnutrition aiguë, la mortalité maternelle et le VIH/SIDA ;
3. **Assister/protéger les personnes déplacées, re-localisées/retournées et leurs communautés d'accueil:** Aide de première nécessité aux populations affectées par le déplacement: personnes déplacées (en familles d'accueil, regroupées dans des sites spontanés, dans des bâtiments communautaires ou en camps organisés) mais aussi personnes retournées (anciennement déplacées ou réfugiées), sans oublier les personnes re-localisées (anciennement déplacées ou réfugiées). Pour la première fois, les activités s'adresseront aussi aux familles d'accueil et aux communautés d'accueil dont la vulnérabilité et les besoins ont été mis en évidence tout au long de 2008 par une série de rapports et d'études<sup>6</sup>.

*Les objectifs deux et trois sont la réponse immédiate requise par la survenance d'une crise aiguë soit parce que la vie des populations est en jeu (cas de la malnutrition aiguë, par exemple) soit parce qu'un changement drastique est intervenu dans les conditions de vie des populations (cas du déplacement par exemple, qui cause une vulnérabilité additionnelle aussi bien pour les personnes déplacées que pour les familles/communautés d'accueil) ;*

4. **Restaurer les moyens de subsistance:** Réponse humanitaire d'accompagnement requise lorsque les populations font face à la prolongation au delà de plusieurs mois d'une crise aiguë (ex: une crise de déplacement) qui a entamé gravement leur autosuffisance. En se focalisant sur le secteur de la sécurité alimentaire, la communauté humanitaire doit soutenir des activités qui permettent de réduire la dépendance, surtout par rapport à l'aide alimentaire, et favoriser l'auto prise en charge et le retour à la dignité des personnes et communautés bénéficiaires: distribution et/ou production locale d'intrants ; valorisation des surfaces cultivables ; projets de vivres contre travail et activités génératrices de revenus ;
5. **Promouvoir le relèvement communautaire à court terme:** cet objectif répond à des situations de pré- ou post-crise lors lesquelles la communauté humanitaire peut enrayer la spirale de crise par des actions permettant de consolider le soutien déjà donné ou de prévenir une nouvelle crise (alerte précoce). Les activités mises en place seront conçues pour s'assurer que ces communautés, affaiblies par les déplacements, les épidémies, les violences, l'insécurité alimentaire et/ou les désastres naturels, puissent avoir le soutien nécessaire pour une réhabilitation à court terme, par exemple:
  - Mise en place de mécanismes de réconciliation ;
  - Réhabilitation environnementale des sites qui ont abrités des personnes déplacées ;
  - Soutien aux crédits agricoles ;
  - Aménagement et réhabilitation de points d'eau ;
  - Construction et réhabilitation d'infrastructures scolaires ;

<sup>6</sup> « Internal displacement in North Kivu: hosting, camps and coping mechanisms (UNICEF/Care, avril 2008), "Study on food security, livelihoods and relations among host families and Internally Displaced Persons (IDPs) in Sud Lubero, North Kivu » (OXFAM, Mai 2008), "Hors camps, hors champ? Mieux répondre au problème du déplacement force en RDC par l'aide aux familles d'accueil » (Oxfam, Septembre 2008)

- Identification et soutien aux personnes sans documentation ;
- Facilitation de l'accès à des mécanismes de résolution de conflits fonciers ;
- Mise en place et formation des équipes locales de gestion de crises ;
- Réhabilitation/reconstruction d'abris familiaux.

Les communautés bénéficiaires sont:

- Des communautés où un ou plusieurs seuils d'action humanitaire ont été franchis dans les derniers douze mois<sup>7</sup> ; ou
- Des communautés identifiées par le cluster Réintégration et Relèvement Communautaire qui nécessitent soutien à la réintégration, la réinstallation, ou l'intégration locale ; ou
- Des communautés identifiées par un mécanisme d'alerte précoce dont les indicateurs approchent un ou des seuils d'action humanitaire.

L'envergure et la nature des activités à proposer dans le cadre de cet objectif seront délimitées par les critères suivants qui permettent de les distinguer des actions relevant du développement:

- L'activité peut se dérouler sur plus d'une année mais devra produire des résultats concrets dans un délai de douze mois ;
- Une planification pour une stratégie de sortie à partir du 6<sup>ème</sup> mois devra être présentée ;
- Les organisations responsables de la mise en œuvre de l'activité devront montrer des preuves de leur capacité opérationnelle et de leur expérience institutionnelle notamment en ce qui concerne la participation/implication des bénéficiaires, des jeunes et des femmes.

A l'instar des autres activités proposées dans le cadre du PAH 2009, les activités regroupées dans cet objectif devront répondre aux standards et principes reconnus internationalement en la matière, et notamment la recherche de solutions durables pour les communautés, déplacées et/ou résidentes. Une attention particulière sera portée au dialogue et à la consultation avec les autorités ainsi qu'à la participation des communautés concernées, et notamment des femmes et des jeunes. Dans le même esprit, elles devront s'assurer que le principe de protection « ne pas nuire » est respecté.

### 3.2.2 Rappel des seuils d'intervention

Les priorités stratégiques identifiées dans le PAH 2009 restent inchangées, et sont fondées sur des seuils d'intervention visant à adresser les cinq thématiques identifiées comme étant les cinq causes majeures de la mortalité élevée dans le pays: mortalité et morbidité, malnutrition, protection, déplacements et retours.

Les seuils d'interventions établis dans le PAH 2009 sont les suivant:

#### Mortalité et morbidité

1. Zones de santé affectées par des épidémies ou des catastrophes dépassant les capacités locales d'intervention ;
2. Zones de santé nouvellement accessibles, avec au moins deux des facteurs suivants:
  - a. Sans intervention sanitaire ;
  - b. Faible couverture vaccinale DTC3 < 50% ;
  - c. Mortalité maternelle intra hospitalière > 1% ;
  - d. Mortalité infantile > 2/10 000/jour ;
  - e. Taux de malnutrition aiguë globale > 10% ;
  - f. Prévalence élevée du VIH > 4,5% (moyenne nationale) ;
  - g. Taux de consultation prénatale (CPN) < 50%.
3. Zones de santé faiblement couvertes<sup>8</sup> (moins de 50%) avec au moins deux des facteurs suivants:
  - a. Sans intervention sanitaire ;
  - b. Faible couverture vaccinale DTC3 < 50%
  - c. Mortalité maternelle intra hospitalière > 1% ;
  - d. Mortalité infantile > 2/10 000/jour ;
  - e. Taux de malnutrition aiguë globale > 10% ;
  - f. Prévalence élevée du VIH > 4,5% (moyenne nationale) ;
  - g. Taux de CPN < 50%.

<sup>7</sup> Communautés qui ont été bénéficiaires de programmes dans le cadre des quatre autres objectifs stratégiques et ce, dans les douze mois précédents.

<sup>8</sup> NB: la couverture en santé se réfère au pourcentage d'accessibilité de la population aux infrastructures de santé. Il est considéré que celle-ci est faible lorsque moins de 50% de la population a accès aux infrastructures de santé.



### **Malnutrition**

1. Zones de santé dans lesquelles le taux de malnutrition aiguë est compris entre 5% et 9% ;
2. Zones de santé dans lesquelles le taux de malnutrition aiguë est supérieur à 10%.

### **Protection**

1. Zones dans lesquelles ont été rapportés des abus contre les civils et des violations des droits humains dus à un conflit, et/ou des exactions ont été perpétrées par les forces de l'ordre ;
2. Zones de santé dans lesquelles ont été rapportés au moins 50 cas de violences sexuelles par mois ;
3. Zones contaminées, ou suspectée d'être contaminées par des mines et ENE ;
4. Zones dans lesquelles des enfants seraient victimes de violations:
  - a. Résultant de conflits ;
  - b. Résultant de la présence de groupes armés / forces armée ;
  - c. Zones stables mais dans lesquelles des violations spécifiques contre les droits des enfants ont été rapportées, dont: séparation avec la famille, exploitation, zones où un très grand nombre d'enfants ont besoin d'une assistance pour se réintégrer dans la communauté.

### **Populations déplacées internes**

Présence des personnes déplacées accessibles et dont les besoins en protection et assistance ont été identifiés et évalués. Trois tendances de déplacements ont été identifiées:

- Populations déplacées internes accueillies par des familles ou villages par opposition aux populations déplacées internes installées dans des sites ou des camps spontanés ;
- Déplacés pendulaires ;
- Déplacés accessibles par opposition aux déplacés inaccessibles du fait de l'insécurité.

### **Retours**

Présence de retournés accessibles dont leurs besoins en réintégration et protection ont été évalués et identifiés. Trois types de retours ont été identifiés:

- Retours de populations déplacées internes (spontanés) ;
- Rapatriés (organisés) ;
- Retours spontanés de réfugiés.

Les cadres d'évaluation des besoins, mettant en relief les zones de santé qui dépassent au moins un des seuils d'intervention, ont été mis à jour à l'occasion de la révision à mi-parcours. La cartographie reflétant les besoins identifiés à la date de mai 2009 est présentée dans le chapitre sur le résumé des besoins prioritaires (page 10).

### 3.3 ANALYSE DE LA SITUATION PAR PROVINCE

#### 3.3.1 Province Orientale (sauf Ituri et Haut-Uélé)

##### Analyse de la situation

Les districts de la Tshopo et du Bas-Uélé demeurent dans une phase post-conflit. Un comité provincial d'orientation et de développement a été mis en place en fin 2008 pour assurer la coordination stratégique des activités de développement. Au niveau de la sécurité, le District du Bas-Uélé est de plus en plus affecté par les activités de LRA dans le Haut-Uélé ainsi que par l'opération en cours des FARDC contre les Mayi-Mayi réfractaires au brassage dans le territoire de Bafwasende. L'action qu'entreprendra l'autorité provinciale pour régler la question de Mbororo demeure aussi un enjeu important.

##### Situation de l'accès

Les axes routiers Kisangani-Lubutu et Kisangani-Bunia sont déjà réhabilités et relient désormais la capitale provinciale aux provinces du Nord-Kivu par Beni et Walikale ainsi que la province du Maniema. La communauté humanitaire du Maniema transite par Kisangani pour accéder à la zone de Lubutu et les intrants des projets financés dans les zones de Lubutu et Walikale transitent par Kisangani. Le tronçon Niania-Isiro qui permettra de relier Kisangani au Haut-Uélé est en train d'être rouvert sur un financement du Gouvernement Provincial. La réouverture d'urgence de l'axe Bafwabalinga-Opienge, territoire de Bafwasende, financée par le Pooled Fund va débiter durant ce second semestre et va faciliter l'acheminement de l'assistance aux retournés dans la zone d'Opienge, et promouvoir la sécurité sur cet axe. Par ailleurs, les plans d'actions prioritaires élaborés par les districts du Bas-Uélé et Tshopo au premier semestre ciblent les axes routiers Kisangani-Buta (Bas-Uélé) et Kisangani-Opala (Tshopo). Néanmoins, aucun bailleur ne s'est encore engagé de financer la réhabilitation de ce dernier axe alors que la Banque Mondiale et *Department for International Development* (DFID) ont prévu de financer la réhabilitation de l'axe Kisangani jusqu'à Bumba (voir programmes routiers sur financements extérieurs partagé par le Ministère du Plan). Même dans ce dernier cas, il est probable que les travaux de réhabilitation prévus ne seront pas achevés en 2009. L'accès et l'acheminement de l'assistance par route dans les localités qui ont accueilli les déplacés au Bas-Uélé (Amadi, Poko, Dingila, Dakwa), les villages potentiels de retour (Banda, Dakwa) et d'autres localités prioritaires retenues dans le PAH demeure donc un défi.

La construction d'une piste d'atterrissage à Opala financée par le Pooled Fund débutée durant le 2<sup>ème</sup> trimestre sera achevée en ce second semestre et permettra de mettre en oeuvre des projets humanitaires financés sur la zone d'Opala. Certains aérodromes au Bas-Uélé, notamment à Aketi et Dingila, nécessitent des travaux légers pour faciliter l'accès aux déplacés et autres populations vulnérables dans ces zones.

La voie ferrée CFU qui relie le Bas-Uélé et le Haut-Uélé à la province de l'Equateur a été évaluée par le cluster logistique au premier semestre 2008, mais aucune suite claire n'a encore été donnée sur les perspectives de financement de sa réhabilitation. Sa réhabilitation donnerait un meilleur accès aux zones environnantes les sites de regroupements des Mbororos (Amadi, Boso, Dakwa, et Digba), lesquelles zones pourraient accueillir des déplacés au cas où une opération policière était envisagée pour rapatrier les Mbororos. L'alternative reste d'accéder à ces localités par Isiro (par avion) et ensuite de prendre l'axe Isiro-Poko-Bomokandi (en traversant la rivière Uélé par bac). Les autres axes permettant l'accès aux dites localités sont Isiro-Amadi et Isiro-Boso tous praticables pendant la saison sèche par camionnettes ou camions de sept tonnes.

##### Scénario le plus probable

##### District de la Tshopo

La stabilité et la sécurité s'amélioreront globalement malgré la persistance des zones d'insécurité dans le territoire de Bafwasende dues à l'éparpillement des Mayi-Mayi résiduels réfractaires au brassage dans le parc de Maiko, la poursuite d'opération militaire FARDC contre les Mayi-Mayi dans la zone et les conséquences de l'opération Kimia II contre les FDLR au Sud-Kivu. Une éventuelle alliance entre les Mayi-Mayi et les FDLR risquera de compliquer la situation. La restauration de l'autorité de l'Etat et la réforme de la sécurité ne seront pas encore achevées alors que des tensions entre communautés risqueront de s'aggraver à l'approche des élections locales, dans un contexte de socio-économique difficile.

### District du Bas-Uélé

L'activisme de LRA dans le Haut-Uélé continuera à affecter les territoires d'Ango, Poko et Bambesa. Le déploiement des forces de sécurité et de l'ordre restera très insignifiant alors que les tensions entre les communautés locales et les Mbororos dans les territoires de Ango et Poko risqueront de s'aggraver suite aux conclusions de la conférence internationale en perspective sur les pasteurs et/ou à l'approche des élections locales, dans un contexte socio-économique difficile. Le Bas-Uélé restera une plaque tournante du trafic d'armes en raison de la faible présence de forces de sécurité et de l'ordre. Les populations actuellement déplacées risquent d'y demeurer pendant plusieurs mois en attendant la sécurisation de leurs villages d'origine, et de nouveaux pillages et exactions par des éléments LRA au nord-est de Ango causeront de nouveaux déplacements de populations dans les territoires de Poko, Bambesa et Ango. Le déploiement effectif des forces de l'ordre et de sécurité constituera un élément essentiel à la restauration de l'autorité de l'Etat et la réforme de la sécurité.

### Conséquences humanitaires ; mouvement des populations

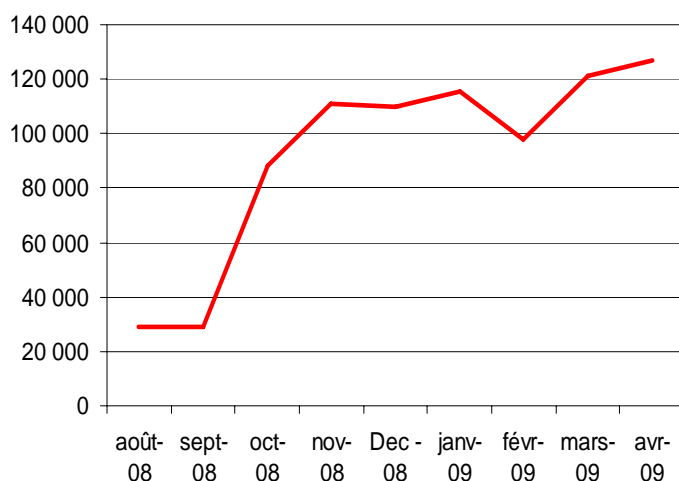
Suite aux opérations lancées par les FARDC au 1<sup>er</sup> trimestre 2009, 14,180 personnes se sont déplacées au mois de Mai dans tout le territoire de Bafwasende alors que les attaques LRA au 1<sup>er</sup> trimestre dans le Bas-Uélé ont causé le déplacement de près de 30,000 personnes dans les territoires de Poko, Ango et Bambesa. Environ 60,000 personnes resteront déplacées en 2009 dont 15,820 nouveaux déplacés: 5,379 dans le territoire de Poko, 5,441 dans le territoire de Bambesa (Bas-Uélé) suite aux pillages/attaques LRA et 5,000 dans le territoire de Bafwasende suite à l'activisme du groupe Mayi-Mayi réfractaire au brassage et/ou aux conséquences de l'opération Kimia II au Sud-Kivu. Ces nouveaux déplacés viendront s'ajouter à 30,000 personnes déplacées dans les territoires d'Ango, Poko et Bambesa (Bas-Uélé) et à 14,180 personnes déplacées en territoire de Bafwasende.

Les principales conséquences humanitaires envisagées sont:

- Violences contre les civils (viols, diverses exactions) ;
- Perte de biens de première nécessité et pillages ;
- Manque de vivres par manque de récolte dans les zones de déplacements ou destructions de cultures dans les champs ;
- Apparition d'épidémies dans les zones de déplacement ;
- Difficultés d'accès à l'eau potable ;
- Séparation de familles, ENAs ;
- Tensions entre les populations et les Mbororos ; et risque de confrontations entre les LRA et les Mbororos ;
- Intensification du trafic d'armes ;
- Prolifération de groupes d'autodéfense.

### 3.3.2 District de l'Ituri (Province Orientale)

Evolution du nombre de déplacés dans le territoire de l'Irumu suite à la reprise des hostilités en Septembre 2009



#### Analyse de la situation

La situation en Ituri, après une période de calme relatif à partir du 1<sup>er</sup> trimestre 2008, s'est à nouveau dégradée à partir du 29 septembre 2008 avec les attaques d'un nouveau groupe milicien, le FPJC composé, pour beaucoup, de miliciens de l'ancien FRPI et ayant des liens supposés avec le CNDP du Nord Kivu.

L'opération militaire « Iron Stone » a été lancée le 12 avril par les FARDC avec le support de la MONUC dans le but de neutraliser le FPJC et le FRPI au Sud-Irumu. A l'heure actuelle, le bilan de cette opération reste mitigé avec la dispersion des miliciens vers le Mont Hoyo, Bukiringi et même dans les environs immédiats des positions FARDC ; cette opération militaire qui ne devait durer que quelques jours vient d'être prolongée jusqu'à la mi-juillet. De

plus, l'Union des Révolutionnaires Congolais (URC), un autre groupe armé créé en août 2008, menace de reprendre les armes si des négociations ne débutent avec le Gouvernement central. La reprise des hostilités a causé le déplacement de plus de 98,000 personnes dans le seul territoire d'Irumu entre septembre 2008 et avril 2009.

La fermeture par la MONUC de sa base mobile opérationnelle (MOB) de Kamatsi sur l'axe Aveba-Bukiringi, prioritaire pour le plan de stabilisation et de sécurité, n'est pas un signe encourageant pour la sécurité dans cette région malgré la présence de trois bataillons FARDC. Selon le plan de redéploiement de la MONUC, celle-ci ne garderait que des bases à Marabo, Bogoro et Aveba avec présence d'une compagnie dans chacune de ses bases.

En outre, il ne faut pas oublier la menace que représente toujours les quelques 8,200 ex-démobilisés toujours en attente de réception de leurs kits de réinsertion. La Banque Africaine de Développement a donné \$22,5 millions au gouvernement congolais pour la réinsertion de ces démobilisés, mais ces fonds sont encore au bureau du Premier Ministre.

Finalement, l'un des facteurs d'insécurité qui persiste en Ituri, et qui a déclenché la guerre en 1999, est celui relié aux conflits fonciers qui opposent notamment les communautés Hema et Lendu en territoire de Djugu bien que d'autres conflits intercommunautaires aient été également rapportés dans les territoires de Aru, Irumu et Mahagi. Cette problématique empêche actuellement des personnes déplacées de retourner dans leurs localités d'origine et pourrait être l'origine de nouveaux conflits s'il en est fait une instrumentalisation par des politiciens ou des leaders communautaires surtout durant la période électorale.

### **Situation de l'accès**

Malgré le choix de l'axe Bogoro-Aveba-Boga pour le plan de stabilisation et de sécurité de la MONUC pour l'Ituri, la situation sécuritaire est désormais trop détériorée pour envisager la construction / réhabilitation des infrastructures (postes de police, prison, bâtiments administratifs) au long de cet axe dans un futur proche, surtout dans la partie au sud de Aveba. Ainsi, tout le Sud-Irumu est affecté par la reprise des affrontements entre les FARDC et le FPJC/FRPI, et tant l'accès que l'espace humanitaire sont réduits.

Depuis le début de l'année 2009, l'accès humanitaire s'est accru en territoire de Djugu à la fois suite à la baisse des affrontements armés ainsi qu'à la réhabilitation de certaines routes qui ont permis de désenclaver des zones de retour. D'autre part, l'espace humanitaire s'est rétréci quelque peu (compte tenu qu'il y avait déjà peu d'organisations humanitaires qui travaillaient dans la région au sud de Tshayi) dans le sud du territoire d'Irumu en raison d'un regain d'activisme du FRPI, ce qui a contraint la suspension des travaux de réhabilitation d'une route transversale, passant par Tshayi, entre Marabo et Aveba.

La route qui relie Komanda à Mambasa reste inutilisable par des camions pour cause de destruction du pont sur la rivière Ituri, toute assistance humanitaire importante devant alors être acheminée via Beni.

Les territoires de Mahagi et d'Aru ne posent pas de problèmes particuliers.

### **Scénario le plus probable**

Le difficile processus de stabilisation et de sécurité en Ituri risque d'être compromis au cours de l'année 2009 suite à la persistance concomitante:

- de zones d'insécurité dans le district de l'Ituri dans les territoires de Djugu et Irumu, causées notamment par la présence de miliciens et de démobilisés non réintégrés dans la vie civile ou dans l'armée ;
- du redéploiement de la MONUC en Ituri, avec diminution de ses effectifs et fermeture de MOB dans des zones sensibles en territoire d'Irumu ;
- de tensions intercommunautaires sur base de conflits fonciers surtout en territoire de Djugu ;
- de tensions sous-régionales liées à l'exploitation des richesses naturelles ainsi qu'à l'éventualité que l'Ituri serve de refuge à Bosco Ntaganda (actuellement général FARDC mais ex-leader de l'UPC et du CNDP), si les autorités décidaient de mettre en exécution le mandat d'arrêt délivré contre lui par la Cour Pénale Internationale (CPI).

Cette situation risque de s'aggraver encore en raison de: l'approche des élections locales, l'échéance liée à la décentralisation, les conditions socio-économiques difficiles, ainsi que la restauration de l'autorité de l'Etat et la réforme de la sécurité qui sont encore en cours.

### **Mouvement des populations**

Entre 180,000 et 200,000 personnes (dont plus de 125,000 nouveaux déplacés depuis octobre 2008 en territoire d'Irumu et environ 18,000 en territoire d'Aru en 2009 suite à la crise du Haut-Uélé) risquent de rester déplacées pour le reste de l'année 2009, soit en raison d'une persistance localisée de conflits armés et/ou de conflits fonciers empêchant les déplacés de retourner dans leurs communautés d'origine des territoires de Djugu et Irumu.

Les principales conséquences humanitaires sont:

- problèmes liés à la protection, notamment en raison de l'augmentation des tracasseries militaires et miliciennes, et aux conflits fonciers non résolus ;
- perte de biens de première nécessité: au moins 80% des nouveaux déplacés seront victimes d'un déplacement forcé et perdront leurs biens de première nécessité ;
- manque de vivres par manque de récolte dans les zones de déplacement et/ou l'interdiction d'accéder aux champs dans des zones déclarées opérationnelles par les FARDC, entraînant une hausse des prix des denrées de première nécessité ;
- accroissement des épidémies dans les zones de déplacements.

### **3.3.3 District du Haut-Uélé (Province Orientale)**

#### **Analyse de la situation**

La présence en RDC des combattants de la LRA date d'octobre 2006 suite à l'accord de cessation des hostilités signé avec le gouvernement ougandais le 26 août 2006. Cet accord mettait fin à 15 ans d'affrontements entre ces deux parties. En 2005, la CPI a lancé un mandat d'arrêt contre le chef de la LRA et quatre de ses commandants.

Jusqu'à la fin de l'année 2007, l'Envoyé Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies (ESSG), M. Chissano, a fait plusieurs voyages en Ouganda, Sud-Soudan et RDC afin promouvoir le rôle de la MONUC en ce qui concerne le désarmement, la démobilisation et le rapatriement des rebelles faisant défection. Bien qu'un ultimatum ait été fixé à la LRA au 31 janvier 2008 par les autorités de l'Ouganda et de la RDC pour que le mouvement rebelle reprenne les négociations de Juba et quitte la RDC, l'ESSG avait néanmoins proposé une certaine flexibilité quant à cette échéance afin d'éviter toute rupture des négociations. La LRA et le gouvernement de l'Ouganda ont fini par se rencontrer et la LRA a négocié un désarmement conditionnel à un plaidoyer de l'Ouganda pour la levée des charges émises par la CPI. Suite à ces discussions préliminaires, il était convenu que l'accord de paix final soit signé le 28 mars à Juba.

Cet accord de paix n'a pas encore été signé, en février et mars 2008, la LRA a commise de nombreuses exactions contre les populations civiles y compris l'enlèvement d'une centaine de personnes tant en République Centrafricaine (RCA), Sud-Soudan qu'en RDC. Suite à ces reports successifs, non justifiés de la part de la LRA, les présidents Kabila et Museveni avaient réaffirmé, le 11 mai 2008, leur volonté de mettre fin à la menace posée à la fois par les milices des Allied Defence Forces/ National Army for the Liberation of Uganda (ADF/NALU) et LRA. Le 2 juin, les chefs d'état-major de l'Ouganda, du Sud-Soudan et de la RDC se sont rencontrés à Kampala et la RDC a indiqué qu'elle avait l'intention de mener des actions militaires contre la LRA. D'un autre côté les FARDC et la MONUC signaient une directive conjointe pour des opérations militaires contre la LRA dénommée Rudia qui vise à protéger les civils, à contenir la LRA et à faciliter le processus volontaire de désarmement, démobilisation, rapatriement, réinstallation et réinsertion (DDRRR) de ses miliciens.

C'est dans ce contexte que la MONUC s'est préparée en juin 2008 à appuyer le déploiement en territoire de Dungu de 3,500 militaires FARDC et de la garde républicaine. L'objectif militaire était de procéder à l'encerclement des LRA dans le triangle Duru-Dungu-Faradje pour couper leurs voies d'approvisionnement afin de les persuader de la nécessité de désarmer. En plus de fournir un soutien logistique aux FARDC (carburant, rations de nourriture, défrichement pour l'installation de campements), la MONUC devait renforcer sa base de Dungu passant de 150 à 350 militaires dont l'objectif principal était de sécuriser la base pour une période de trois à six mois.

Il est probable que la présence accrue de militaires FARDC sur l'axe nord de Dungu ainsi que la désertion de miliciens LRA pour rejoindre le programme DDRRR, est une des causes de la série d'attaques lancées par la LRA à partir du 17 septembre 2008 au nord et au nord-est de Dungu forçant les populations à se déplacer soit vers le Sud-Soudan ou vers Dungu et Ngilima. Le 25 septembre, une manifestation de la société civile demandait le départ de l'administrateur du territoire ainsi que celui de la MONUC, incapables à leurs yeux de prendre des dispositions pour protéger les populations ; il s'en est suivi la destruction du véhicule des observateurs militaires de la MONUC (milobs) et le pillage de leur bureau ainsi que celui de Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA). Le 2 octobre, OCHA a tenu une réunion avec les représentants des autorités du territoire et de la société civile ainsi que les chefs traditionnels pour présenter les principes humanitaires et le modus operandi de l'action humanitaire d'urgence et pour demander des garanties formelles pour le respect de ces principes et la sécurité des humanitaires, ce qui fût fait par un mémo de la société civile en date du 6 octobre.

Alors que les humanitaires avaient déjà recensé quelques 6,000 déplacés dans la ville de Dungu et déposé un projet d'assistance pour financement, la LRA a attaqué la ville de Dungu le 1<sup>er</sup> novembre en enlevant une cinquantaine d'enfants et provoquant une grande panique parmi la population. Cette attaque a forcé l'évacuation des humanitaires et la décision de la MONUC de fermer définitivement son bureau des milobs à Dungu ce qui a conduit ultérieurement la MONUC à rétrécir le périmètre de sécurité qu'elle assurait, passant de dix km à trois km autour de sa base. Par la suite, d'autres attaques ont provoqué des mouvements de population vers la ville de Dungu et en périphérie sud de la ville. D'autre part, la MONUC n'ayant pas été capable d'assurer un support logistique aux FARDC déployés sur l'axe nord jusqu'à Bitima, les FARDC ont alors pris la décision de se replier sur Kiliwa à 45 km au nord de Dungu, laissant ainsi vacante toute la région nord.

L'UPDF a bombardé le 14 décembre des bases de la LRA dans le Haut-Uélé et a déployé des troupes et des hélicoptères de combat à Dungu sans que la MONUC n'ait été tenue au courant de ce déploiement. Une des conséquences de cette frappe aérienne, qui n'a pas fait de victime parmi les civils kidnappés ou des miliciens de la LRA, a été la dispersion des miliciens dans différentes directions à travers le territoire de Dungu et même dans le district du Bas-Uélé (attaque de la LRA à Banda le 15 mars et le 12 avril). La présence de l'UPDF sur le sol congolais qui ne devait durer qu'un mois s'est prolongée jusqu'à la mi-mars 2009. A l'heure actuelle les quelques 6,000 militaires FARDC ont déployé des postes de commandements de bataillons, avec déploiement de compagnies et de sections dans les environs, notamment dans les localités de Dungu, Limayi, Duru, Ngilima et Faradje.

Même si L'UPDF a quitté officiellement la RDC à la mi-mars en ne laissant qu'une unité de renseignements auprès des FARDC, les militaires ougandais sont depuis revenus dans certaines localités telles que Faradje, Duru, Doruma, Ngilima ainsi que dans le Bas-Uélé afin de traquer la LRA alors que les FARDC se chargent plutôt de protéger les populations.

Les attaques meurtrières de la LRA pendant la période de Noël dans les régions de Doruma et Faradje ont créé un profond traumatisme parmi les gens qui se sont déplacés pour fuir ces atrocités. Les attaques, qui autrefois étaient confinées dans un certain espace géographique dans la zone nord de Dungu, se sont déroulées simultanément dans des endroits diamétralement opposés, débordant même les territoires de Faradje et Niangara, et aujourd'hui nous retrouvons des personnes déplacées dans les territoires de Dungu, Niangara, Faradje, Watsa et Rungu ainsi qu'en territoire d'Aru dans le district de l'Ituri. Bien que la très grande majorité des personnes déplacées se retrouvent dans des familles d'accueil, on note également quelques sites spontanés à Faradje, Awago (9 km au sud de Tadu), Ariwara dans le district de l'Ituri, Doruma et dans le quartier Uye de Dungu.

Plusieurs missions des autorités provinciales et nationales se sont rendues dans quelques localités et certains engagements ont été pris notamment par l'autorité provinciale concernant un plaidoyer pour la protection des civils et l'élaboration d'un plan de reconstruction couvrant les secteurs de l'Education et de la Santé : concernant le premier point, le vice-gouverneur a déclaré à la radio en février dernier qu'il fallait cesser l'opération militaire et revenir aux négociations politiques.

Finalement, après un plaidoyer actif de la communauté humanitaire afin de mieux protéger les populations civiles, en accord avec la résolution 1856 du Conseil de sécurité du 22/12/2008, la MONUC vient de renforcer sa base de Dungu par l'envoi d'une compagnie du régiment marocain et d'un commando d'une cinquantaine d'hommes des Forces spéciales, et l'envoi de deux hélicoptères. D'autre part, la MONUC va établir d'ici la fin juin des bases militaires, d'une force d'une compagnie/base, à Duru, Faradje et dans la ville de Dungu et éventuellement plus tard une autre base à Doruma si la MONUC obtient un renforcement d'une compagnie supplémentaire. Ce renforcement

pourra permettre aux agences onusiennes d'avoir un bureau commun dans la ville gardée par la MONUC, d'obtenir des escortes dans un rayon de 50 km autour des bases de la MONUC et de disposer à l'occasion d'un aéronef pour effectuer des missions d'évaluation dans des localités éloignées de Dungu ou même d'acheminer rapidement de l'assistance humanitaire en cas d'urgence.

Le nombre d'attaques de la LRA depuis la fin décembre et la dispersion de groupuscules de miliciens à travers les territoires de Dungu, Faradje et Niangara ainsi que dans le Bas-Uélé font craindre un risque d'enlèvement qui provoquera une insécurité chronique et un déplacement prolongé des populations.

### Situation de l'accès

Le Haut-Uélé est un district enclavé difficile d'accès par route, rendant l'acheminement de l'assistance humanitaire difficile en raison d'impraticabilité physique (surtout durant la saison des pluies qui a commencé en avril) et de l'insécurité le long des principaux axes routiers à partir de Dungu, d'où la nécessité d'avoir recours à des ponts aériens ou à des largages.

Malgré ces contraintes, le cluster Logistique à Bunia a organisé cinq convois routiers entre Beni et Dungu dans les premiers quatre mois de l'année 2009 afin d'acheminer des vivres et des NFI et, en parallèle, mis en place un pont aérien sur Dungu, le tout financé par une allocation spéciale du Pooled Fund au cluster Logistique pour la région Est-RDC en janvier 2009. D'autre part, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) a débloqué des fonds pour commencer également, dès décembre, un pont aérien entre Entebbe et Dungu pour l'acheminement de vivres.

Le renforcement de la MONUC à Dungu a déjà permis des missions de reconnaissance par route suivies d'escortes de convois humanitaires dans un rayon d'une cinquantaine de km autour de Dungu et de Duru afin d'avoir accès à des populations vulnérables dans des zones éloignées.

Malgré toutes ces initiatives, l'assistance humanitaire risque d'arriver au compte-gouttes en raison de la saison des pluies qui ne permettra plus l'utilisation des routes ainsi que de la piste en latérite de la MONUC: le largage aérien sera nécessaire pour acheminer de grandes quantités d'assistance dans des zones enclavées telles que celles de Niangara, Ngilima, Bangadi, Doruma.

Enfin, il reste des localités où les humanitaires n'ont pas encore pu se rendre pour des raisons de sécurité ou à cause d'un manque d'infrastructures aéroportuaires telles que Gangala (à 20 km de Doruma) et Naparka à une quarantaine de km de Doruma. Le déploiement de la MONUC à Doruma pourrait permettre d'aller faire une évaluation des besoins.

### Scénario le plus probable

Les pillages et exactions envers les populations par la LRA dans les régions au nord, à l'est et au sud de Duru provoquent des mouvements de population massifs en direction de Dungu, Doruma, Faradje, Niangara et d'autres localités protégées par l'armée. Ces populations risquent alors d'être déplacées pendant plusieurs mois, dans l'attente du départ ou de la neutralisation de la LRA.

- **Dispersion des miliciens à travers le district:** c'est le cas actuel où plusieurs groupes arrivent à semer la terreur dans différentes régions des territoires de Dungu, Faradje et Niangara ;
- **Affrontements au Sud-Soudan:** le long de la frontière avec la RDC entre Ezo et Yambio et à l'est de l'axe routier Bitima-Yambio ;
- **Fuite des miliciens de la LRA vers le Bas-Uélé:** pour échapper à l'opération militaire compte tenu du verrouillage des frontières vers la RCA et le Sud-Soudan ;
- **Fuite de miliciens vers le district de l'Ituri:** pour ceux se situant dans le territoire de Faradje, à l'est du territoire de Dungu qui serait un corridor de sortie facile d'accès sans présence militaire.

### Conséquences humanitaires

Les principales conséquences humanitaires seront les suivantes:

- violences contre les populations (exactions, exécutions sommaires, arrestations arbitraires, viols) ;
- destruction des infrastructures et pillages ;
- apparition d'épidémies ;
- malnutrition et sous-nutrition causées par l'insécurité et l'éloignement des champs ;
- séparation des familles et présence ENAs ;



- destruction des moyens de production ;
- difficulté d'accès à l'eau potable ;
- difficultés accrues d'accès aux services sociaux de base (santé, éducation) ;
- destruction de logements et manque d'abris ;
- traumatismes psychologiques ;
- hausse des prix alimentaires et accroissement des tensions dans les zones urbaines ;
- et possibilité de confrontation armée entre LRA et Mbororo dans le Bas-Uélé.

**Zones affectées:** les territoires de Dungu, Faradje, Niangara dans le Haut-Uélé, le territoire d'Ango dans le Bas-Uélé, les territoires d'Aru, Djugu et Mambassa dans le district de l'Ituri.

### Mouvement des populations

Jusqu'en septembre 2008, le nombre total des anciens déplacés (du temps des incursions de la SPLA) dans le Haut-Uélé s'élevait à 13,500 personnes. Au 30 avril 2009, le nombre total des déplacés dans le district du Haut-Uélé était estimé à près de 191,000 personnes réparties dans les territoires de: Dungu (avec 63% du total des déplacés) ; Faradje et Niangara (16% dans chacun de ses deux territoires) ; Watsa (3%) et Rungu (2%). De plus, près de 19,000 personnes du territoire de Faradje se sont déplacées dans les localités de Ariwara et Ingobokolo en territoire d'Aru (Ituri) et 18,000 congolais ont trouvé asile dans des camps de réfugiés au Sud-Soudan. Suite aux attaques de la LRA dans le district du Bas-Uélé en mars et avril, près de 30,000 autres personnes se sont également déplacées dans les territoires d'Ango, Poko et Bambesa.

Avec le déploiement des FARDC, des déplacés ont commencé en février un début de retour surtout sur l'axe nord de Dungu: ainsi, au 30 avril, on dénombrait environ 18,400 auxquels il faut ajouter les 2,100 personnes retournées à Bitima ayant quitté les camps de réfugiés au Sud-Soudan à cause des attaques de la LRA en début mai dans cette région.

Dans les prochains mois, nous pourrions assister à un double mouvement des populations provenant de: 1) celles vivant dans des zones d'insécurité et cherchant protection dans des localités où se trouvent des positions FARDC ; 2) celles étant déplacées et cherchant à retourner chez elles dans des localités où se trouvent des positions FARDC. Il faudra donc conditionner l'assistance en fonction des nouveaux déplacés et des retournés.

### Protection de la population

La protection des civils est la priorité ultime des interventions humanitaires dans les Uélé compte tenu qu'en quatre mois, les massacres et enlèvements commis par la LRA dépassent tous ceux commis par les FDLR en quatre ans de conflit. Néanmoins, ce tragique constat a aidé au plaidoyer fait par les humanitaires pour un renforcement de la MONUC dans le Haut-Uélé alors que jusqu'à très récemment 60% des 15,669 militaires de la MONUC étaient concentrés dans les Kivus et moins de 2,5% dans le Haut-Uélé.

Un plaidoyer est toujours en cours afin d'avoir un déploiement de policiers dans les Uélé: 25 à 50 localités seront concernées dans les territoires suivants: Ango dans le Bas-Uélé et Dungu, Faradje, Nyangara et Watsa dans le Haut-Uélé. Les policiers seraient basés dans les localités alors que les FARDC pourraient alors être déployés dans un rayon minimal de dix km autour de ces localités afin d'empêcher toute incursion des LRA et de permettre aux autochtones d'accéder à leurs champs en toute sécurité.

Les formations aux officiers militaires et aux membres de la société civile sur les principes humanitaires et la protection des civils vont continuer: deux sessions de formation organisées par le Haut Commissariat pour les Réfugiés (HCR) ont déjà été données en octobre 2008 et en avril 2009 avec la participation de certaines agences onusiennes, du (Comité International de la Croix-Rouge) CICR (en avril seulement) et d'ONG internationales. Ces sessions doivent impérativement se poursuivre compte tenu du degré de satisfaction du commandant de la zone opérationnelle FARDC, de l'auditeur militaire et des autorités civiles. Puisque les positions FARDC sont disséminées dans différentes localités du district, il sera important de faire ses sessions de formation in situ, là où se trouvent des garnisons et des membres de la société civile.

La MONUC avait développé au Nord-Kivu le concept des « Joint Protection Team » (JPT) lors de l'opération militaire conjointe des armées rwandaises et congolaises contre les FDLR afin de s'assurer d'une meilleure prise en compte de la protection des civils. Ce projet pilote est amélioré - les équipes civiles des sections de la MONUC (Affaires politiques, Affaires civiles, Protection de l'enfance, Droits

de l'Homme, Information publique et DDRRR) pourraient rester plusieurs mois sur place là où sont installées des bases de la MONUC (Duru, Faradje, Doruma) ; de plus, ces équipes s'occuperont également du plan de stabilisation. Le déploiement de la MONUC à l'extérieur de Dungu va également permettre aux organisations humanitaires de pouvoir faire un meilleur monitoring de la protection des civils et mettre sur pied des systèmes d'alerte précoce.

### 3.3.4 Nord-Kivu

#### Analyse de la situation

Au Nord-Kivu, l'année 2009 a débuté par un rapprochement diplomatique entre la RDC et la République du Rwanda. Le 23 janvier 2009, l'inspecteur général de la police de DRC annonce l'arrestation de Laurent Nkunda la veille au Rwanda ; le général déchu avait franchi la frontière alors qu'une opération conjointe des forces congolaises et rwandaises reprenaient le contrôle du territoire conquis par le CNDP avant qu'une faction anti-Nkunda, entraînée par Bosco Ntaganda ne décide de se rallier au Gouvernement de Kinshasa.

Les accords entre les deux nations voisines se sont matérialisés par le biais d'opérations militaires conjointes contre les rebelles hutus rwandais du FDLR, présents sur le territoire congolais depuis 15 ans. Ces opérations ont causé de nouveaux déplacements, notamment dans les territoires de Lubero, Masisi et Walikale.

Les attaques et représailles des FDLR sur les populations des villages situés dans leurs anciennes zones d'influence se poursuivent jusqu'à ce jour. Les zones ayant été principalement touchées sont le sud du territoire de Lubero, le sud-ouest du territoire de Masisi, ainsi que le territoire de Walikale.

Les militaires FARDC ont également continué leurs exactions à l'égard de la population civile, qu'il s'agisse de travaux forcés, pillages ou viols. On dénombre par ailleurs de plus en plus d'anciens éléments rebelles se retirant du processus d'intégration, ajoutant ainsi à l'insécurité ambiante.

Dans les territoires et/ou villes de Beni, Butembo et Lubero, la situation sécuritaire a été caractérisée durant mai 2009 par les activités d'hommes armés appartenant aux groupes FDLR, ADF/NALU, Patriotes Résistants Congolais (PARECO), Vurondo et à l'armée gouvernementale. Des cas de coupeurs de route ainsi que la présence d'un groupe armé en gestation dans la zone Karuruma ont notamment été rapportés sur la route principale de Beni à Kasindi. Cette situation a justifié le renforcement de la présence de l'armée gouvernementale dans la zone de Beni. Par ailleurs, le territoire de Lubero a connu de nombreuses attaques de villages par des éléments FDLR et Mayi-Mayi du groupe PARECO.

Les localités ayant souffert des attaques perpétrées par les FDLR sont principalement situées dans la partie sud-ouest du territoire de Lubero, à savoir Masika, Mbingi, ainsi que les villages autour d'Alimbongo. Concernant les Mayi-Mayi PARECO, ce sont les localités de la côte ouest du lac Edouard qui ont été touchées, comme les localités de Bianze ou Kamandi lac.

Mis à part quelques axes sécurisés au départ de Walikale (vers Lubutu, Mpofi et Itebero), la situation sécuritaire dans la province demeure précaire. Huit des treize groupements de la collectivité de Wanyanga (Oninga, Mbaru, Mashaki, Kaseke, Mianga et autres) et cinq villages de la collectivité de Bakano (Nkuku, Mitaka, Kakumba, Ilesa, Ikingi) restent occupés par les FDLR. Ceux-ci poursuivent le processus de récupération de leurs anciennes positions en s'en prenant aux populations civiles, accusées d'avoir collaboré avec les FARDC. D'autres attaques visent en outre à diminuer les capacités opérationnelles de ces mêmes FARDC. C'est ainsi que la partie sud est de Walikale, et en particulier le groupement Walowa Yungu, continue à se vider de sa population.

Les opérations conjointes annoncées au Sud-Kivu, en particulier dans le Territoire de Shabunda, limitrophe de celui de Walikale, ont commencé à provoquer un mouvement préventif de la population vers ce même territoire, qui a déjà reçu plusieurs centaines de personnes déplacées.

On signale en outre la formation de groupes d'autodéfense dans les localités d'Oninga, Malembe, Limangi, Busurungi et Buleusa. Certains de ces villages ont connu des attaques violentes de la part des FDLR au cours des dernières semaines. Durant ce mois le mai 2009, une recrudescence de l'insécurité a également été rapportée en territoire de Rutshuru, dans les parties nord-est (Rugarama, Makoka, Kinyandoni, Kiseguru et Katwiguru), sud-ouest (Mashango, Rugebeshe et Munguli) et nord-

ouest (Kikuku, Mirangi, Malianga et les villages frontaliers de Walikale). Y sont présents des éléments FDLR, des éléments réfractaires à l'intégration et des militaires FARDC incontrôlés. La partie sud-est du territoire (groupements de Gisigari et Rugari) se stabilise.

En territoire de Masisi enfin, l'opération conjointe de ce début d'année a brisé le semblant d'équilibre qui s'était créé entre FDLR et populations locales. D'une part, les FDLR actifs dans la partie sud de Masisi (Ngungu, Remeka, Katoyi) suspectent une collaboration de la population avec la force de coalition à leur détriment. D'autre part, les militaires FARDC intégrés déployés dans la partie nord-ouest de Masisi centre (axes Nyabiondo – Kashebere et Nyabiondo – Luibo) soupçonnent la population de cette zone de collaborer avec les FDLR.

Un accroissement progressif du nombre d'incidents de sécurité visant directement les travailleurs humanitaires a été constaté depuis le début de cette année. A ce jour, 47 incidents ont été enregistrés.

Une lettre soulignant cette préoccupation a été remise au Gouverneur du Nord-Kivu par les membres du Comité Permanent Inter-Agences de la province. Cependant, il est indispensable de rappeler que les civils congolais sont les premières victimes des exactions des forces en présence sur le terrain.

Les nombreux viols, pillages et incendies le rappellent quotidiennement.

Enfin, la menace d'une éruption du volcan Nyamulagira (proche à la ville de Goma) au mois d'avril 2009, a encouragé la communauté humanitaire et les autorités provinciales à réviser les scénarios les plus probables et les plans sectoriels de préparation et de réponse humanitaire en ce qui concerne les risques volcaniques. Le Plan de contingence devra être développé aussi en collaboration avec les autorités Rwandaises, notamment de la ville de Gisenyi.

### Scénario le plus probable

Le scénario le plus probable pour le deuxième semestre de 2009 est le maintien du *status quo*, avec de nouveaux mouvements de populations suite aux opérations contre les FDLR, notamment dans les territoires de Lubero, Masisi et Walikale, ainsi qu'une réduction de l'espace humanitaire. En outre, des mouvements de retour sont attendus, spécialement dans le territoire de Rutshuru et Masisi. Les facteurs déclencheurs:

- Des opérations des FARDC intégrées sur plusieurs lignes de front contre le FDLR ;
- Aggravation des exactions commises par les hommes en arme contre la population civile ;
- Désintégration des FARDC intégrés (avec les éléments CNDP) ;
- Implications des groupes armés dans le conflit ;
- Mouvements préventifs et forcés des populations en dehors des zones de combat ;
- Retour des personnes déplacées des zones de Masisi et Rutshuru dans leurs zones d'origine ;
- Retour massif des réfugiés Congolais dès l'Ouganda et le Rwanda ;
- Accroissement des épidémies dans les zones de déplacements.

Les zones les plus sensibles du point de vue humanitaire sont:

- Zones sous influence des FDLR: Sud-est et est de Walikale, nord-ouest et ouest de Masisi, sud de Lubero ;
- Zones de refuge des déplacés dans le Sud-Kivu (l'axe Hombo-Bunyakiri et la zone Minova) ;
- Zones de retour des déplacés dans des zones précédemment contrôlées par le CNDP (Est de Rutshuru et sud-est/est de Masisi).

En ce qui concerne les risques volcaniques, les zones les plus sensibles sont les villes de Goma et de Gisenyi, ainsi que le Parc des Virunga et les axes Goma-Sake et Sake-Kitchanga.

### Conséquences humanitaires

- Mouvements préventifs et forcés des populations en dehors des zones de combat ;
- Amenuisement continu des moyens de subsistance des familles et communautés ayant reçu des personnes déplacées ;
- Accroissement des abus des droits humains avec une forte incidence sur la protection de l'enfance et les violences faites aux femmes (une montée exponentielle des cas des victimes des violences sexuelles et personnes vivant avec le VIH (PVVIH) ;
- Traumatismes psychologiques ;
- Séparation des familles et ENAs ;

- Émergence et propagation des épidémies (choléra, rougeole, polio virus, coqueluche, méningite) ;
- Malnutrition accrue du fait de non accès aux champs ;
- Fuite des populations vers les zones urbaines où ils ont accès à un minimum d'assistance et de protection ;
- Difficulté d'accès à l'eau potable ;
- Difficultés accrues d'accès aux services sociaux de base (santé, éducation) ;
- Destruction des logements et manque d'abris ;
- Destruction des infrastructures de base, destruction des moyens de production et pillage de stocks ;
- Problèmes liés au retour: cohabitation, réinstallation, récupération des terres, réintégration au système scolaire ;
- Incidents contre la communauté humanitaire.

En ce qui concerne les risques volcaniques, les conséquences humanitaires seraient:

- Problèmes respiratoires ;
- Destruction partielle / totale de la production agricole ;
- Perte des bétails (cheveux de Pelée – aiguilles volcaniques) ;
- Perte possible des moyens de subsistance pour la population affectée par le panache volcanique ;
- Pollution des sources d'eau potable ;
- Destruction partielle / totale des infrastructures routières et aéroportuaires ;
- Traumatisme psychosocial des populations affectées ;
- Ecoulement de l'accès aux services de base (santé, sanitaire, police, éducation) ;
- Destruction totale ou partielle des maisons, hôpitaux, écoles et autres bâtiments publics.

#### Axes d'interventions

- Veiller au respect des principes humanitaires et ceux relatifs aux déplacements des personnes, dérivés du Droit International Humanitaire et du Droit international relatif aux droits humains ;
- Renforcer la protection des civils particulièrement dans la protection de l'enfance et dans la lutte contre les violences diverses faites à la femme ;
- Mise en place de nouvelles stratégies d'assistance humanitaire holistique aux personnes déplacées internes, aux familles et communautés d'accueil, dans une optique d'équité, et basée sur des critères de vulnérabilité extrême ;
- Renforcement de l'appui aux personnes retournées à leur milieu d'origine, avec des interventions d'urgence et un appui aux programmes de relèvement précoce, permettant de prévenir l'enlisement de la crise humanitaire et d'ouvrir la voie vers des actions de développement à court terme ;
- Appui au renforcement des capacités techniques et opérationnelles des acteurs locaux afin de créer une synergie propice aux réponses d'urgence ;
- Consolidation des cadres de concertation avec les services étatiques compétents dans le cadre de la prévention, de la gestion et de la coordination des réponses aux crises humanitaires ;
- Consolidation du plan de préparation et de réponse aux risques volcaniques avec l'implication des autorités congolaises et rwandaises.

#### 3.3.5 Sud-Kivu

##### Analyse de la situation

Le contexte politico-militaire dans les Kivus, et particulièrement au Sud-Kivu, connaît depuis le début de janvier des développements inattendus, parmi lesquels:

- L'annonce de la cessation des hostilités par le CNDP et le ralliement de ce mouvement aux FARDC pour la lutte contre les FDLR. Cette annonce a été suivie d'une déclaration similaire du PARECO et d'autres groupes armés du Nord-Kivu ;
- Le lancement des opérations conjointes FARDC (RDC) – RDF contre les FDLR au Nord-Kivu.

Bien qu'ayant eu lieu au Nord-Kivu, ces événements ont eu un impact considérable sur la situation au Sud-Kivu.

## Développements sécuritaires

Suite aux développements politico-militaires enregistrés au Nord-Kivu au début d'année 2009, notamment l'intégration des éléments du CNDP dans l'armée nationale congolaise, l'arrestation de Laurent Nkunda, et la réalisation d'opérations conjointes FARDC/RDF contre les FDLR dans le Nord-Kivu, c'est toute la dynamique du conflit dans les Kivus qui a changé, avec des conséquences importantes sur la situation sécuritaire et humanitaire dans le Sud-Kivu. Parmi les quelques retombées positives, on trouve:

- La baisse de la tension dans le territoire de Masisi, ayant stoppé l'arrivée de nouveaux déplacés, et même occasionné un début de mouvement de retour des déplacés qui avaient trouvé refuge à Minova et environs ;
- Baisse de la tension à Minova et ses environs, où la population vivait sous la crainte d'une attaque CNDP ;
- Une augmentation du nombre de Rwandais candidats pour le rapatriement volontaire: plus de 3,000 personnes rapatriées par le HCR à la fin d'avril.

Malgré ces retombées positives, d'une manière générale, les développements au Nord-Kivu ont plutôt occasionné une nette détérioration de la situation sécuritaire et humanitaire au Sud-Kivu:

- Les FDLR fuyant les opérations au Nord-Kivu ont, pour la plupart, migré vers le Sud-Kivu, particulièrement dans les forêts et collines des territoires de Shabunda et Kalehe, occasionnant panique et augmentation des exactions dans les communautés locales ;
- Un changement a été observé dans l'attitude des FDLR basés au Sud-Kivu vis-à-vis des populations locales: les combattants FDLR, de plus en plus méfiants, ont multiplié menaces, barrières, et exactions à l'encontre des civils.

Cette détérioration s'est encore accentuée avec la décision du Gouvernement congolais de mettre également en place des opérations contre les FDLR dans la province du Sud-Kivu. Contrairement au Nord-Kivu, ces opérations, dénommées Kimia II, doivent être menées conjointement avec la MONUC.

Alors même que les opérations n'ont pas encore débuté, une grave détérioration de la situation sécuritaire et humanitaire, liée à leurs préparatifs, est à déplorer. Une recrudescence des exactions à l'encontre des populations civiles, de la part des FDLR, des FARDC et des autres groupes armés encore actifs dans la province, a été observée.

- Situation des FARDC: Suite à un déficit manifeste de logistique, d'encadrement, de cohésion au sein des unités, et de prise en charge alimentaire, les troupes envoyées pour les opérations sont auteurs de nombreuses exactions contre les civils (pillages, vols, extorsions, travaux forcés imposés aux civils, viols) aussi bien le long de leur parcours que dans les zones de déploiement. La situation est particulièrement préoccupante dans les territoires de Kalehe (la zone de Bunyakiri-Hombo et celle des Hauts-Plateaux de Kalehe) et de Shabunda qui sont, selon les FARDC et la MONUC, les cibles de la première phase des opérations susmentionnées. La méfiance entre les troupes, dont une grande partie serait issue de l'intégration accélérée des groupes armés du Nord-Kivu, est également à la base d'un malaise de certaines unités, entraînant des tensions récurrentes dans certaines zones de déploiement.
- Situation des FDLR: Non seulement les nouveaux déploiement des FARDC laissent présager l'imminence d'opérations contre eux, mais aussi (de manière directe) ils leur coupent déjà plusieurs voies d'approvisionnement, en les empêchant notamment d'accéder aux marchés. Une augmentation de la nervosité se traduit par la multiplication des représailles et menaces à l'encontre des populations civiles. Les exactions qui leur sont attribuées sont de plus en plus nombreuses et d'une violence croissante: incendies de maisons, rackets, pillages, viols, meurtres.
- Situation des 13 groupes armés locaux: En dépit de la signature depuis février par tous les groupes, sauf les Force Révolutionnaire Fédéraliste (FRF), de l'engagement pour rejoindre le processus d'intégration de l'armée, et même d'un début de mouvements vers les centres de regroupement récemment ouverts à Luberizi (Plaine de la Ruzizi) et à Kalehe, la plupart de ces groupes demeurent actifs et visiblement peu motivés à honorer leurs engagements. La dernière attaque de la ville d'Uvira par des présumés Mayi-Mayi du Groupe Zabuloni alliés à des combattants du Front national de libération/burundais, et les récents affrontements entre les Mayi-Mayi de Yakutumba et des combattants Banyamulenge dans le Haut Plateau de Fizi sont venus rappeler la grande complexité de la situation dans la partie sud de la province, où les opérations Kimia II sont sensées s'étendre également. Au début d'avril, il a été également signalé des

affrontements entre les Mayi-Mayi Shikito et des combattants du groupe Raïa Mtomboki dans l'est de Shabunda, causant des mouvements des populations. La possibilité de voir certains de ces groupes faire (formellement ou de fait) alliance avec les FDLR, contre la coalition FARDC-MONUC, n'est pas totalement exclue. Des tensions récurrentes sont déjà observées entre certains de ces groupes et les FARDC, laissant craindre une confrontation.

### Conséquences humanitaires

Jusqu'à la fin de 2008, le Sud-Kivu n'a pas enregistré de crise majeure, outre quelques mouvements population fuyant les affrontements entre les FARDC et le CNDP au Nord-Kivu et les exactions de la part des groupes armés dans les Hauts-Plateaux de Kalehe et les territoires de Masisi et Walikale. A la fin de 2008, on dénombrait environ 16,000 ménages déplacés, notamment dans le territoire de Kalehe.

Parallèlement, dans les autres territoires, on notait une nette stabilisation des activités des groupes armés, hormis des cas isolés d'attaques et exactions qui étaient enregistrés.

En dépit de quelques mouvements de retour des déplacés vers certaines zones du Nord-Kivu à la faveur de la fin des hostilités entre les FARDC et le CNDP, la situation s'est détériorée par rapport à 2008 dans la province du Sud-Kivu.

### Mouvements des populations

Le territoire de Kalehe a été le premier affecté, en plus de l'afflux de nouveaux déplacés fuyant les opérations conjointes « Umoja Wetu » au Nord-Kivu. Les statistiques cumulées des déplacés pour l'axe Kalehe-Minova et les Hauts Plateaux de Numbi sont passées à plus de 15,000 ménages à la fin de mars 2009, tandis que sur l'axe Bunyakiri-Hombo (jusqu'à Hombo-Nord) près de 6,000 nouveaux ménages déplacés ont été enregistrés. Dans le même territoire, la zone de Kalonge, qui est restée relativement stable en 2008, connaît aussi de nouveaux déplacements: environ 3,000 ménages entre février et mars, selon les estimations.

De manière indirecte, le changement d'attitude de la part des FDLR (multiplication de menaces et exaction, imposition de restrictions à la population locale) a donné lieu à des déplacements de populations dans d'autres territoires. Ainsi dans le territoire de Mwenga, 2,000 à 3,000 ménages se sont déplacés entre février et mars 2009 vers Mwenga centre et Kamituga. Dans le territoire de Kabare, les déplacements pendulaires ont augmenté dans les localités riveraines du Parc de Kahuzi-Biega (Kajeje, Mabingu), et dans le territoire de Shabunda des déplacements (encore localisés) sont signalés dans le nord et le nord-est (Lulunga, Byangama, Kigulube) et à Shabunda centre.

Dans le territoire de Fizi, les affrontements entre le groupe Mayi-Mayi Yakutumba et un groupe de Banyamulenge armés, en mars 2009, à Kalingi (autour de Minembwe) a causé le déplacement d'environ 1,600 ménages.

A la fin d'avril, la Commission Mouvement des populations estimait à environ **450,000** le total des personnes déplacées à travers la province dont environ **150,000 déplacées** depuis le début de l'année.

Ces nouveaux déplacements ayant été envisagés dans le plan de contingence mis à jour au début de l'année, ils ont pu être gérés de manière globalement satisfaisante par la communauté humanitaire. Conformément à la stratégie définie par le Comité Provincial Inter-Agences Sud-Kivu, un accent a été mis sur l'assistance à base communautaire, privilégiant l'accès des déplacés aux services de base (santé, eau et assainissement). Ainsi, dans toutes les zones de déplacement, les déplacés ont accès aux soins médicaux dans des structures appuyées. Des ouvrages d'eau et des latrines ont été réhabilités et/ou aménagés. Les distributions (assistance individuelles) ont été organisées suivant les évaluations et les conditions d'accès, notamment sur les axes Kalehe-Minova et Bunyakiri-Hombo.

### Protection des civils

Dans le contexte de préparation des opérations Kimia II, une forte augmentation des exactions à l'encontre des civils est observée. On déplore particulièrement une recrudescence des cas de violence sexuelle qui sont, pour la grande majorité, le fait des hommes en armes. Pour le premier trimestre 2009, un rapport encore partiel (sans les données du territoire de Shabunda) de la Coordination provinciale de lutte contre les violences sexuelles fait état de 463 cas de viol enregistrés, soit déjà plus du double, à la même date, que l'année précédente. Cette situation est en aggravation avec le déploiement des militaires FARDC. Ces derniers se livrent à des pillage et des viol, aussi bien pendant leurs déplacements à pied que dans leurs zones de déploiement. Du 1 avril au 7 mai, 65 viols

ont été enregistrés à Shabunda, dont 39 attribués aux militaires FARDC nouvellement déployés dans le territoire. Le territoire de Kalehe, qui est le plus militarisé en ce moment, compte le plus haut nombre de cas enregistrés. 103 personnes survivantes de viol ont été reçues dans les structures sanitaires de la seule zone de santé (ZS) de Minova, du 1 avril au 14 mai. On redoute une aggravation de la situation avec le lancement des opérations.

### **Sécurité alimentaire et Nutrition**

La sécurité alimentaire s'est également détériorée, particulièrement dans les territoires de Shabunda, Kalehe, et Uvira (N'dolera) suite aux pillages des récoltes par les hommes en armes, aux déplacements/instabilité des populations et aux difficultés d'accès aux champs (liées à l'insécurité). Les différents efforts déployés jusque là par les humanitaires et les autres acteurs de la sécurité alimentaire se sont avérés jusque là insuffisants pour venir à bout de la mosaïque du manioc qui demeure une préoccupation pour l'ensemble de la province, et le wilt bactérien qui, après le territoire de Kalehe, serait en train de s'étendre à l'île d'Idjwi. Une nouvelle maladie du manioc, appelée 'Astrune', est apparue dans le territoire de Fizi, selon l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) ; ce qui compromet d'avantage les capacités de production des populations. On s'attend également à ce que les perturbations climatiques enregistrées en 2008 dans les territoires de Fizi et d'Uvira, ainsi que dans certaines parties des territoires de Kabare et Kalehe, aient pour conséquence une baisse sensible de la production.

### **Epidémies**

Le choléra demeure un sujet de préoccupation dans la province particulièrement pour les populations vivant sur le littoral des lacs Kivu et Tanganyika. 2,831 cas de choléra, donc 32 décès ont été enregistrés à travers la province jusqu'au 10 mai 2009. Cinq zones de santé (Uvira, Fizi, Bunyakiri, Idjwi, Minova) ont connu des pics épidémiques. La zone de Minova a même enregistré deux épidémies depuis le début de l'année.

### **Accès**

Le Sud-Kivu n'a pas enregistré beaucoup de progrès au niveau des infrastructures de transport. Si quelques axes ont pour être rouverts ou réhabilités (par des humanitaires notamment, tel que l'axe Kalungu-Numbi dans le territoire de Kalehe), plusieurs autres ont vu leur état se détériorer suite aux pluies abondantes et/ou au manque d'entretien. De plus, en raison de l'insécurité liée aux préparatifs des opérations contre les FDLR, les acteurs humanitaires ont du mal à accéder à certaines zones où ils travaillent actuellement: Bunyakiri-Hombo, Kalonge, nord de Shabunda (Kigulube-Byangama-Katshungu), Moyens Plateaux d'Uvira. Les zones potentielles d'opération étant déjà, pour la plupart, très enclavées, beaucoup de nouveaux déplacés (jusqu'à 50%) pourraient rester inaccessibles.

### **Scénario le plus probable**

La communauté humanitaire du Sud-Kivu estime que les prochains mois vont être marqués par la poursuite de la détérioration de la situation sécuritaire et humanitaire, suite à la mise en place des opérations Kimia II.

La protection des populations civiles va encore se détériorer, avec notamment la recrudescence de la violence à l'encontre des civils, et plus particulièrement les viols et violences sexuelles faites aux femmes et aux jeunes filles. L'insécurité liée aux opérations et aux activités des hommes en armes va se poursuivre, voire s'intensifier, rendant encore plus compliqué le déploiement de l'assistance humanitaire en faveur des populations vulnérables.

La restriction de la liberté de mouvements dans les zones d'opération, et les zones d'influence des FDLR en général, pourra être observée également pour les populations civiles, avec un impact négatif sur la sécurité alimentaire et sur l'accès des populations concernées aux services de base (tels que les soins de santé).

On s'attend, dans cette hypothèse, à avoir jusqu'à 300,000 nouveaux déplacés à travers la province ; ce qui représente environ 60% des populations des zones identifiées comme celles pouvant être directement affectées par les opérations. Dépendamment de la manière dont les opérations vont se mettre en place, mais aussi de la réaction des FDLR et du rôle des groupes armés locaux (jeu d'alliances), il est aussi possible que les effets directs et indirects s'étendent sur d'autres zones non considérées actuellement.

Les opérations pourront, néanmoins, occasionner une augmentation importante du nombre de réfugiés rwandais candidats au rapatriement volontaire. A l'inverse, le rapatriement des réfugiés congolais depuis la Tanzanie sera fortement ralenti.

### 3.3.6 Katanga

#### Analyse de la situation

Sur le plan sécuritaire, une avancée significative a été enregistrée dans la majeure partie de la province y compris dans les zones de retour où les populations retournées et rapatriées se sont réinstallées. Cependant, dans certaines zones règne une stabilité précaire. C'est le cas de la région du Centre Katanga (Malemba, Bukama, Kabongo) qui abrite un nombre important d'ex combattants Mayi-Mayi, auto démobilisés qui n'ont pas bénéficié de l'encadrement d'un programme désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) et de ce fait, n'ont jamais rendu compte des les armes en leur possession. Cette situation plonge les populations dans une angoisse générale au vu des actes perpétrés par les Mayi-Mayi. Ces ex combattants constituent un potentiel de déstabilisation du Centre Katanga voire de l'ensemble de la province. Les risques liés à l'intolérance et à la xénophobie (culture élevée de l'ethnisme régional) sont également à prendre en compte.

Par ailleurs, la problématique du rapatriement des Banyamulenge dans les territoires de Moba et Kalémie, souvent à l'origine de tensions locales, reste d'actualité en dépit de plusieurs missions et campagnes de sensibilisation menées tant par les autorités provinciales que les acteurs humanitaires.

#### Scénario le plus probable

Le scénario le plus probable reste celui du PAH 2009.

#### Mouvements des populations

Les principaux mouvements concerneront le rapatriement volontaire des réfugiés congolais de la Zambie et des retours d'anciens déplacés internes.

Pour 2009, le HCR espère rapatrier 18,459 personnes, en référence aux résultats de l'enquête sur les intentions de retour qui a lieu en janvier 2009 en Zambie.

Le cluster Protection, en collaboration avec le Gouvernement provincial et les partenaires humanitaires des autres clusters, se propose de mener une dernière évaluation afin d'arriver à une proposition de déclaration de fin de déplacement interne au Katanga à soumettre à l'approbation du Gouvernement provincial d'ici fin 2009.



### 3.4 PLAN DE RÉPONSE PAR CLUSTER

Le chapitre suivant donne un aperçu des réalisations enregistrées par secteur entre janvier et mai 2009 et souligne les défis et nouvelles priorités pour le reste de l'année. La plupart des plans sectoriels sont restés inchangés, mais de nouveaux aspects à prendre en compte sont spécifiés ci-dessous.

Toutes les données utilisées pour ce rapport ont été rassemblées par les Clusters à travers un mécanisme de suivi des indicateurs clés pouvant démontrer l'impact de leurs actions. Toutefois, en raison des difficultés rencontrées dans la collecte des informations, l'impact des activités humanitaires n'a pas pu être facilement mesuré.

#### 3.4.1 Biens Non-Alimentaires

Du premier janvier à fin mai 2009, les membres du Cluster NFI/Abris d'Urgences ont assisté plus de 156,000 familles—représentant 783,000 personnes déplacées, membres de familles d'accueil, retournées, rapatriées, ou victimes de catastrophes naturelles, avec une assistance en NFI, et/ou matériels d'abris d'urgence.

Les rapports initiaux de monitoring après distribution montrent un taux de rétention des articles assez élevé. Au Sud-Kivu, 95% des bénéficiaires continuent d'utiliser les NFI un mois après les distributions.

Le Cluster NFI/ Abris d'Urgence a été opérationnel tant au niveau national que dans les provinces les plus touchées par le conflit (Nord-Kivu, Sud-Kivu et le district de l'Ituri et Haut-Uélé dans la Province Orientale) avec un Cluster national et sept cluster ou sous-cluster au Nord-Kivu (Goma), Grand Nord (Beni), Sud-Kivu (Bukavu), Ituri (Bunia), Haut-Uélé (Dungu)—nouvellement mise en place, Katanga (Lubumbashi) et Tanganyika (Kalemie). Depuis le début de l'année, les acteurs principaux dans le domaine d'assistance en NFI et Abris d'Urgences sont les programmes RRM (UNICEF, OCHA, Solidarités, International Rescue Committee [IRC], Catholic Relief Services [CRS]), PEAR (UNICEF, Solidarités, AVSI, NRC), HCR et ses partenaires, le CICR, le réseau des Caritas diocésaines et Caritas Développement Congo (Caritas national), et autres ONGs telles que Action Aid, ADRA, Cafod, Care, Concern, Conseil Régional des ONG d Développement/Nord-Kivu, CRS, Agence Allemande de Coopération Technique (GTZ), Oxfam Québec, OIM, Programme d'Assistance aux Pygmées-RDC, Première Urgences, Vision Mondiale.

#### **Biens non-alimentaires et Abris d'urgence NFI / Objectifs stratégiques**

- Fournir une réponse de dernier recours en matière de NFI et d'abris d'urgence;
- S'assurer que les personnes accessibles affectées par des crises et se trouvant dans des situations hautement vulnérables reçoivent les NFI essentiels et des abris d'urgence ;
- Renforcer la capacité institutionnelle des partenaires sur le terrain afin de répondre aux besoins en matière d'abris d'urgence et de NFI ;
- S'assurer que les personnes vulnérables (anciens réfugiés ou personnes déplacées) qui sont retournées au cours des trois derniers mois, ou celles nouvellement accessibles vivant en situation vulnérable, reçoivent un kit de fournitures de base et une assistance pour les abris d'urgence.

Réalisations	Défis
<p>Le Cluster a pu avancer plusieurs initiatives dans les domaines de la coordination, suivi et évaluation, et promotion des initiatives pilotes et innovateurs pour mieux répondre aux besoins de la population. Une des réalisations importantes, permettant l'avancement de toutes les orientations stratégiques a été l'organisation d'un <b>Atelier Stratégique de Cluster NFI/Abris</b>. Cet atelier qui a eu lieu le 16-17 avril à Bukavu a réuni 37 personnes venant de 23 organisations différentes, représentant tous les Cluster et sous-Cluster. Pour essayer de redynamiser spécifiquement le volet Abris, une demi-journée lui était consacrée. Les trois grandes décisions de cet atelier sont:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. La mise en place d'une Charte des engagements minimums dans le NFI/Abris d'Urgences</li> <li>2. Consensus sur le contenu d'un kit standard et kit essentiel de cluster</li> </ol>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Accès.</b> Les interventions à grande échelle dans les zones enclavées telles que Shabunda et le Haut Plateau de Kalehe au Sud-Kivu posent des défis au niveau logistique.</li> <li>• <b>Insécurité.</b> La sécurité pour les populations bénéficiaires et les acteurs humanitaires se dégrade. Ces considérations de sécurité prennent une ampleur de plus en plus critique, surtout dans le Haut-Uélé et les Kivus.</li> <li>• <b>Haut-Uélé – Bas Uélé.</b> L'insécurité et des déplacement/retours en Haut-Uélé seront à l'origine d'un renforcement du sous-cluster Haut-Uélé pour le reste de l'année.</li> <li>• <b>Expulsés d'Angola.</b> Des milliers d'expulsés congolais arrivent d'Angola, dont certains sont extrêmement vulnérables. Des évaluations sont prévues au cas où ce problème serait aussi important qu'en 2008. Cette problématique n'était pas prévue dans le PAH 2009.</li> </ul>

### 3. Création d'un groupe de travail abris.

Vouchers/Cash. Depuis le début de l'année plusieurs milliers de familles déplacées et retournées ont reçu une assistance en NFI par une approche innovante, leur permettant de choisir elles-mêmes les articles NFI dont elles ont besoin. Les initiatives de Concern et de CRS – travaillant avec les partenaires Programme Elargi d'Assistance au Retour (PEAR) – ont prouvé que même dans les zones enclavées telles que le Walikale, il est possible d'organiser ces foires en sensibilisant les bénéficiaires et surtout les vendeurs. Le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) appuie CRS, les partenaires RRM, PEAR ainsi que les autres membres du Cluster sur le programme en appui aux foires, afin de former les organisations sur cette méthodologie.

Abris. Sous la guidance du HCR et avec un appui particulière de NRC, GTZ, CARE, ADRA et d'autres ONGs, le Cluster a mis en place un Groupe de Travail Abris ainsi qu'un réseau e-mail pour mieux coordonner et appuyer les acteurs œuvrant spécifiquement dans le secteur abris. Ce groupe a déjà travaillé sur ses termes de références ainsi que sur la désignation des points focaux Abris dans chaque cluster pour assurer une bonne visibilité au secteur Abris.

Stock de Contingence provincial. Les stocks de contingence fonctionnent dans les trois provinces où ils étaient mis en place avec l'appui du Pooled Fund – Nord-Kivu sous la gestion de Vision Mondiale, Katanga sous la gestion d'UNICEF/CRS, et Sud-Kivu sous la gestion d'UNICEF. Surtout au Katanga où l'échelle de besoin a diminué, ces stocks de contingence ont permis au Cluster de réagir de manière ponctuelle aux catastrophes naturelles dans les provinces. Au Nord-Kivu, le stock de contingence de Vision Mondiale, particulièrement utile en fin 2008, sera renforcé avec un deuxième appui du Pooled Fund,

Ciblage, Suivi, et Evaluation. Lors de l'atelier national, UNICEF et les partenaires PEAR en particulier ont partagé l'outil 'NFI Score-card' - une approche et un outil d'analyse qui permet de mieux analyser les besoins en NFI d'une population. L'outil a été validé par le groupe et sera maintenant vulgarisé auprès des différents membres de cluster. UNICEF a pu développer également la première version d'ActivityInfo pendant les premiers mois du 2009. ActivityInfo permet aux membres du Cluster NFI/Abris d'Urgences de saisir sur internet les résultats de leurs interventions – nombres de familles soutenues, lieu d'activité – afin d'alimenter un système de suivi des activités de l'ensemble des acteurs du secteur. Tout au long de l'année UNICEF et ses partenaires amélioreront cet outil de suivi 'on-line' des activités. Pendant la deuxième partie de l'année, le Cluster améliorera le suivi et l'évaluation après les distributions ou les foires de NFI.

Genre et rôles Femmes/Hommes, Filles/Garçons. Bien que la prise en considérations du genre fasse partie des Engagements Minimums de

#### • **Zones Mixtes et retours non-stables.**

L'assistance dans les zones instables continue à poser des défis. Ainsi que souligné dans les nouveaux engagements minimums, le Cluster analyse les enjeux protections dans l'optique « ne pas nuire ».

- **Familles d'Accueil.** L'assistance spécifique aux familles d'accueil reste très faible par rapport aux besoins ; seulement 3% d'assistance en NFI leur est destinée. Spécifiquement dans le secteur abris, certains partenaires (Care, HCR) ont initié des projets pilote pour résoudre les besoins d'abris/espace pour les déplacés et leurs familles d'accueil. Les membres de cluster, et spécifiquement le programme RRM va intensifier l'assistance aux familles d'accueil en NFI dans les mois à venir en utilisant un ciblage plus lié à la vulnérabilité des familles qu'à leur statut.

- **Autres.** Le Cluster a cherché d'autres catégories d'assistance souvent considérées dans les programmes NFI ou identifiées dans les standards tel que Sphère – lumière, bois de chauffe, matériel aratoire ; déjà la question de la lumière a été soulevée lors de l'atelier national, avec le partage des nouveaux modèles des lampes solaires. Le Cluster va continuer ses investigations.

- Au Sud-Kivu, le tremblement de terre qui a touché Bukavu en février a été un défi pour les partenaires humanitaires actifs dans le secteur des biens NFI, peu habitués à répondre à une crise en milieu urbain. Le RRM et les membres du Cluster au Sud-Kivu ont entamé une réflexion pour adapter leur stratégie et leurs capacités à répondre à ce type d'urgence.

<p>Cluster, avec l'appui de 'Gender in Emergency Program Manager' d'UNICEF, six engagements spécifiques et pratiques concernant les interventions NFI et genre ont été proposés. Ils sont en cours de validation par les différents clusters, afin d'avoir un engagement et surtout un plan de mise en application.</p> <p><u>Campagne de sensibilisation.</u> Parmi les engagements minimums figure la diffusion des messages sur les pratiques clés (hygiène, protection, genre) lors des interventions. Un consultant travaille avec UNICEF actuellement pour faire un inventaire des bonnes pratiques de sensibilisation déjà utilisées par les différents membres du cluster, tels que le lavage des mains et utilisation de moustiquaires, afin de proposer les meilleures méthodes et approches.</p> <p><u>Kits Hygiènes Intimes.</u> En collaboration avec le Cluster Eau-Hygiène-Assainissement (EHA), le Cluster NFI/Abris d'Urgences a pu spécifier les contenus d'un KHI appropriés pour la RDC pour les femmes et filles en âge de menstruation. Avec l'appui du Pooled Fund au niveau national et en essayant de l'inclure systématiquement dans les budgets, le Cluster encourage tous les membres de systématiser l'inclusion de KHI dans leurs programmes d'assistance.</p> <p><u>Liens National – Provinces.</u> La coordination entre niveau national, et partage entre provinces, a été améliorée. Le Cluster continue à travailler également sur une bonne collaboration avec les autres clusters. Pendant les premiers mois de 2009, la collaboration avec le Cluster logistique – surtout pour l'acheminement des NFIs dans les zones reculées tel que Haut-Uélé – est à mentionner.</p>	
<p><b>Priorités émergentes et additionnelles</b></p> <p>L'ampleur inattendue des besoins en DRC Orientale dans les districts d'Ituri et Haut-Uélé a fortement dépassé les prévisions du PAH 2009 – avec 17% des familles assistées résidant dans ces deux districts. En moins de cinq mois, les interventions en Ituri/Haut-Uélé sont déjà à 420% des projections du PAH 2009 pour les retournées et 127% pour les déplacés. Ceci est dû à la nouvelle ampleur prise par la problématique de LRA en Haut-Uélé.</p> <p><b>Continuation, augmentation de Besoins.</b> Tel que tous les acteurs humanitaires et Clusters, la situation au Sud-Lubero, la perspective des effets humanitaires dramatiques de Kimia II au Sud-Kivu, et la continuation d'insécurité en Haut-Uélé seront les préoccupations principales pour la deuxième partie de l'année. Bien que les zones d'action prioritaires du Cluster restent inchangées, trois problématiques ont émergé, auxquelles le cluster va tenter de s'atteler au cours des derniers mois de l'année:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Au Nord-Kivu, la communauté humanitaire souhaite répondre de manière plus adéquate à la charge supportée par les communautés et les familles d'accueil qui tentent de répondre aux besoins fondamentaux des populations déplacées qu'ils accueillent. Bien qu'il soit admis que la principale charge pesant sur les familles d'accueil est de nature alimentaire, financière ou spatiale, le RRM (IRC) a mis en place un projet pilote de distribution ciblée de certains objets issus de kits NFI pour les familles d'accueil ;</li> <li>2. Certains membres du cluster, tel que Action Aid au Nord-Kivu, ont commencé à chercher un moyen d'apporter une assistance plus ciblée envers les femmes et les groupes particulièrement vulnérables. Avec le soutien du HCR et du Pooled Fund, Action Aid a distribué des serviettes hygiéniques dans les sites de déplacés, des couches, et des matelas pour les femmes enceintes ;</li> <li>3. Enfin, le cluster cherche à inciter ses membres à prendre en compte les problématiques liées au genre dans la mise en place de leurs programmes, notamment en se penchant sur les méthodes d'enregistrement, les problématiques liées à la participation et à la représentation ou encore entre les deux secteurs « Biens non-alimentaires et abris » et « Violences sexuelles ». Au cours de la seconde moitié de 2009, le chef du programme UNICEF « Traitement du Genre dans les situations de crise » dirigera cette problématique avec l'UNICEF et les membres du Cluster.</li> </ol>	

***Nouvelles initiatives***

La participation dans la révision de chapitre Abris/Bien Alimentaires de Sphère, les formations pour les membres de Cluster sur les thèmes identifiés comme prioritaires, le renforcement de stocks de contingences sur l'ensemble du pays, le développement d'outils d'évaluation harmonisés sont quelques unes des nouvelles initiatives entreprises par le cluster.

L'assistance en NFI et abris reste étroitement connectée aux priorités Déplacements et Retours identifiées dans le PAH. La Conférence de Goma et la stratégie de soutien à la sécurité et à la stabilisation dans l'est de la RDC ont dirigé l'attention vers la perspective d'un retour des déplacés, et d'une augmentation potentielle de l'assistance en NFI dans les zones de retour. D'autre part, les potentielles opérations militaires des FARDC contre les FDLR ont induit une mise à jour des plans de contingence pour prendre en compte les personnes qui pourraient se déplacer pour fuir ces opérations, en portant une attention particulière aux zones reculées telles que Walikale (Nord-Kivu) et Shabunda (Sud-Kivu).

Au Sud-Kivu, les acteurs ont révisé leur stratégie de réponse en raison de la problématique des déplacements pendulaires dans les zones du parc de Kahuzi Biega. La dernière allocation du Pooled Fund a vu une augmentation du nombre de projets de construction d'abris soumis (particulièrement au Sud-Kivu et au Katanga), ainsi des projets pour la création de stocks de contingence communs.

### 3.4.2 Eau et assainissement<sup>7</sup>

Malgré les efforts pour le retour de la paix, les mouvements des populations dans la partie est du pays, surtout dans le Nord-Kivu, continuent. Cela entraîne une persistance de la vulnérabilité aux maladies d'origine hydrique, dont le choléra.

En réponse à la recrudescence du choléra, le cluster EHA a pu apporter un paquet minimum en EHA et assainissement à 383,000 personnes. La situation épidémiologique demeure précaire malgré le mécanisme RRM actuellement mis en œuvre par des acteurs humanitaires. Une attention accrue doit être apportée au risque d'épidémies de choléra et diarrhées sanglantes dans les zones de déplacement, mais aussi dans les zones épicentres. Une cellule de lutte contre le choléra en RDC a été constituée au niveau national, avec comme objectif d'éradiquer le choléra du pays en identifiant les zones épicentres et en mobilisant les fonds pour une réponse EHA durable et intégrée. Il est crucial de lutter contre la maladie dans les zones d'origine pour protéger les populations déplacées/retournées des risques épidémiques.

<b>Objectifs stratégiques / Eau et Assainissement</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Assurer l'accès à l'eau potable et à un environnement sain pour les victimes des crises ;</li> <li>Réduire le risque de contamination des populations retournées, des communautés d'accueil et autres.</li> </ul>	
<b>Réalisations</b>	<b>Défis</b>
<p>L'est de la RDC a subi une série de crises humanitaires majeures depuis fin 2008, tout d'abord au Nord-Kivu (conflit FARDC vs CNDP), puis à Dungu (LRA), Irumu (FRPI) et enfin au Sud-Lubero/ Walikale/ nord du Sud-Kivu (FDLR).</p> <p>Le cluster EHA s'est mobilisé pour répondre de façon immédiate et adaptée aux besoins des populations déplacées par ces conflits armés. Ainsi, au Nord-Kivu, plus de 200 points d'eau ont été aménagés et près de 5,000 latrines publiques construites au cours du premier trimestre. Ces activités ciblées ont permis d'éviter une propagation incontrôlée du choléra dans la province, où le choléra est endémo-épidémique. Le nombre de cas de choléra dans la province a été contenu en dessous de 200 cas par semaine pour être réduit progressivement jusqu'à une moyenne d'environ 50 cas par semaine à fin avril.</p> <p>A Dungu, 5,640 personnes ont eu accès à l'eau potable grâce à la mise en place de points de chloration et la construction de six puits et 17 sources. 420 latrines familiales et 242 latrines publiques ont été construites. Faute de données sanitaires fiables dans le district du Haut-Uélé, il n'est pas possible de mesurer l'impact de ces interventions. Cependant, il reste certain que les capacités de réponse du cluster EHA dans le Haut-Uélé sont fortement réduites par le manque d'accès dû aux conditions logistiques et à la sécurité.</p> <p>Plus de 7,000 personnes, pour la plupart déplacées, du territoire d'Irumu ont eu accès à l'eau potable au cours du premier trimestre 2009. 21 points d'eau ont été aménagés et 308 latrines publiques construites. Ces activités ont ciblé les plus grandes zones de concentration et ont contribué à éviter l'apparition du choléra. Le choléra a réapparu au bord du Lac Albert après avoir été absent depuis début 2008 suite aux efforts importants développés par le cluster EHA en 2006-2007.</p> <p>Au sud du pays, dans la province du Katanga,</p>	<p>Le manque de financement du cluster depuis début 2009 pour la province du Nord-Kivu ne permet pas de répondre à l'ensemble des besoins des populations déplacées et des populations retournant massivement dans leur village d'origine. En particulier, le manque de financement, d'acteur et d'accès sécurisé dans le Sud-Lubero rend les interventions humanitaires insuffisantes et dangereuses.</p> <p>Le choléra reste un danger majeur en Ituri, et il est crucial d'assurer des financements pour poursuivre les efforts visant à éradiquer cette maladie de la province.</p> <p>Les acteurs humanitaires évoluant dans l'EHA dans certaines provinces ne répondent pas spontanément aux cinq engagements du cluster pour la sécurité et la dignité des filles, des garçons, des femmes et des hommes.</p> <p>Au Kasai Occidental, la saison des pluies a été particulièrement forte et a causé des dégâts importants aux infrastructures routières. Le mauvais état des routes a causé différents problèmes:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>(1) difficulté à trouver des transporteurs capables de pouvoir garantir l'acheminement en des matériaux à destination dans les délais prévus ;</li> <li>(2) augmentation des coûts des transports ;</li> <li>(3) inaccessibilité pour certains sites, où les interventions doivent se faire à pied ou à vélo.</li> </ol> <p>Au Bas Congo, le travail humanitaire s'est heurté aux tracasseries de la part des autorités politico-administratives et surtout de la part de la Direction Generale des Impôts (DGI) de Kisantu.</p>

<sup>7</sup> Les principaux participants du Cluster Eau et Assainissement comprennent ACF, ACTED, Caritas, COOPI, Cordaid, Goal, IMC, IRC, MdM, Merlin, Oxfam/GB, Oxfam/Quebec, Regideso, Solidarités, UNICEF, OMS.



<p>des résultats positifs sont visibles sur le premier semestre 2009 avec presque aucun cas de choléra dans le centre lacustre du Katanga (District du Haut Lomami). Deux raisons majeures à ce succès lié aux actions du Cluster EHA:</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. La mise en oeuvre des volets d'urgence (Pooled fund, UNICEF) par la chloration au puisage et l'approvisionnement par camions (&gt; 300,000 personnes vulnérables desservies en eau potable) avec des ONGs (Action Contre la Faim [ACF], SOLIDARITES, Médecins du Monde [MDM], Croix-Rouge de la RDC, Médecins Sans Frontières – Hollande, LIDEAS) et des acteurs gouvernementaux (Division Provinciale de la Santé) pré-positionnés sur les sites critiques afin de prévenir les propagations épidémiques de choléra observées les années passées (<i>Kalemie, Moba, Pweto, Kasenga, Lubumbashi, Kipushi, Kongolo, Kabalo, Nyunzu, Malemba-Nkulu, Bukama, Likasi</i>) ;</li> <li>2. Les actions de réponses durables (<i>desserte en eau potable avec assainissement familiale pour 15,000 personnes dans le quartier inondable de Kyaani � Malemba-Nkulu, accès nouveau à l'eau potable pour 40,000 personnes via les 20 bornes-fontaines à paiement cash � Kalemie</i>).</li> </ol> <p>A l'ouest du pays, dans la province du Bas Congo, <i>Comitato Internazionale per lo Sviluppo dei Popoli</i> (CISP) a distribué 2,563 bidons de cinq litres. Et des barres de savon, dans la ZS de Kimvula. Quelques 2563 dalles pour latrines familiales ont été distribuées et environ 14,100 personnes ont été sensibilisées à l'hygiène dans les zones de santé de Kisantu, Ngidinga, Nselo et Kimvula .</p>	
<p><b>Priorités émergentes et additionnelles</b></p> <p>Les stratégies et priorités du cluster EHA restent les mêmes. Cependant, devant l'ampleur croissante des besoins humanitaires dans la zone est et sud, et les limitations financières, il est nécessaire d'identifier les besoins de plus haute priorité en termes de santé et protection. Le cluster EHA doit donc concentrer son action sur les zones de déplacement/retour les plus vulnérables selon les critères du PAH, et les zones identifiées comme épicentre de choléra.</p> <p>La priorité du cluster EHA dans la zone demeure l'assistance aux populations déplacées et retournées, en identifiant les plus vulnérables par des critères transversaux (protection, santé et nutrition). Dans ce cadre, les priorités du cluster EHA pour le second semestre sont:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcer la réponse humanitaire au Sud-Lubero ;</li> <li>• Assurer une meilleure prise en charge des retours massifs dans le sud du Nord-Kivu ;</li> <li>• Se préparer à répondre aux problèmes humanitaires engendrés par l'Opération Kima II, prévue incessamment au nord du Sud-Kivu et sud du Nord-Kivu ;</li> <li>• Développer les interventions dans les zones rendues accessibles du territoire du Haut-Uélé, comme Faradje.</li> </ul> <p>Dans la province du Katanga, le ciblage géographique du Cluster EHA reste maintenu avec une emphase particulière sur le sud de la province. La récurrence de cas de choléra recensés sur le premier semestre 2009 dans le District de Kolwezi (Fungurume, Kolwezi, Lualaba), rappelle à une problématique provinciale avec une « endémo-�pid�misation » à risque explosif dans le sud de la Province. Celle-ci est due au manque de couverture en eau potable dans les grandes agglomérations (Lubumbashi et Likasi notamment) et à la précarité des populations artisanales minières, devenues très mouvantes géographiquement en raison de la crise minière. La priorité spécifique 2009 reste donc, par delà la poursuite et le renforcement des réponses durables initiées dans les épicentres lacustres de choléra du nord et Centre de la Province, la sécurisation de la desserte d'eau potable pour les populations vulnérables des quartiers de Lubumbashi et Likasi.</p> <p>Malgré les résultats positifs enregistrés, il reste nécessaire de maintenir les volets de pré-positionnement des mécanismes de réponse rapide (RRM) afin d'avoir la réactivité nécessaire en cas d'épidémies de choléra, et, en amont, de stopper ou résorber leurs propagations, tout particulièrement dans le nord et centre Katanga.</p>	

### 3.4.3 Education

Les conflits récurrents à l'est de la RDC ont eu un impact négatif sur tous les secteurs sociaux. L'éducation, en particulier, a souffert des mouvements incessants de population et des perturbations de la scolarité en découlant, dans un contexte où le taux de scolarisation et la qualité de l'éducation sont déjà globalement faibles. Seuls 50% des enfants d'âge scolaire sont effectivement inscrits dans le système scolaire formel et ce chiffre a baissé dans certains territoires. Les infrastructures et les équipements scolaires ont subi les contrecoups des pillages et autres destructions accompagnant le conflit. Les fournitures scolaires, les matériels didactiques, le programme national d'enseignement sont inaccessibles et une action d'urgence était donc indispensable pour contribuer à la protection des enfants scolarisés et non scolarisés à travers des activités d'éducation formelle et informelle.

<b>Objectif stratégique / Education</b>	
Assurer un retour rapide à la vie normale à travers une éducation de qualité en faveur des enfants déplacés, retournés, rapatriés ou affectés par les conflits ou autres catastrophes naturelles et en faveur de tout autre enfant vulnérable des communautés d'accueil.	
<b>Réalisations</b>	<b>Défis</b>
<p>Les actions suivantes ont été réalisées dans le Nord-Kivu, le Sud-Kivu, le Katanga et l'Ituri:</p> <p>Construction/réhabilitation et l'équipement de 91 salles de classes avec mobilier scolaire, latrines et points d'eau ;</p> <p>Distribution de kits scolaires, récréatifs et didactiques pour 176,673 élèves et 4,284 enseignants ;</p> <p>Formation de 4,284 enseignants et de 96 membres de comités de parents ;</p> <p>Organisation de services de cantines scolaires, en faveur de 329,322 enfants, en collaboration avec le PAM ;</p> <p>Création d'espaces communautaires d'éveil pour 13,082 enfants de 3-5ans ;</p> <p>Renforcement de la participation communautaire à la gestion des écoles ;</p> <p>Renforcement de la motivation par l'octroi de primes aux enseignants travaillant dans des communautés de déplacés n'étant pas en mesure de faire face aux frais de fonctionnement des classes ;</p> <p>Renforcement de la participation communautaire à la gestion des écoles.</p>	<p>Dans les situations d'urgence, l'incapacité des parents déplacés et retournés à payer les frais de scolarité des enfants est le problème majeur, alors que même en temps de paix, le fonctionnement des écoles repose sur les contributions des parents.</p> <p>Il a été aussi difficile de mener à bien des activités perturbées, surtout dans le Nord-Kivu, en Ituri et dans le Haut-Uélé, par l'insécurité récurrente,</p> <p>Il est difficile d'accéder à certaines zones encore infestées de forces armées, ou sans facilités de transport et de communication, où les besoins d'éducation et de protection sont parfois énormes.</p> <p>Le pourcentage des fonds du Pooled fund alloué à l'Education lors de la première allocation de 2009 a été de 4% du total, soit \$1,700,000. Le rôle de l'éducation doit être reconsidéré, vu son importance dans les situations de crise.</p>
<p><b>Priorités émergentes et additionnelles</b></p> <p>Les stratégies sectorielles opérationnelles restent globalement valables, consistant en:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'intégration des enfants déplacés/retournés dans le système scolaire existant (écoles d'accueil) ;</li> <li>• l'augmentation de la capacité d'accueil des écoles hôtes ;</li> <li>• la prise en charge scolaire de tous les enfants (retournés/déplacés, communautés d'accueil) ;</li> <li>• et l'organisation d'activités scolaires formelles et informelles dans les sites de déplacés, en raison de l'insuffisance d'espace dans les écoles des communautés hôtes.</li> </ul> <p>Ces stratégies seront accompagnées d'une formation à l'appui psychosocial des enseignants, et à la mise en place et l'appui aux comités des parents. La stratégie d'intégration contribue à encourager et renforcer les mécanismes communautaires traditionnels d'intégration, mais il est important de trouver une solution au problème de rétribution des enseignants, dans les communautés ayant connu des mouvements de populations et généralement dépourvues de revenus.</p> <p>Les zones prioritaires restent celles de déplacement et de retour des populations suite aux conflits, mais aussi les zones de catastrophes naturelles qui n'ont pas bénéficié d'interventions, notamment l'Equateur, où des pluies torrentielles ont détruit des infrastructures scolaires.</p> <p>Le faible niveau de financement n'a pas permis d'offrir à toutes les écoles un paquet complet de services permettant de créer des conditions d'apprentissage optimales. Dans certains cas de réhabilitation des écoles, il n'a pas été possible de fournir du mobilier scolaire, des latrines ou de l'eau courante.</p>	

### 3.4.4 Logistique

La réhabilitation de moyen de transport (barges, locomotives, wagons), d'infrastructures (routes, balisage du fleuve, réhabilitation de quais), les activités de service logistiques inter agences (entrepasage, transport multimodal, garages), et la mise en place de nouveaux services aériens de transport de passagers ont permis d'améliorer l'accès aux bénéficiaires par les humanitaires.

Au cours de ce premier semestre 2009, une attention particulière a été accordée au district du Haut-Uélé, en Province Orientale. Les services logistique inter agences y ont été renforcés afin de transporter vivres et articles non alimentaires vers les différentes localités du Haut-Uélé par route ou voie aérienne.

Au cours de la même période, le Cluster Logistique a mis en œuvre des projets dans les autres provinces notamment la réhabilitation d'infrastructures routières, de pistes d'aviation, de voies de chemin de fer ainsi que la mise en place de nouveaux services aériens pour passagers.

L'accès humanitaire et le transport des biens d'assistance dans les zones d'interventions humanitaires restent un sérieux défi, tant pour des raisons d'accès que pour le coût élevé du transport vers ces zones.

De nombreuses zones restent enclavées, la communauté humanitaire ayant peu ou pas accès aux plus vulnérables.

Le déplacement continu de population et la volatilité de la situation sécuritaire obligent le Cluster Logistique à être particulièrement réactif et à atteindre de nouvelles zones.

<b>Objectifs stratégiques / LOGISTIQUE</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Faciliter le transport de secours d'urgence pour les populations vulnérables ;</li> <li>Faciliter l'accès physique des humanitaires aux bénéficiaires ;</li> <li>Faciliter l'accès à l'information logistique pour assurer une meilleure réactivité.</li> </ul>	
<b>Réalisations</b>	<b>Défis</b>
<b>Routier</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>47 camions positionnés pour la flotte inter agences dans l'est et au Katanga.</li> <li>465 MT de NFI et 39,88 MT de vivres transportés par la flotte de camions inter agences du Katanga et du Nord-Kivu de janvier à avril 2009.</li> <li>Au total, plus de 1200 km de routes ont été réhabilités au premier trimestre 2009, améliorant ainsi l'accès des humanitaires à 448,657 bénéficiaires.</li> <li>Quelques exemples: <ul style="list-style-type: none"> <li>Moba-Mwanza (90km) au Katanga, par l'Agence d'Aide à la Coopération Technique et au Développement (ACTED) ;</li> <li>Shamwana-Dubié (138km) au Katanga, et 89 ponts par CONCERN ;</li> <li>Mwarabo-Kazwara et Erengety- Boga (109 km) en Ituri par PREMIERE URGENCE;</li> <li>Kalungu-Numbi (28 km) au sud Kivu, par <i>Family Health International</i> (FHI) ;</li> <li>Kalemie – Kabimba (35 km) et deux ponts sur cet axe ;</li> <li>Selembe-Moba au Katanga (140 km) et trois ponts construits par l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) ;</li> <li>Kobokobo-Ngungu (35 km) au Nord-Kivu par OIM.</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La flotte de camions Inter Agences, sous patronage PAM, ce qui permet les escortes MONUC dans les zones difficiles, est encore trop limitée pour répondre aux besoins des humanitaires et en cas de crise.</li> <li>Certains axes se détériorent rapidement avec la saison des pluies, et la maintenance n'est pas assurée. La mise en place de comités d'entretien et leur pérennité deviennent primordiales, même dans une logique d'urgence.</li> <li>De nombreuses zones sont encore isolées et accessibles uniquement par air.</li> <li>Ces zones sont soit mal desservies par les opérateurs aériens, soit les pistes d'atterrissage sont à réhabiliter pour permettre leur desserte. Pour des réponses d'urgence, seul l'hélicoptère peut alors être envisagé (Haut-Uélé, Sud-Kivu).</li> <li>La suspension des activités de Air Serv International a entraîné une diminution des activités et l'offre ne couvre plus la demande pour certaines zones comme le Maniema ou le Katanga.</li> <li>Le transport par voie ferroviaire a été pénalisé en 2009 par la grève des agents de la Société Nationale des Chemins de Fer du Congo (SNCC). Le conflit social a pris fin en mai.</li> </ul>
<b>Aérien</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Début des activités de UNHAS sur le Katanga et entre Kinshasa et l'est du pays en mai 2009.</li> <li>Accroissement des dessertes dans le Haut-Uélé (Echo Flight).</li> <li>Lancement de réunions de coordination entre</li> </ul>	

<p>les opérateurs aériens.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réhabilitation de la piste de Doroma.</li> <li>• Mise en place d'un pont aérien sur Dungu.</li> <li>• Mise à disposition d'un officier de liaison à la MONUC, chargé de suivre les demandes des organisations non-MONUC.</li> </ul> <p><b>Stockage inter agences</b> 1,440 m<sup>2</sup> de stockage mis à disposition à Dungu pour l'opération Haut-Uélé, dont 240 m<sup>2</sup> dédiés aux NFI, et 240 m<sup>2</sup> au stockage de carburant.</p> <p><b>Ferroviaire</b> Evaluation en février des points à réhabiliter sur la voie Kalémie-Kindu (\$424,146 estimés). Cette ligne permettrait de générer des économies par rapport à la desserte de Kindu par voie aérienne.</p> <p><b>Lacustre</b> Livraison de 515 MT de vivres par un ponton d'une capacité de 40 tonnes géré par l'OIM sur l'axe Mitwaba-Dubie à partir de la Zambie via le lac Moero.</p> <p><b>Plateforme logistique inter agences</b> 2,363 MT de NFI transportés par le service logistique inter agences ILS à travers la RDC à fin avril 2009.</p> <p><b>Personnel</b> Recrutement d'un expert en systèmes d'information géographique-aérien, et d'un gestionnaire d'informations, venus compléter l'équipe en place.</p> <p><b>VIH/SIDA</b> Démarrage du projet Transports de l'Espoir: Lancement par quatre agences UN de cinq projets de sensibilisation des employés et usagers des secteurs transport routier et fluvial, ainsi que des populations à risque en contact avec ces groupes cibles</p>	
<p><b>Priorités émergentes et additionnelles</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Un effort particulier doit être apporté sur deux zones, le Haut-Uélé et le Sud-Kivu, qui restent des zones où l'accès aux bénéficiaires est particulièrement difficile du à l'absence d'infrastructures et à une situation sécuritaire très volatile, et ce, malgré l'effort fait par le cluster en début d'année. Les populations les plus vulnérables de ces deux zones sont encore très difficiles d'accès ;</li> <li>• Le cluster va travailler sur une meilleure pérennité des réhabilitations d'infrastructures.</li> </ul>	

### 3.4.5 Nutrition

Au 26 Mai 2009, sur les 70 enquêtes nutritionnelles menées en RDC, 18 urgences nutritionnelles (taux de malnutrition aiguë supérieur à 10%) ont été identifiées, dont dix à l'est et huit dans les provinces de l'ouest. Cette répartition montre que si la malnutrition aiguë dans les zones affectées par un conflit ou sortant d'une période de conflits est à suivre de près, il est également important de prendre en compte les zones touchées par l'insécurité alimentaire chronique dans les provinces de l'ouest. Il faut par ailleurs souligner que 67% des enquêtes ont été réalisées à l'est contre 33% à l'ouest. Au regard de ces résultats parcellaires, des nombreuses alertes et des résultats de l'enquête démographique et de santé 2007, il paraît évident que la situation nutritionnelle en RDC reste extrêmement préoccupante. La flambée des prix des denrées alimentaires, surtout dans les grandes villes de l'ouest, et la crise financière mondiale qui affecte les emplois au Katanga et aux deux Kasai laisse présager d'une aggravation de la situation. Celle-ci devrait être cartographiée de manière systématique afin d'identifier les poches de malnutrition pour lesquelles une assistance conséquente est indispensable immédiatement.

#### Principales activités

Face à cette situation et en rapport avec le PAH 2009, les activités principales du Cluster Nutrition ont été les suivantes:

- Elaboration d'une cartographie de la malnutrition, sur base des informations récoltées lors des enquêtes nutritionnelles ;
- Approvisionnement en aliments thérapeutiques, équipements et médicaments essentiels ;
- Appui à la supervision des interventions nutritionnelles ;
- Renforcement des capacités des agents de santé et des relais communautaires dans la prise en charge communautaire de la malnutrition ;
- Appui technique dans la réalisation des enquêtes nutritionnelles et identification des nouvelles zones en crise ou à risque ;
- Appui à la prise en charge dans 99 zones de santé par l'intermédiaire du Renforcement du Programme de Nutrition (RPN) via les ONG internationales et nationales, ou par l'intermédiaire du système de santé ;
- Intervention d'urgence PUNC (Pool Urgence Nutrition Congo) au Bandundu (ZS de Yassa Bonga et Masimanimba) Kasai Oriental (ZS de Lomela, Kole et Kabinda), Equateur (ZS de Bikoro et Ingende), Province Orientale (ZS de Aketi et Lubunga) et Kasai Occidental (ZS de Lukonga, Tshikapa) ;
- Support technique pour la préparation de la stratégie multisectorielle pour le Katanga et les deux Kasai ;
- Préparation et validation des orientations techniques pour la sélection des sites prioritaires et des projets Pooled Fund.

#### Objectifs stratégiques / Nutrition

**Réduire la prévalence de la malnutrition aiguë globale à moins de 10% et la mortalité de l'enfant de moins de cinq ans à < 2/10,000/j par :**

- Fourniture d'une réponse de dernier recours en l'absence totale d'acteurs humanitaires ;
- Fourniture des soins curatifs, nutritionnels et de santé aux enfants souffrant de malnutrition aiguë dans les centres nutritionnels, conformément au protocole national ;
- Renforcement des capacités techniques et opérationnelles des partenaires de mise en œuvre ;
- Renforcement des capacités des communautés à prévenir la malnutrition aiguë.

Réalisations	Défis
<p>De janvier à mars 2009 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 7,019 enfants ont été admis dans le programme de nutrition thérapeutique et en consultation externe ;</li> <li>• 54,782 enfants et femmes enceintes ou allaitant ont reçus des rations alimentaires supplémentaires du PAM ;</li> <li>• Plus de 64% des admissions de cas de malnutrition aiguë sévère ont eu lieu dans les provinces de l'est du Congo (Ituri, Sud-Kivu, Maniema et Nord-Kivu). Cette situation est liée surtout à une insuffisance de partenaires à l'ouest du pays ;</li> <li>• Près de 6,672 agents de santé et relais communautaires ont été formés à la prise en charge communautaire de la malnutrition aiguë ;</li> <li>• Au total 101 zones de santé ont été couvertes par des interventions nutritionnelles.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Arriver à prédire une situation de malnutrition d'urgence grâce à la mise en place d'un système national de surveillance nutritionnelle et d'alerte précoce</li> <li>• Renforcer la prévention de la malnutrition par des interventions de sécurité alimentaire, l'accessibilité des soins pour les plus vulnérables, et la promotion des pratiques familiales clé en matière de santé et nutrition.</li> </ul>

<p>Cette prise en charge a eu un impact majeur. Sur un total de 39,603 enfants malnutris aigus admis dans les unités nutritionnelles thérapeutiques et supplémentaires, près 95 % ont été guéris, 3,1% sont décédés, 1,7% ont abandonné et 0,2% n'ont pas répondu.</p>	
<p><b>Priorités émergentes et additionnelles</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Plusieurs études et missions inter agences montrent une dégradation de la situation nutritionnelle préoccupante au Katanga, et deux Kasai. Cette situation sera bientôt cartographiée grâce à des enquêtes nutritionnelles types SMART qui auront une représentativité territoriale (92 territoires y compris l'Equateur) grâce au soutien financier et technique de l'UNICEF et du PAM. Une attention particulière devra être portée sur les provinces mentionnées ci-dessus ;</li> <li>• L'éventuelle opération Kimia II au sud Kivu fait craindre une détérioration de la situation, d'où l'importance d'une préparation et un positionnement des partenaires et d'un stock de contingence.</li> </ul>	



### 3.4.6 Protection

Le premier semestre 2009 a été marqué par la continuelle instabilité dans l'est de la RDC, notamment dans les provinces du Nord et Sud-Kivu (opération Kimia II) mais aussi dans le Haut-Uélé (Province Orientale) en raison des attaques régulières de groupes dispersés de la LRA. Les populations civiles sont les premières ciblées par ces attaques et elles sont victimes d'abus massifs de leurs droits humains. Les principaux auteurs de ces abus sont les groupes armés, mais aussi les membres des FARDC et de la PNC.

#### Protection de l'enfant

Le groupe de travail protection de l'enfant (GTPE) coordonne les intervenants et les stratégies de protection de l'enfant au Nord-Kivu, Sud-Kivu, Province Orientale (Kisangani, Bunia, Dungu), Katanga, Bas Congo, Kasai Oriental, et à Kinshasa. Ce dernier a été créé en 2009 pour appuyer les fora de coordination sur le terrain et faire le lien avec le cluster protection national. Les activités des GTPE incluent la cartographie d'activités et d'intervenants ; les évaluations et missions conjointes ; l'harmonisation des standards ; la gestion d'information et collecte de données ; le renforcement de capacités, et le plaidoyer.

La première partie de 2009 a été marquée par plusieurs événements ayant un impact important sur la protection de l'enfant, notamment:

- La promulgation de la Loi N°09 du 10 janvier 2009 portant protection de l'enfant en développement à divers niveaux depuis huit ans ;
- La sortie de groupes armés plus de 1300 enfants entre janvier et mars pendant le processus de l'intégration rapide des groupes armés dans les FARDC au Nord-Kivu ;
- Les attaques contre les groupes LRA menées en opération conjointe par les armées de la RDC - Ouganda - Soudan et la croissance de violations des droits des enfants, en particulier les enlèvements ;
- Les opérations conjointes contre le FDLR et les représailles de ces derniers contre la population civile ;
- Les rapports d'une reprise de recrutement par les FARDC ;
- La visite de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés qui a rappelé au Gouvernement de la RDC ses engagements pour mettre fin aux violations graves des droits des enfants.

Pendant la période couverte par cette revue à mi-parcours, les intervenants de protection de l'enfant ont répondu à plusieurs urgences, dont quelques-unes déjà citées. Plus de 1.7 million de personnes sont déplacées aux Kivu ; les programmes d'espaces enfants ont encadré 15,000 enfants vivant dans les sites déplacés. Cette année, des groupes de discussion des adolescentes et adolescents séparés ont été introduits pour améliorer la protection dans ces espaces. L'identification, la recherche familiale et la réunification des ENAs ou séparés, se sont déroulées dans le Nord-Kivu et dans le Haut-Uélé, malgré les contraintes d'accessibilité liées à la sécurité. Les enfants sortis des forces et groupes armés ont été pris en charge, réunis avec leurs familles et communautés sur l'ensemble du territoire et réinsérés.

Face à ces violations des droits des enfants, la note transversale faite par l'équipe spéciale de la Résolution 1612 a été soumise au Conseil de Sécurité pour un plaidoyer au plus haut niveau.

#### Violence sexuelle et basée sur le genre (SGBV)

Selon les données reçues des synergies et commissions provinciales de lutte contre les violences sexuelles, entre janvier et mars 2009, 2,854 incidents de violences sexuelles ont été reportés dans les onze provinces de la RDC.

En comparaison avec le premier trimestre 2008 (3,356 cas incidents reportés), on observe une baisse de 15%. La situation de l'est du pays reste toujours préoccupante. Le nombre de cas reportés au Nord-Kivu, et au Sud-Kivu est en hausse par rapport aux données reportées l'année passée: au Nord-Kivu le nombre de cas reportés est passé de 832 en 2008 à 1,153 en 2009.

Les membres de la communauté humanitaire (Gouvernement, Nations Unies, et ONG internationales) se sont rassemblés, à l'initiative du BNUDH, FNUAP, HCR, OCHA, OMS, et UNICEF, lors de deux ateliers sur les directives en matière d'interventions contre la violence basée sur le sexe dans les situations de crise humanitaire. L'objectif de cet atelier était d'informer et former les intervenants dans le domaine et de faciliter l'intégration des Directives dans les interventions en situation d'urgence humanitaire. A l'issue de ces ateliers, il a été proposé de réviser le seuil d'intervention, puis de proposer des activités à inclure dans les différents clusters.

La stratégie compréhensive de lutte contre les violences sexuelle a été présentée officiellement à la fin du premier trimestre et certaines activités sont en cours de mise en oeuvre, notamment au Nord-Kivu.

Au niveau central, le Plan d'Action 2009 du Sous-Groupe Violences Sexuelles piloté par le Ministère du Genre, met l'accent sur des activités de plaidoyer de haut niveau dans la lutte contre les violences sexuelles.

### Lutte anti-mines

- Changement de comportements face aux zones dangereuses, augmentation de la population formée sur le danger de mines et restes explosifs de guerre et réduction du nombre d'accidents dans les zone affectées grâce à l'éducation aux dangers des mines et ENE ;
- R -exploitation par les communautés de terres et axes routiers dépollués ;
- Sécurisation du mouvement des populations et de la communauté humanitaire sur tout le territoire (Tanganyika, Kivus et Equateur) ;
- Réduction des stocks de munitions: destructions en Equateur et au Nord-Kivu (Mbandaka et Goma).

<b>Objectifs stratégiques / Protection</b>	
<p>Un système harmonisé de collecte et de gestion de l'information permet la priorisation des activités de protection.</p> <p>Renforcer la protection des personnes déplacées contre les violations du Droit International Humanitaire (DIH) et des droits humains.</p> <p>Les déplacés ont un accès non-discriminatoire aux besoins et services de première nécessité.</p> <p>Réalisation de solutions durables pour a protection des personnes déplacées.</p> <p>Soutien au développement d'un cadre de protection national pour les déplacés internes et retournés (pour la réparation, la prévention, l'exercice des droits civiques et politiques/participation).</p>	
<b>Réalisations</b>	<b>Défis</b>
<p><b>Protection des civils</b></p> <p>Une légère amélioration de la protection des populations civiles, particulièrement les enfants affectés par les conflits armés et les victimes de violences sexuelles dans les zones d'intervention est à noter dans les zones de Gemena, Befale, Basankusu, Bongandanga et Mbandaka en Equateur.</p> <p>Les efforts de plaidoyer se sont concentrés sur la crise dans le Haut-Uélé, les opérations contre les FDLR, le caractère civils des sites de déplacés, mais aussi le problème plus général d'identification et vérification. Des actions ciblées ont été menées auprès des bailleurs et d'ambassades, ainsi qu'en direction du Conseil de Sécurité lors de sa visite en mai 2009. Les efforts de plaidoyer avec les FARDC ont vu la création de forum d'échange et de rencontres régulières entre le cluster protection et la hiérarchie FARDC, notamment au Nord-Kivu. Par exemple suite aux plaidoyers effectués par le Cluster, la hiérarchie FARDC a informé le cluster que le paiement des salaires des militaires était en cours et, qu'une cour militaire avait été déployée � Lubero pour juger les éléments FARDC coupables de violations de droits humains et autres abus contre les civils.</p> <p>Les plaidoyers ont conduit notamment au déploiement de militaires FARDC dans des zones où un vide sécuritaire avait été noté et où les civils avaient besoin de protection (ex. Miriki et Mbingi dans le Territoire de Lubero).</p> <p>Ce travail a aussi permis d'accélérer le déploiement des forces de la MONUC dans le Haut-Uélé.</p> <p>Le travail avec la Section des Affaires Civiles de la MONUC pour la mise à jour des matrices de</p>	<p><b>Protection des civils</b></p> <p>Globalement, les défis majeurs sont liés à l'inaccessibilité des zones à couvrir (tant pour raisons logistiques que de sécurité), la difficulté à travailler avec certaines autorités locales et le manque de volonté politique au plus haut niveau pour réellement faire de la protection des civils une priorité. Les crises à répétition, notamment à l'est du pays, ne permettent pas de travailler sur le moyen ou long terme. L'instabilité continue à l'est et les opérations militaires (Haut-Uélé, Nord et Sud-Kivu), souvent planifiées sans l'implication de la MONUC, rendent la protection des civils particulièrement ardue.</p> <p>Si de nombreuses actions permettent d'améliorer le niveau de la protection des civils, le manque dans certaines localités de structures étatiques compétentes favorise diverses violations des droits humains. Le manque de structures judiciaires pour juger les auteurs de violences sexuelles et autres abus touchant les droits humains, le manque des magistrats dans les quelques parquets existants, ou l'absence presque totale des agents des forces de l'ordre et des militaires constituent des obstacles difficilement surmontables.</p>

protection dans le cadre de la **priorisation des zones** a permis le déploiement de la MONUC dans des zones à risque. De même, le cluster a pu suggérer des zones potentielles de déploiement aux JPT/PSB. Au Nord-Kivu, les recommandations du Cluster ont mené à la sécurisation de l'axe Mweso-Kitchanga, dans le Territoire de Masisi, où une diminution des attaques sur les humanitaires a été clairement observée, au maintien de la base de Pinga, dans le Territoire de Walikale, et au déploiement de la MONUC dans des zones spécifiques définies comme à haut risque.

Les évaluations du **monitoring de protection** ont pu orienter les différents acteurs membres du Cluster protection, du Cluster Retour et Réintégration Communautaire (RRC) et le mécanisme de réponse rapide (RRM), CPIA, et PEAR.

Des cas individuels de protection identifiés à travers les activités de monitoring sont référés à MONUC Section Droits de l'Homme (MONUC BCNUDH), Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP) et UNICEF selon les sujets concernés.

Des **formations** ont été coordonnées et organisées par le cluster. Les thèmes abordés sont le droit international humanitaire, l'introduction à la protection, les principes directeurs relatifs à la protection des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, et la loi congolaise sur les violences sexuelles.

La **sensibilisation et la médiation** entre les communautés des différentes ethnies, et entre les résidents permanents et les rapatriés, ont amélioré la cohésion sociale et la cohabitation pacifique dans plusieurs groupements.

#### Protection de l'enfant

- Identification et vérification de plus de 2,200 enfants sortis des groupes armés dont au moins 1,300 à la suite des opérations militaires conjointes dans le Nord-Kivu et Haut-Uélé ;
- Réinsertion de 1,480 enfants en 2009. Ce qui vient s'ajouter aux 14,000 enfants dont 10,000 enfants sortis des forces et groupes armés en 2008 ;
- Environ 59,000 enfants affectés par les conflits armés ou à risque d'exploitation sont encadrés dans les espaces enfants à l'est ;
- Des missions conjointes de plaidoyer auprès des groupes armés et des communautés au sujet du recrutement et de la sortie des enfants ;
- La planification des plans de contingence pour assurer des réponses cohérentes aux urgences ;
- La co-facilitation des formations des militaires ;
- L'analyse et la réponse aux violations graves faites aux enfants rapportées par le mécanisme de suivi, selon la Résolution 1612.

#### SGBV

##### Nord-Kivu:

- L'assurance d'une prise médicale des survivantes: les statistiques des cas enregistrés montrent que près de 80% des victimes enregistrées ont été suivies médicalement ;
- La mise à jour de la base de données des cas incidents ;
- La prise de conscience des autorités étatiques

#### Protection de l'enfant

- La situation sécuritaire étant encore fragile dans l'est du pays, la réunification et la réintégration des enfants sont souvent limitées ;
- Le processus d'intégration rapide au Nord-Kivu a connu la sortie de 1300 enfants, néanmoins en dehors des principes du Cadre Opérationnel pour le DDR enfant ;
- L'accès aux filles associées aux forces et groupes armés demeure un défi majeur.

#### SGBV

##### Nord-Kivu:

- Inaccessibilité sécuritaire de certaines zones de la province où se trouvent les VVS en raison de reprises des hostilités des FDLR, ou des soldes impayées des militaires ;
- Le sous-financement de plusieurs projets et programme SGBV ;
- Problème de complétude et promptitude dans la

<p>sur le problème des violences sexuelles dans la Province et un début d'implication de ces autorités ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>La revue et mise en place d'une stratégie 2009 de lutte contre les violences sexuelles pour le groupe de travail SGBV en concordance avec la stratégie compréhensive de lutte contre les violences sexuelles pour les zones en conflit ;</li> <li>La mise en place d'un groupe de travail sur l'amélioration du système de référence des victimes de violences sexuelles.</li> </ul> <p><b>Sud-Kivu:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Les acteurs continuent à assurer la prise en charge dans les quatre objectifs et autres actions de plaidoyer et sensibilisation ;</li> <li>Formation d'enquêteurs et mise en place d'un atelier pour définir le paquet minimum d'assistance (PMA) psychosociale et d'un atelier sur l'intégration de la problématique des SGBV dans les différents clusters ;</li> <li>Amélioration de la collecte des données en rapport avec la collecte des cas incidents mensuels et les cas incidents pris en charge dans chaque objectif trimestriellement ;</li> <li>868 cas dont 214 cas incidents ont reçu une assistance psychosociale au cours du premier trimestre 2009 ;</li> <li>132 cas dont 73 cas incidents ont bénéficié d'un accompagnement judiciaire ;</li> <li>2089 victimes ont bénéficié d'une réponse médico-sanitaire durant le premier trimestre 2009 ;</li> <li>Au moins 739 survivants ont bénéficié d'activités génératrices de revenu.</li> </ul> <p><b>Lutte Anti-mines:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>1,258 séances d'éducation aux risques des mines, pour 114,319 bénéficiaires ;</li> <li>17 victimes de mines et/ou ENE enregistrés depuis janvier 2009 ;</li> <li>Aucun accident de déminage rapporté ;</li> <li>37 zones dangereuses localisées depuis janvier 2008 ;</li> <li>54,743 engins enlevés et détruits (28 mines; 15,393 ENE; 39,322 autres) ;</li> <li>728,416 m<sup>2</sup> de superficie totale déminée ;</li> <li>Une sécurisation progressive des zones polluées par la présence des mines et UXOs. Zones en exploration: Nord-Oubangui, Sud-Oubangui, Tshuapa (Equateur).</li> </ul>	<p>récolte de données ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Attente de l'outil définitif de collecte de données en revue à Kinshasa, ce qui empêche l'extension de la collecte de donnée depuis plusieurs mois ;</li> <li>Insuffisance de la couverture géographique par les instances judiciaires ;</li> <li>Difficultés de l'intégration de la prise en charge de viol dans les soins de santé primaire pour augmenter la couverture ;</li> <li>La prise en charge de VVS holistique et en 72 heures reste un défi ; le système de référence doit encore être amélioré et renforcé dans la Province.</li> </ul> <p><b>Sud-Kivu:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Les mouvements de militaires suite aux opérations Kimia II augmentent la vulnérabilité des populations aux violences basées sur le genre (plusieurs cas de récidive, rechutes psychologiques) ;</li> <li>Empêchement des actions de sensibilisation quand il y a des risques sécuritaires généralisés: déséquilibre entre l'insécurité d'une part et le besoin de réagir dans les 72h pour la prise en charge médicale ;</li> <li>Les AGR (petit commerce et autres) sont interrompues avec les mouvements de populations et des militaires et il y a un risque important de pillages ;</li> <li>Augmentation des risques de viol et d'enlèvement de filles par les militaires ;</li> <li>L'interruption de l'année scolaire augmente les risques d'enlèvement d'enfants ;</li> <li>Rupture de stock de kits de prophylaxie post exposition en raison de l'insécurité, ne permettant pas les réapprovisionnements dans certaines zones.</li> </ul> <p><b>Lutte Anti-mines:</b></p> <p>Les difficultés d'accès aux sites d'opérations dues au manque d'infrastructures: Pour être conforme aux normes de santé et de sécurité dans un chantier de déminage, il faut avoir la possibilité d'évacuer, en 15 minutes seulement, un blessé vers un poste médical disposant de capacité de réanimation et de chirurgie d'urgence ; et au maximum en deux heures dans un hôpital de niveau trois. Ce manque d'axes routiers et de centres sanitaires retarde le déploiement des équipes de déminages sur certains sites.</p>
<p><b>Priorités émergentes et additionnelles</b></p> <p><b>Protection des civils et des enfants</b></p> <p><u>Sud-Kivu:</u> Les axes prioritaires ont changé à partir de l'opération Kimia II. L'axe Mwenga qui n'était pas précédemment retenu lors de l'élaboration du PAH 2009 devient désormais prioritaire. Il faut prévoir des déplacements de population et des abus de droits humains massifs dans le cadre de l'opération Kimia II. Un plan de réponse d'urgence est préparé pour assurer des interventions de protection de l'enfant (identification, documentation et recherche, DDR, espace enfant) dans les zones qui pourraient être affectées. Des lacunes, notamment en terme d'accès mais aussi de ressources, tant humaines que financières, ont été identifiées (territoire de Shabunda).</p> <p><u>Nord-Kivu:</u> Le contexte sécuritaire dans le Nord-Kivu, tant dans le Grand Nord que dans le Petit Nord, s'est passablement modifié suite aux opérations militaires enclenchées par les forces conjointes RDF-FARDC et FARDC avec l'appui de la MONUC, à l'encontre des FDLR ainsi qu'aux accords de paix entre les groupes armés (dont le CNDP) et le Gouvernement Congolais. Les zones touchées par les conflits sont maintenant le Sud-Lubero et Walikale. Le nord-est de Rutshuru est également une zone sensible. Les problèmes de sécurité</p>	

empêchent l'aide humanitaire, y compris la réunification et la réintégration des enfants sortis des forces et groupes armés et des ENA. Le problème de l'utilisation des civils, y compris des enfants, par les soldats FARDC pour transporter leurs effets, augmente.

Dans le territoire de Lubero, le contexte sécuritaire a changé suite aux activités militaires orientées vers la traque des rebelles rwandais (FDLR). Les zones autrefois accessibles et suffisamment sécurisées (Luofu, Kasiki, Mbwavinwa, Kamandi, Hutwe, Kasugho, Kagheri, Ndoluma) ont connu des attaques répétées des groupes armés et des représailles contre la population civile. Près de 200,000 personnes se sont déplacées de ces villages vers les localités autour de l'axe principal entre Kanyabayonga et Butembo.

Le Sud-Rutshuru et le Masisi, bien que touchés indirectement par le conflit, sont devenus des zones de retour des déplacés et des réfugiés qui se trouvaient en Ouganda. Cela attise conflits fonciers, problèmes liés au rétablissement de l'autorité de l'Etat (là où les autorités ont été placées par le CNDP), présence de mines et d'ENE et exactions par les militaires qui sécurisent la zone. La présence d'autorités mises en place par le CNDP ainsi que de barrières CNDP encore en place constituent un obstacle au retour, souvent mentionné par les populations. Près de 300,000 personnes déplacées sont rentrées chez elles depuis le début de l'année 2009.

Province Orientale: Les attaques répétées de la LRA dans le Haut-Uélé causent des déplacements de population dans cette zone mais aussi dans les districts de la Tshopo et du Bas-Uélé. Si les déplacés du Haut-Uélé bénéficient d'une certaine attention et d'une réponse humanitaire, ce n'est pas le cas des déplacés de la Tshopo et du Bas-Uélé qui, pour la plupart vivent dans des familles d'accueil et n'ont pas encore bénéficié d'assistance.

En Ituri, la recrudescence de l'insécurité depuis le déclenchement des opérations militaires FARDC contre les miliciens du FPJC a fait de cette zone une priorité pour le cluster.

Les interventions protection de l'enfant déjà mises en place dans les environs de Dungu seront élargies dans les zones affectées par les attaques de la LRA pour apporter une réponse à aux enlèvements, séparations et recrutements d'enfants dans les groupes d'autodéfense.

#### **Violence sexuelle et basée sur le genre (SGBV)**

Sud-Kivu: Il n'est pas nécessaire de changer de stratégie sectorielle, mais l'implémentation doit être renforcée. Plus de monitoring des déplacés, retournés, familles d'accueil et des villages d'origine doit être effectué pour assurer que leurs besoins sont identifiés et plus de plaidoyer pourrait être fait pour répondre à leurs besoins.

Nord-Kivu: Les nouvelles priorités sont les suivantes:

- L'élargissement du champ de prévention et de réponse ;
- Renforcement du processus de paix et de l'autorité de l'état (renforcement de structures étatiques dans les aspects médicaux, juridiques) ;
- Renforcement des aspects juridiques et judiciaires pour réparation légale de survivantes ;
- Renforcement des activités de développement à base communautaire pour le relèvement et la réintégration des survivantes ;
- Renforcement du système de référence des victimes des violences sexuelles.

Kasaï Occidental:

Les priorités ont évolué avec l'élargissement des catégories des bénéficiaires, et la notification plus importante des cas incidents de violences sexuelles

Une nouvelle catégorie de vulnérables a fait son apparition suite de l'arrêt ou de la baisse d'activités d'exploitation artisanale de diamants: Les « déplacés socio-économiques » - personnes en provenance des zones minières du Kasaï Oriental (Bakwa Tshimuna, Bakwa Boya) et du Kasaï Occidental (Ndjoku Punda, divers carrés miniers du territoire de Tshikapa), retournant vers leur milieu d'origine ou se déplaçant vers d'autres endroits dans l'espoir d'un emploi. A l'heure actuelle, le chiffre de plus de 8.000 personnes dans les territoires de Luiza est avancé.

Bandundu:

Les nouvelles vagues d'expulsés de Kasongo, Lunda et Kahemba ont fait évoluer les priorités. Les violences sexuelles dans la province du Bandundu constituent une priorité, aggravée par le fait que très peu de victimes reçoivent une réponse médicale, psychosociale et une assistance pour s'intégrer dans la communauté congolaise.

**Lutte anti-mines:** La lutte anti-mines doit être prise en compte lors de la mise en œuvre du Programme Amani, pour éliminer tout danger de mines et ENE pour les populations réinstallées.

Lubutu, dans le Maniema, constitue une nouvelle priorité considérant l'importance des surfaces polluées. On compte plus de 40 surfaces dangereuses. Pareillement, les territoires de Kabambare et Punia nécessitent des actions de grande envergure.

### 3.4.7 Retours et relèvement communautaire

Dans le cadre de l'objectif stratégique du PAH 2009 « Promouvoir le relèvement communautaire à court terme », le cluster RRC a comme objectif général de consolider les réalisations humanitaires et de casser le cycle des crises.

Les principales composantes de l'assistance au retour et à la réintégration qui relèvent du cluster RRC sont:

- Fournir des informations de base ;
- Identifier les zones de retour (prioritaire et potentiel) et renforcer les systèmes de gestion de l'information, y compris les systèmes d'information géographique ;
- Renforcer les capacités des acteurs humanitaires dans le domaine du relèvement communautaire ;
- Plaidoyer auprès des autres acteurs et clusters pour une meilleure prise en compte de la transition de l'urgence vers le développement ;
- Consolider les moyens de subsistance des communautés.

<i><b>Réalisations</b></i>	<i><b>Contraintes/Défis</b></i>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Actualisation mensuelle des données concernant les retournés dans les trois provinces de l'est (Nord et Sud-Kivu et Ituri).</li> <li>• Elaboration et distribution des cartes d'information concernant les zones de retour.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Non-prise en compte des retournés par le système humanitaire, car trop focalisé sur les urgences immédiates.</li> <li>• Problèmes d'harmonisation des différents systèmes d'information (PEAR, OCHA, Cluster), mais en cours de résolution.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Elaboration des propositions des projets conjoints (notamment dans les trois provinces de l'est).</li> <li>• Elaboration des lignes directrices pour une proposition concernant le 5<sup>ème</sup> objectif du PAH.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mobilisation des fonds nécessaires pour des projets de relèvement précoce.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Inventaire des besoins pour le renforcement des capacités des clusters provinciaux et leurs membres en cours.</li> <li>• Contribution dans les réflexions concernant les plans de stabilisation à l'est.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Clarification des rôles, tâches et responsabilités du cluster RRC, aussi en relation avec les autres clusters et l'inter cluster.</li> <li>• Prédominance d'une vision politico-militaire dans la Stratégie de soutien à la stabilisation et la sécurité des Nations Unies.</li> </ul>



### 3.4.8 Sécurité Alimentaire

Durant la période de janvier à mars 2009, 31,353 MT de vivres sur les 51,900 MT planifiés ont été distribuées à 1.3 million de bénéficiaires. Certains ont bénéficié d'une distribution de denrées alimentaires pour subvenir à leurs besoins immédiats, pendant que d'autres ont reçu des rations alimentaires pendant leurs cycles de déplacement ou de réinstallation. La réduction est principalement due à la diminution du nombre des personnes déplacées dans le Nord-Kivu, ainsi que le manque d'accessibilité dans certaines autres zones dans le Sud et Nord-Kivu.

L'aide alimentaire pour la période d'avril à décembre 2009 verra une augmentation du tonnage et du nombre de bénéficiaires essentiellement en raison de l'opération d'urgence dans le Haut-Uélé, et les crises actuelles dans le Walikale, Sud-Lubero et Sud-Kivu.

Les financements obtenus pour la relance agricole dans le cadre du PAH 2009 ont également permis d'assister au moins 300,000 familles pour la saison débutant en mars 2009 dont 140,000 familles de déplacés. Cette assistance consiste essentiellement en un soutien aux activités d'élevage, de pêche, de multiplication de semences, de maraîchage, ou de pisciculture. L'assistance en outre facilité l'ouverture de 284 km de voies de desserte agricole.

La sensible augmentation du budget pour la sécurité alimentaire est due au fait que le PAM a approuvé une révision budgétaire en novembre 2008, juste après la validation du budget pour le PAH 2009. Lors de cette révision le nombre de personnes déplacées et membres des familles d'accueil est augmenté de plus de 500,000. Ces déplacés sont principalement dans les provinces de Nord-Kivu, Ituri et Sud-Kivu.

<b>Sécurité Alimentaires/ Objectifs stratégiques</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Répondre aux besoins alimentaires d'urgence ;</li> <li>• Soutenir la production alimentaire d'urgence pour des ménages d'enfants mal nourris, des personnes déplacées, retournées ou rapatriées et autres groupes vulnérables (PVVIH/SIDA, VVS) ;</li> <li>• Rétablir l'autonomie de production alimentaire pour les familles d'accueil, les ménages nouvellement accessibles et ceux affaiblis par les crises ;</li> <li>• Assurer la sécurité alimentaire pour les personnes retournées et rapatriées.</li> </ul>	
<b>Réalisations</b>	<b>Défis</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Distribution d'aide alimentaire d'urgence à plus d'un million de personnes ;</li> <li>• 200,000 ménages soutenus par la distribution de: <ul style="list-style-type: none"> <li>• 120,905 houes et 110,319 autres outils (râteaux, haches) ;</li> <li>• 634,53 kg de semences vivrières ;</li> <li>• 6,840 kg de semences maraîchères ;</li> <li>• 1,177,950 mètres linéaires de boutures de manioc ;</li> <li>• Superficies ensemencées grâce aux semences et boutures distribuées: 9,532 ha.</li> </ul> </li> <li>• 200 partenaires dans le cluster ;</li> <li>• 10 clusters provinciaux actifs ;</li> <li>• Coordination des interventions avec le cluster nutrition ;</li> <li>• Création des ateliers techniques de réflexion et de coordination ;</li> <li>• Etablissement des stratégies provinciales ;</li> <li>• Distributions d'urgence à Bafwasende, Dungu ;</li> <li>• Informer de manière objective et régulière les acteurs humanitaires, les donateurs, le gouvernement et les médias sur l'évolution du marché des produits alimentaires, des systèmes d'approvisionnement alimentaire des centres urbain et de leurs effets sur les groupes socioéconomiques vulnérables ;</li> <li>• IPC: réactualisation de la carte de la vulnérabilité.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Inaccessibilité et contraintes logistiques dans la plupart des provinces. Le coût de transport de biens est extrêmement élevé ;</li> <li>• Accès limité à la terre suite à l'insécurité ;</li> <li>• Encadrement technique faible de la part des autorités ;</li> <li>• Absence de marché formel d'intrants ;</li> <li>• Variations climatiques.</li> </ul>
<b>Priorités émergentes et additionnelles</b>	
<p><b>Dungu:</b> En lien direct avec l'insécurité ambiante dans le Haut-Uélé, et notamment dans les zones autour de Dungu, Doruma, Duru, Faradje, Niangara, la période de semis agricole a été perturbée. Une chute de la production a été enregistrée, dans une zone déjà identifiée comme étant en insécurité alimentaire aiguë. De</p>	

plus le mode opératoire de la LRA empêche la population résidant dans les villages ou même en périphérie des villes d'accéder aux champs et/ou aux produits forestier. Plusieurs membres du cluster ont commencé à distribuer de l'assistance alimentaire et les ONG internationales ont procédé à la distribution de semences maraîchères pour faciliter la production autour des habitations.

Cependant, les besoins sont largement non couverts. La priorité reste l'augmentation de la disponibilité en nourriture dans la zone à court terme afin de pallier aux risques de malnutrition, tout en évitant d'exposer la population à des exactions lorsqu'elle se rend dans les champs pour travailler.

Les actions prioritaires sont:

- Distribution de nourriture dans les zones à fort déficit alimentaire ;
- Appui aux déplacés et population locale en intrants agricoles d'urgence (semences, outils) ;
- Monitoring des besoins.

**Sud-Kivu:** Les priorités émergentes sont en lien avec les futures conséquences des opérations militaires contres les FDLR (Kimia II) telles que mouvements de population, et perturbation des saisons agricoles.

Les **actions prioritaires** sont

- Assistance alimentaire à court terme et appui à la production de nourriture (semences maraîchères et vivrières) ;
- Constitution des stocks stratégiques d'urgence en vivres et en intrants agricoles à cycle court.

**Nord-Kivu:** Les priorités, en continuité avec les actions menées actuellement, sont les suivantes:

- appui au retour en zone stabilisée pour consolider le retour de populations déplacées grâce à l'élevage et l'agriculture ;
- Constitution des stocks stratégiques d'urgence en vivres et en intrants agricoles à cycle court.

**Kasaï Occidental et Kasaï Oriental:** Suite aux récentes évaluations du cluster, un manque de disponibilité alimentaire a été identifié. Des taux de malnutrition aiguë ont été observés à Lodja, Lomela et Dekese. Ces localités, ainsi que d'autres dans les deux Kasaï, sont typiques d'une urgence complexe: le seuil d'intervention humanitaire est dépassé à cause d'une dégradation du contexte, ce qui nécessite une intervention d'urgence pour sauver des vies:

- Augmenter la production locale ;
- Distribution de nourriture ;
- Augmentation des capacités de stockage de nourriture et de transport pour éviter les pertes après récoltes.

### 3.4.9 Santé

Le premier trimestre de 2009 a vu le cluster santé étendre le PMA, surtout pour les nouveaux déplacés - dans l'est, en Ituri et aux Kivus, mais aussi pour les retournés d'Angola au Kasai - et pour en accroître l'efficacité, avec approvisionnement en médicaments et formation des cadres locaux, jusqu'à couvrir maintenant le paludisme. Il y a une croissance dans la CV DTC3 et contre la rougeole, et une plus grande utilisation des services. Il y a eu plusieurs exemples de prompt réponse aux épidémies de fièvre hémorragique, choléra et rougeole, et aussi amélioration de la prise en charge du choléra et/ou du paludisme. Le renforcement de certaines structures clé résulte en une baisse de la mortalité maternelle intra hospitalière. Ces résultats ont été obtenus par des complémentarités avec le Projet d'Appui à la Réhabilitation du Secteur de Santé, formation de personnel de base et de cadres des structures de santé locaux.

Les difficultés persistent. Violence et insécurité empêchent l'accès à de nombreuses zones de santé. Les populations vulnérables continuent à se déplacer dans des contextes à hauts risques, comme témoigné par le choléra dans les deux Kivus; l'enclavement de certaines zones et l'état des structures touchées par les différents et fréquents combats posent des défis extrêmes à l'action de santé. Il y a eu des ruptures critiques dans les stocks de vaccins. La distribution encore inégale de l'aide humanitaire se reflète dans les couvertures vaccinales inégales, l'inégalités dans la demande des soins et les surcharges sur les structures plus performantes. Dans beaucoup de zones de santé, sur l'ensemble de la RDC, les indicateurs de santé restent au dessus du niveau d'alerte d'urgence.

Il faut tenir en compte la fragilité extrême des systèmes de santé locaux, augmentant la vulnérabilité des populations: par exemple, au Kasai Occidental l'analyse quantitative du PAH montre que la majorité des indicateurs sont encore au rouge, même si les interventions humanitaires ont remonté le niveau des prestations et augmenté le taux d'utilisation des services. Au Katanga, la fin de l'appui structurel du Programme Multisectoriel d'Urgence de Réhabilitation et de Reconstruction (PMURR) semble s'être traduite en une baisse rapide de la couverture sanitaire. Au Bas Congo, où la situation générale semblait s'améliorer sensiblement, les derniers trois mois ont vu une hausse de mortalité maternelle intra hospitalière dans la ZS de Tshela.

<b>Santé/ Objectifs stratégiques</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Réduire la mortalité maternelle intra-hospitalière à &lt; 1% et/ou la mortalité de l'enfant de moins de cinq ans à &lt; 2/10,000/j (le dépassement d'au moins deux de ces seuils déclenche une action humanitaire) ;</li> <li>• Mettre en place les mécanismes de réponse en moins de 30 jours pour au moins 70% des épidémies constatées.</li> </ul>	
<b>Résultats</b>	<b>Défis</b>
<p><b>Orientale:</b> Le PMA a été élargi avec approvisionnement en médicaments et formation des cadres, jusqu'à couvrir maintenant le paludisme.</p> <p><b>Ituri:</b> ONG et agences sont mobilisées pour étendre les soins de santé aux déplacés.</p> <p><b>Nord-Kivu:</b> On remarque une bonne collaboration entre agences, ONG et CICR. IRC est rentré dans Rwanguba; Nyiragongo a bénéficié de la présence de <i>Doctors World Wide</i> (DWW), <i>Medical Emergency Relief International</i> (MERLIN) et <i>International Medical Corps</i> (IMC).</p> <p><b>Sud-Kivu:</b> Les flambées de choléra qui ont frappé les littoraux des lacs Kivu et Tanganyika ont eu une réponse prompte et efficace qui a contenu la létalité pour les 2,300 cas notifiés à 0.6%. Dix zones de santé prioritaires ont bénéficiées de kits obstétricaux et de formation d'accoucheuses. Il y a évidence d'amélioration des taux de mortalité infantile et maternelle. La réhabilitation de centres de traitement pour le choléra, la distribution de moustiquaires imprégnées, et l'augmentation de couverture CPN (par exemple, de 45% à 65% à Uvira) sont des développements positifs.</p>	<p><b>Orientale:</b> Les incursions du LRA sur Dungu augmentent le nombre de déplacés ; Médecins Sans Frontières (MSF) et les services de santé provinciaux luttent contre une épidémie de rougeole, et une de méningite à Aba. La CV est pauvre, et la mortalité maternelle élevée. Les déplacés sont menacés par la trypanosomiase et le paludisme.</p> <p><b>Ituri:</b> Les groupes armés continuent leurs violences, d'autre part les partenaires de santé doivent faire face à une épidémie de méningite à Aru.</p> <p><b>Nord-Kivu:</b> La situation en Sud Lubero demande une action immédiate, mais est limitée par des structures de soins de deuxième niveau très faibles. Walikale souffre d'insécurité croissante. Les activités à Pinga ont dû être délocalisées.</p> <p><b>Sud-Kivu:</b> En Shabunda et Kalehe, violences, déplacements, fuite des prestataires et pillages se sont traduits par une hausse importante de la mortalité maternelle et infantile. En Fizi, la couverture de santé est tombée de 85% à 49% avec la fin de l'appui structurel PMURR. Des ruptures de stocks de vaccins, ont ralenti les immunisations: jusqu'à maintenant, seulement 20 zones de santé ont atteint une CV de 80% contre 28 dans le premier trimestre 2008. Le paludisme reste la première cause de mortalité.</p>

<p><b>Maniema:</b> Expansion de la couverture de zones de santé de la part de Merlin.</p> <p><b>Kasaï occidental:</b> Centres de santé et HGR approvisionnés en médicaments; en Luebo on a observée une baisse de la mortalité infantile après la formation des prestataires.</p>	<p><b>Maniema:</b> La province requiert plus de support au vu de l'afflux de déplacés de Walikale vers Lubutu</p> <p><b>Katanga:</b> Le choléra au Tanganyka révèle des insuffisances structurelles qui semblent nécessiter l'attention des acteurs humanitaires ; ceci est confirmé par la baisse de couverture sanitaire suite à la fin de l'appui structurel PMURR avec ECC-IMA dans le zones de Mwaba, Kamina et Likasi.</p> <p><b>Kasaï occidental:</b> L'épidémie d'Ebola a interrompu les vaccinations. On enregistre aussi une hausse du paludisme et des épidémies de fièvre typhoïde et de gastroentérite. L'enclavement empêche la mise en place des activités médicales.</p>
<p><b>Priorités émergentes et additionnelles</b></p> <p>Parmi les changements de stratégie sectorielle proposés par les partenaires de niveau provincia,l on relève la demande pour plus de ressources contre le VIH/SIDA et les conséquences des SGBV, et la nécessité de consolider les acquis en investissant davantage sur les capacités locales, recherchant une continuité entre réactivation du système de santé et développement.</p> <p>Tout en gardant le un focus humanitaire sur les deux Kivus, Ituri et Haute Huele, il faut tenir compte du débordement, actuel ou potentiel des différentes crises sur le Maniema, le Katanga et les districts encore indemnes de la Province Orientale.</p>	

#### 4. FINANCEMENTS

Les besoins humanitaires demeurent considérables dans tout le pays, y compris les provinces de l'ouest qui sont relativement stables. Pour faire face aux besoins humanitaires identifiés lors de l'élaboration du PAH 2009, le montant nécessaire pour couvrir les activités humanitaires avait été évalué à \$831 millions. Au mois de juin 2009 la RDC a bénéficié de \$441,025,722 de la part des bailleurs gouvernementaux et privés (dont \$61,769,596 acheminés à travers le Pooled Fund et \$12,950,354 à travers le CERF). Ce montant représente 53% du total des besoins de financement estimés lors de l'élaboration du PAH 2009.

Au vu de l'évolution des besoins humanitaires identifié lors de cette révision à mi-parcours, les budgets sectoriels ont été révisés, et le montant total des besoins financiers s'élève à \$946,252,242. Les contributions reçues représentent 47% de ce montant.

Situation Financière par Objectif Stratégique				
Objectif stratégique	PAH 2009		MYR 2009	
	\$	%	\$	%
(a) Déplacés/retournés/rapatriés	245,483,359	29,5	341,836,255	25,8
(b) Protection	48,000,428	5,8	52,340,428	9,5
(c) Mortalité/morbidité	180,679,592	21,7	176,089,291	24,4
<b>Total A (a+b+c)</b>	<b>474,163,379</b>	<b>57,1</b>	<b>570,265,974</b>	<b>59,7</b>
(d) Moyens de subsistance	149,699,138	18	161,235,100	10,9
(e) Relèvement Communautaire	134,639,947	16,2	139,216 305	24
<b>Total B (d+e)</b>	<b>284,339,085</b>	<b>34,2</b>	<b>300,451,405</b>	<b>34,9</b>
(f) Coordination	12,602,809	1,5	11,792,536	0,4
(g) Logistique	59,900,409	7,2	63,742,327	5
<b>Total C (f+g)</b>	<b>72,503,218</b>	<b>8,7</b>	<b>75,534,863</b>	<b>5,4</b>
<b>TOTAL (A+B+C)</b>	<b>831,005,682</b>	<b>100</b>	<b>946,252,242</b>	<b>100</b>
Situation Financière par Cluster				
Cluster	PAH 2009		MYR 2009	
	\$	%	\$	Variation en %
Abris/NFI	63,771,100	7,7	80,834,555	26,8
Coordination	12,402,809	1,5	11,792,536	-4,9
Education	25,397,571	3,1	24,673,708	-2,9
EHA	111,583,496	13,4	117,331,895	5,2
Logistique	59,900,409	7,2	63,742,327	6,4
Nutrition	55,574,609	6,7	65,341,699	17,6
Protection	89,179,167	10,7	91,974,092	3,1
Relèvement Communautaire	40,837,000	4,9	40,787,000	-0,1
Santé	75,961,249	9,1	76,122,249	0,2
Sécurité Alimentaire**	296,398,272	35,7	373,652,181	26,1
<b>TOTAL</b>	<b>831,005,682</b>	<b>100</b>	<b>946,252,242</b>	<b>13,9</b>

Situation Financière par Province					
Province	PAH 2009		MYR 2009		
	USD	%	USD	%	Variation en %
Bandundu	14,329,410	1,7	14,811,761	1,6	3,4
Bas Congo	12,334,986	1,5	13,143,720	1,4	6,6
Equateur	35,379,259	4,3	31,000,659	3,3	-12,4
Haut Uélé (district)	0	0	56,997,300	6	6
Ituri (district)	108,074,819	13	112,252,253	11,9	3,9
Kasai Occidental	14,670,432	1,8	18,614,421	2	26,9
Kasai Oriental	16,876,174	2	18,492,906	2	9,6
Katanga	115,210,485	13,9	129,894,988	13,7	12,7
Kinshasa	9,796,006	1,2	7,740,225	0,8	-21
Maniema	24,148,290	2,9	27,431,822	2,9	13,6
Nord-Kivu	224,682,987	27	265,162,207	28	18
Province Orientale (sauf Ituri et Haut Uélé)	45,180,484	5,4	35,968,094	3,8	-20,4
Sud-Kivu	126,909,611	15,3	164,109,460	17,3	29,3
National	83,412,739	10	50,632,426	5,4	-39,3
<b>TOTAL</b>	<b>831,005,682</b>	<b>100</b>	<b>946,252,242</b>	<b>100</b>	<b>13,9%</b>

63



Révision à Mi-Parcours du Plan d'Action Humanitaire 2009 – République Démocratique du Congo

		Pondération			1	2	3	4	5	1	2	3	4	5	3	4	5	2	2	3	4	5	2	5	2	3	4	5	5	4	5	5	2	2	3																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																					
PROVINCE	DISTRICT	TERRITOIRE	Rang	Rang PAH 2009	Change in Ranking	Déplacés					Retourés					Protection					VS					Malnutrition		Sec. Alimentaire		Santé																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																										
						1 - 50 000	50 001 - 100 000	100 001 - 150 000	150 001 - 200 000	200 001 - 400 000	400 001 - 800 000	800 001 - 1 000 000	1 000 001 - 200 000	200 001 - 300 000	300 001 - 400 000	400 001 - 800 000	800 001 - 1 000 000	1 000 001 - 200 000	200 001 - 300 000	300 001 - 400 000	400 001 - 800 000	800 001 - 1 000 000	VS entre 1 et 200 caalimetre	VS entre 201 et 400 caalimetre	VS entre 401 et 800 caalimetre	VS entre 801 et 1200 caalimetre	MAC compris entre 5 et 9,9%	MAC >= 10 % ou MAC < 2%	insécurité chronique	Crisse alimentaire agüe avec crise des moyens d'existence	Urgence humanitaire	Épidémie/défaillance humanitaire	# Epidémies ou Endémies	CV DTC < 50%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%	MMH > 1%

Révision à Mi-Parcours du Plan d'Action Humanitaire 2009 – République Démocratique du Congo

			Pondération			1	2	3	4	5	1	2	3	4	5	3	4	5	2	3	4	5	2	5	2	3	4	5	5	5	5	2	3	TOTAL SCORE (MAX 50)	Change																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																															
PROVINCE	DISTRICT	TERRITOIRE	Rang	Change in Ranking	Rang PAH 2006	Déplacés					Retournés					Protection					VS					Malnutrition					Séc. Alimentaire					Santé						Previous Total																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																								
						1 - 50 000	50 000 - 100 000	100 000 - 150 000	150 000 - 200 000	200 000 - 400 000	1 - 100 000	100 000 - 200 000	200 000 - 300 000	300 000 - 400 000	400 000 - 900 000	Trouble acutissime (délai max après les études spéciales de validation des points des études typiques locales, ou de enquêtes ou en grand nombre d'après des données par recensement monodimensionnel)	Trouble acutissime (délai max après les études spéciales de validation des points des études typiques locales, ou de enquêtes ou en grand nombre d'après des données par recensement monodimensionnel)	Trouble acutissime (délai max après les études spéciales de validation des points des études typiques locales, ou de enquêtes ou en grand nombre d'après des données par recensement monodimensionnel)	Mécanisme d'urgence	VS entre 1 et 200 cas/mois	VS entre 201 et 400 cas/mois	VS entre 401 et 800 cas/mois	VS entre 801 et 1200 cas/mois	MAO compris entre 5 et 9.9%	MAO >= 10 % ou MAO > 2%	Malnutrition chronique	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Changement alimentaire	Ch



## Révision à Mi-Parcours du Plan d'Action Humanitaire 2009 – République Démocratique du Congo

[illegible]

## Révision à Mi-Parcours du Plan d'Action Humanitaire 2009 – République Démocratique du Congo

[illegible]

# ANNEXE II. LISTE DE PROJETS ET TABLEAUX DE FINANCEMENT

Table III. Projets groupés par cluster

Code du projet	Agence	Titre du projet	Fonds requis originaux (en dollars E.-U.)	Fonds requis révisés (en dollars E.-U.)	Fonds obtenus (en dollars E.-U.)	% couvert	Fonds restant à recevoir (en dollars E.-U.)	Promesses de dons (en dollars E.-U.)
<b>Biens non alimentaires et abris d'urgence</b>								
DRC-09/S-NF/24194/7830	Non spécifiée	Assister et protéger les personnes déplacées internes, Rélocalisées, retournées (compris rapatriés) et leurs communautés d'accueil. Ituri (District)	10,336,500	10,336,500	-	0%	10,336,500	-
DRC-09/S-NF/24195/7830	Non spécifiée	Assister et protéger les personnes déplacées internes, Rélocalisées, retournées (compris rapatriés) et leurs communautés d'accueil. (Katanga)	2,000,250	2,000,250	-	0%	2,000,250	-
DRC-09/S-NF/24196/7830	Non spécifiée	Assister et protéger les personnes déplacées internes, Rélocalisées, retournées (compris rapatriés) et leurs communautés d'accueil. (NATIONAL)	2,755,000	2,755,000	-	0%	2,755,000	-
DRC-09/S-NF/24197/7830	Non spécifiée	Assister et protéger les personnes déplacées internes, Rélocalisées, retournées (compris rapatriés) et leurs communautés d'accueil. (Nord Kivu)	25,051,750	25,051,750	-	0%	25,051,750	-
DRC-09/S-NF/24198/7830	Non spécifiée	Assister et protéger les personnes déplacées internes, Rélocalisées, retournées (compris rapatriés) et leurs communautés d'accueil. Province Orientale (sauf Ituri)	3,605,000	3,605,000	-	0%	3,605,000	-
DRC-09/S-NF/24199/7830	Non spécifiée	Assister et protéger les personnes déplacées internes, Rélocalisées, retournées (compris rapatriés) et leurs communautés d'accueil. (Sud Kivu)	14,357,500	14,357,500	-	0%	14,357,500	-
DRC-09/S-NF/24355/7830	Non spécifiée	Promouvoir le relèvement communautaire à court terme. (Nord Kivu)	1,500,000	1,500,000	-	0%	1,500,000	-
DRC-09/S-NF/24356/7830	Non spécifiée	Promouvoir le relèvement communautaire à court terme. (Sud Kivu)	2,000,000	2,000,000	-	0%	2,000,000	-
DRC-09/S-NF/24362/7830	Non spécifiée	Promouvoir le relèvement communautaire à court terme. Ituri (District)	1,130,000	1,130,000	-	0%	1,130,000	-
DRC-09/S-NF/24363/7830	Non spécifiée	Promouvoir le relèvement communautaire à court terme. (Katanga)	910,100	910,100	-	0%	910,100	-
DRC-09/S-NF/24364/7830	Non spécifiée	Promouvoir le relèvement communautaire à court terme. Province Orientale (sauf Ituri)	125,000	125,000	-	0%	125,000	-
DRC-09/S-NF/24496/8798	CARITAS Allemagne (DCV)	Reform of living conditions	-	-	343,348	0%	- 343,348	-
DRC-09/S-NF/24498/5157	TEARFUND	Refugee Reintegration, Educ	-	-	998,627	0%	- 998,627	-
DRC-09/S-NF/24519/12795	Developpement & Paix	Shelter and Non-Food Items	-	-	681,159	0%	- 681,159	-
DRC-09/S-NF/24930/R/120	UNHCR	Emergency and transitional shelter for displaced persons and host communities in Haut and Bas Uele districts	-	-	1,077,918	0%	- 1,077,918	-
DRC-09/S-NF/25049/R/120	UNHCR	Shelter Support to Host community families in Kirocha, North Kivu	-	-	97,370	0%	- 97,370	-
DRC-09/S-NF/25051/R/120	UNHCR	Assistance en abris aux IDPs retournées	-	-	471,710	0%	- 471,710	-

**Révision à Mi-Parcours du Plan d'Action Humanitaire 2009 – République Démocratique du Congo**

Code du projet	Agence	Titre du projet	Fonds requis originaux (en dollars E.-U)	Fonds requis révisés (en dollars E.-U)	Fonds obtenus (en dollars E.-U)	% couvert	Fonds restant à recevoir (en dollars E.-U)	Promesses de dons (en dollars E.-U)
DRC-09/S-NF/25055/R	CAFOD	Assistance humanitaire en Kits NFIs à 2000 ménages déplacés suite aux attaques LRA dans le territoire de Dungu; Province Orientale	-	-	312,000	0%	- 312,000	-
DRC-09/S-NF/25069/R/8522	CARITAS DEV GOMA	Aide en NFI aux ménages retournés dans le groupement de Binza.	-	-	239,855	0%	- 239,855	-
DRC-09/S-NF/25079/R/124	UNICEF	Programme élargi d'assistance aux retours (PEAR)	-	-	600,000	0%	- 600,000	-
DRC-09/S-NF/25081/R/124	UNICEF	Stock de Contingence et Initiatives Nationaux en NFI-Abris d'Urgences	-	-	1,031,000	0%	- 1,031,000	-
DRC-09/S-NF/25083/R/124	UNICEF	Programme Élargi d'Assistance aux Retours (PEAR)	-	-	456,000	0%	- 456,000	-
DRC-09/S-NF/25085/R/124	UNICEF	Programme élargi d'assistance aux retournés (PEAR)	-	-	623,275	0%	- 623,275	-
DRC-09/S-NF/25106/R	CONCERN	Assistance d'urgence aux personnes déplacées et aux communautés d'accueil de Masisi, Nord-Kivu	-	-	200,000	0%	- 200,000	-
DRC-09/S-NF/25114/R	WV	Pré positionnement d'un stock de contingence pour cluster NFI/Abris Nord- Kivu 2009	-	-	635,000	0%	- 635,000	-
DRC-09/S-NF/25161/R	UNICEF	Réponse Urgent en Biens Non-Alimentaires (NFI) et Matériels d'Abris d'Urgence a l'Est de la République Démocratique du Congo	-	-	3,210,000	0%	- 3,210,000	-
DRC-09/S-NF/25423/R/7830	Non spécifiée	Shelter and Non-Food Items	-	17,063,455	-	0%	17,063,455	-
<b>Sous total pour les biens non alimentaires et abris d'urgence</b>			<b>63,771,100</b>	<b>80,834,555</b>	<b>10,977,262</b>	<b>14%</b>	<b>69,857,293</b>	<b>-</b>
<b>Coordination</b>								
DRC-09/CSS/24237/7830	Non spécifiée	Assurer les services d'appui.(NATIONAL)	12,402,809	11,792,536	-	0%	11,792,536	-
DRC-09/CSS/24473/119	OCHA	To be allocated to specific project/sector	-	-	5,883,746	0%	- 5,883,746	-
DRC-09/CSS/25036/R	UNDP	Joint Pooled Fund Unit	-	-	1,062,857	0%	- 1,062,857	-
DRC-09/CSS/25142/R/119	OCHA	Strengthening Humanitarian Coordination in the Democratic Republic of the Congo	-	-	3,500,000	0%	- 3,500,000	-
DRC-09/CSS/25143/R/119	OCHA	Joint Pooled Fund Unit	-	-	867,799	0%	- 867,799	-
DRC-09/CSS/25409/R/5834	NRC	Management of IDP camps and sites in Eastern	-	-	381,794	0%	- 381,794	-
<b>Sous total pour la coordination</b>			<b>12,402,809</b>	<b>11,792,536</b>	<b>11,696,196</b>	<b>99%</b>	<b>96,340</b>	<b>-</b>
<b>Eau, hygiène et assainissement</b>								
DRC-09/WS/24200/7830	Non spécifiée	Assister et protéger les personnes déplacées internes, Rélocalisées, retournées (compris rapatriés) et leurs communautés d'accueil. (Bas Congo)	797,060	797,060	-	0%	797,060	-
DRC-09/WS/24201/7830	Non spécifiée	Assister et protéger les personnes déplacées internes, Rélocalisées, retournées (compris rapatriés) et leurs communautés d'accueil. Ituri (District)	1,731,450	1,731,450	-	0%	1,731,450	-
DRC-09/WS/24205/7830	Non spécifiée	Assister et protéger les personnes déplacées internes, Rélocalisées, retournées (compris rapatriés) et leurs communautés d'accueil. (Maniema)	500,000	500,000	-	0%	500,000	-
DRC-09/WS/24206/7830	Non spécifiée	Assister et protéger les personnes déplacées internes, Rélocalisées, retournées (compris rapatriés) et leurs communautés d'accueil. Province Orientale (sauf Ituri)	5,250,000	5,250,000	-	0%	5,250,000	-



**Révision à Mi-Parcours du Plan d'Action Humanitaire 2009 – République Démocratique du Congo**

Code du projet	Agence	Titre du projet	Fonds requis originaux (en dollars E.-U)	Fonds requis révisés (en dollars E.-U)	Fonds obtenus (en dollars E.-U)	% couvert	Fonds restant à recevoir (en dollars E.-U)	Promesses de dons (en dollars E.-U)
DRC-09/WS/24213/7830	Non spécifiée	Assister et protéger les personnes déplacées internes, Rélocalisées, retournées (compris rapatriés) et leurs communautés d'accueil. (Nord Kivu)	18,046,000	18,046,000	-	0%	18,046,000	-
DRC-09/WS/24217/7830	Non spécifiée	Assister et protéger les personnes déplacées internes, Rélocalisées, retournées (compris rapatriés) et leurs communautés d'accueil. (Sud Kivu)	8,250,000	8,250,000	-	0%	8,250,000	-
DRC-09/WS/24258/7830	Non spécifiée	Réduire la mortalité et la morbidité. (Nord Kivu)	1,000,000	1,000,000	-	0%	1,000,000	-
DRC-09/WS/24259/7830	Non spécifiée	Réduire la mortalité et la morbidité. (Sud Kivu)	3,625,000	3,625,000	-	0%	3,625,000	-
DRC-09/WS/24260/7830	Non spécifiée	Réduire la mortalité et la morbidité. (Bandundu)	4,000,000	4,000,000	-	0%	4,000,000	-
DRC-09/WS/24261/7830	Non spécifiée	Réduire la mortalité et la morbidité. (Bas Congo)	396,194	396,194	-	0%	396,194	-
DRC-09/WS/24262/7830	Non spécifiée	Réduire la mortalité et la morbidité. (Equateur)	3,000,000	3,000,000	-	0%	3,000,000	-
DRC-09/WS/24263/7830	Non spécifiée	Réduire la mortalité et la morbidité. Ituri (District)	8,315,874	8,315,874	-	0%	8,315,874	-
DRC-09/WS/24264/7830	Non spécifiée	Réduire la mortalité et la morbidité. (Kasai Occidental)	3,500,000	3,500,000	-	0%	3,500,000	-
DRC-09/WS/24265/7830	Non spécifiée	Réduire la mortalité et la morbidité. (Kasai Oriental)	1,500,000	1,500,000	-	0%	1,500,000	-
DRC-09/WS/24266/7830	Non spécifiée	Réduire la mortalité et la morbidité. (Katanga)	17,750,000	17,750,000	-	0%	17,750,000	-
DRC-09/WS/24267/7830	Non spécifiée	Réduire la mortalité et la morbidité. (Kinshasa)	2,000,000	2,000,000	-	0%	2,000,000	-
DRC-09/WS/24268/7830	Non spécifiée	Réduire la mortalité et la morbidité. (Maniema)	3,000,000	3,000,000	-	0%	3,000,000	-
DRC-09/WS/24269/7830	Non spécifiée	Réduire la mortalité et la morbidité. (NATIONAL)	15,000,000	15,000,000	-	0%	15,000,000	-
DRC-09/WS/24270/7830	Non spécifiée	Réduire la mortalité et la morbidité. Province Orientale (sauf Ituri)	2,120,265	2,120,265	-	0%	2,120,265	-
DRC-09/WS/24357/7830	Non spécifiée	Promouvoir le relèvement communautaire à court terme. (Nord Kivu)	3,500,000	3,500,000	-	0%	3,500,000	-
DRC-09/WS/24358/7830	Non spécifiée	Promouvoir le relèvement communautaire à court terme. (Sud Kivu)	4,200,000	4,200,000	-	0%	4,200,000	-
DRC-09/WS/24365/7830	Non spécifiée	Promouvoir le relèvement communautaire à court terme. (Bas Congo)	601,653	601,653	-	0%	601,653	-
DRC-09/WS/24366/7830	Non spécifiée	Promouvoir le relèvement communautaire à court terme. Ituri (District)	3,500,000	3,500,000	-	0%	3,500,000	-
DRC-09/WS/24489/5162	Mercy Corps	WASH	-	-	1,112,272	0%	- 1,112,272	-
DRC-09/WS/24514/12721	OXFAM Quebec	Water and sanitation	-	-	805,153	0%	- 805,153	-
DRC-09/WS/25042/R/5186	ACF	Programme d'approvisionnement en eau potable et d'amélioration de l'assainissement dans la zone de santé de Kahemba, Province de Bandundu.	-	-	283,759	0%	- 283,759	-
DRC-09/WS/25043/R/5186	ACF	Programme en eau et assainissement pour les populations hôtes, déplacées et retournées des zones de santé de Minova et de Kalehe.	-	-	300,000	0%	- 300,000	-
DRC-09/WS/25048/R/6579	ADRA	50 forages anti cholera dans le couloir de propagation épidémique Kasenga-Lubumbashi-Kipushi, Katanga	-	-	467,000	0%	- 467,000	-
DRC-09/WS/25050/R/8685	APEC	Approvisionnement en eau potable et construction des infrastructures d'assainissement pour la population de la zone de santé de DUNGU	-	-	300,268	0%	- 300,268	-
DRC-09/WS/25053/R	APEDE	Approvisionnement en eau potable et Assainissement de la Cite de Tembo / Kasongolunda	-	-	80,241	0%	- 80,241	-



**Révision à Mi-Parcours du Plan d'Action Humanitaire 2009 – République Démocratique du Congo**

Code du projet	Agence	Titre du projet	Fonds requis originaux (en dollars E.-U)	Fonds requis révisés (en dollars E.-U)	Fonds obtenus (en dollars E.-U)	% couvert	Fonds restant à recevoir (en dollars E.-U)	Promesses de dons (en dollars E.-U)
DRC-09/WS/25061/R/5645	CARE International	Amélioration de l'hygiène familiale à Rutshuru et Kiwanja	-	-	206,437	0%	- 206,437	-
DRC-09/WS/25063/R	CARITAS Allemagne (DCV)	Fourniture d'eau potable pour la zone de santé de Bafwasende et de Bili	-	-	350,382	0%	- 350,382	-
DRC-09/WS/25078/R/8521	CARITAS KINDU	Aménagement de 30 points d'eau potable dans la zone de santé de Punia, Province du Maniema	-	-	256,980	0%	- 256,980	-
DRC-09/WS/25088/R/124	UNICEF	Pré-positionnement et gestion intégrée de matériels, équipements et produits consommables mis à disposition des acteurs humanitaires du cluster WASH	-	-	800,000	0%	- 800,000	-
DRC-09/WS/25090/R/5767	UNOPS	Contribution à la lutte contre le choléra dans la ville de Goma	-	-	152,220	0%	- 152,220	-
DRC-09/WS/25093/R/5128	CESVI	Amélioration de la potabilité de l'eau au bord du Lac Edward via la création de puits, l'introduction du système de potabilisation SODIS et la promotion de systèmes d'hygiène familiaux.	-	-	461,159	0%	- 461,159	-
DRC-09/WS/25094/R/5128	CESVI	Intervention multisectorielle d'urgence aux populations et déplacés de Doruma, Haut Uélé	-	-	554,096	0%	- 554,096	-
DRC-09/WS/25132/R/5179	IRC	Assistance en Eau, Assainissement et Hygiène aux Populations dans les Camps de Déplacées à Kiwanja et Bambu et à celles Retournées sur l'Axe Kiwanja, Ishasha dans le Territoire de Rutshuru .	-	-	430,000	0%	- 430,000	-
DRC-09/WS/25147/R/5120	OXFAM GB	Appui à l'amélioration des conditions d'hygiène et assainissement des populations sinistrées de Bamanya, Djombo, Bosole et Lolifa à Mbandaka	-	-	195,860	0%	- 195,860	-
DRC-09/WS/25148/R	OXFAM GB	Amélioration de la santé publique dans les zones de retour et endémo-épidémiques pour le choléra - Aires de Santé au Bord du lac Albert	-	-	364,613	0%	- 364,613	-
DRC-09/WS/25149/R	OXFAM GB	Amélioration de la santé publique pour les déplacés dans le petit Nord et interventions ponctuelles dans les villages de retour	-	-	450,150	0%	- 450,150	-
DRC-09/WS/25150/R	OXFAM GB	Amélioration de la Santé Publique dans les zones de santé endémiques de choléra, de retour des réfugiés et déplacés au Sud Kivu	-	-	336,489	0%	- 336,489	-
DRC-09/WS/25152/R	OXFAM Quebec	Infrastructures hydrauliques et assainissement Cité de l'espoir	-	-	272,957	0%	- 272,957	-
DRC-09/WS/25159/R	UNICEF	Réponse d'urgence en Eau, Hygiène et Assainissement pour les populations déplacées et les familles d'accueil de la ZS de Dungu, Province Orientale	-	-	500,214	0%	- 500,214	-
DRC-09/WS/25192/R/12875	Inter-Actions	Lutte contre les risques épidémiques dans les aires de santé frontalières de la ZSR de Kuimba, dans le territoire de Tshela, province du Bas Congo	-	-	105,000	0%	- 105,000	-
DRC-09/WS/25311/R/6310	PSI	Amélioration de l'accessibilité à l'eau potable et aux bonnes conditions d'hygiène et assainissement en milieu rural dans la ZS de Kibunzi.	-	-	129,054	0%	- 129,054	-
DRC-09/WS/25312/R/6310	PSI	Promotion de l'Eau Potable et des Comportements Hygienes Clés dans les Zone de Santé de Boende, Basankusu et Bumba en Equateur	-	-	265,710	0%	- 265,710	-

**Révision à Mi-Parcours du Plan d'Action Humanitaire 2009 – République Démocratique du Congo**

Code du projet	Agence	Titre du projet	Fonds requis originaux (en dollars E.-U)	Fonds requis révisés (en dollars E.-U)	Fonds obtenus (en dollars E.-U)	% couvert	Fonds restant à recevoir (en dollars E.-U)	Promesses de dons (en dollars E.-U)
DRC-09/WS/25313/R/6310	PSI	Promotion de l'Eau Potable et de l'Hygiène Améliorée dans le Maniema.	-	-	228,103	0%	- 228,103	-
DRC-09/WS/25314/R/5265	Solidarites-France	Programme d'amélioration de la desserte en eau de la ville de Rutshuru et de la Cité de Kiwanja, Nord Kivu (PHASE II)	-	-	745,000	0%	- 745,000	-
DRC-09/WS/25315/R/5265	Solidarites-France	Construction du réseau gravitaire de Bukama et mise en place de points pilotes de production d'eau potable (Province du Katanga).	-	-	1,532,821	0%	- 1,532,821	-
DRC-09/WS/25416/R/124	UNICEF	WASH	-	-	1,713,972	0%	- 1,713,972	-
DRC-09/WS/25424/R/7830	Non spécifiée	Water and Sanitation	-	5,748,399	-	0%	5,748,399	-
<b>Sous total pour l'eau, l'hygiène et l'assainissement</b>			<b>111,583,496</b>	<b>117,331,895</b>	<b>13,399,910</b>	<b>11%</b>	<b>103,931,985</b>	<b>-</b>
<b>Education</b>								
DRC-09/E/24207/7830	Non spécifiée	Assister et protéger les personnes déplacées internes, Rélocalisées, retournées (compris rapatriés) et leurs communautés d'accueil. (Bandundu)	558,000	558,000	-	0%	558,000	-
DRC-09/E/24208/7830	Non spécifiée	Assister et protéger les personnes déplacées internes, Rélocalisées, retournées (compris rapatriés) et leurs communautés d'accueil. Ituri (District)	1,233,558	1,233,558	-	0%	1,233,558	-
DRC-09/E/24209/7830	Non spécifiée	Assister et protéger les personnes déplacées internes, Rélocalisées, retournées (compris rapatriés) et leurs communautés d'accueil. (Kasaï Occidental)	453,500	453,500	-	0%	453,500	-
DRC-09/E/24210/7830	Non spécifiée	Assister et protéger les personnes déplacées internes, Rélocalisées, retournées (compris rapatriés) et leurs communautés d'accueil. (Kasaï Oriental)	210,000	210,000	-	0%	210,000	-
DRC-09/E/24211/7830	Non spécifiée	Assister et protéger les personnes déplacées internes, Rélocalisées, retournées (compris rapatriés) et leurs communautés d'accueil. (Katanga)	787,500	787,500	-	0%	787,500	-
DRC-09/E/24212/7830	Non spécifiée	Assister et protéger les personnes déplacées internes, Rélocalisées, retournées (compris rapatriés) et leurs communautés d'accueil. (Kinshasa)	469,780	469,780	-	0%	469,780	-
DRC-09/E/24216/7830	Non spécifiée	Assister et protéger les personnes déplacées internes, Rélocalisées, retournées (compris rapatriés) et leurs communautés d'accueil. Province Orientale (sauf Ituri)	1,268,000	1,268,000	-	0%	1,268,000	-
DRC-09/E/24238/7830	Non spécifiée	Assurer les services d'appui. (NATIONAL)	200,000	200,000	-	0%	200,000	-
DRC-09/E/24249/7830	Non spécifiée	Assister et protéger les personnes déplacées internes, Rélocalisées, retournées (compris rapatriés) et leurs communautés d'accueil. (Nord Kivu)	6,705,650	5,981,787	-	0%	5,981,787	-
DRC-09/E/24251/7830	Non spécifiée	Assister et protéger les personnes déplacées internes, Rélocalisées, retournées (compris rapatriés) et leurs communautés d'accueil. (Sud Kivu)	6,054,500	6,054,500	-	0%	6,054,500	-
DRC-09/E/24271/7830	Non spécifiée	Réduire la mortalité et la morbidité. (Kasaï Occidental)	26,080	26,080	-	0%	26,080	-
DRC-09/E/24338/7830	Non spécifiée	Renforcer la protection des populations civiles. Ituri (District)	707,798	707,798	-	0%	707,798	-
DRC-09/E/24339/7830	Non spécifiée	Renforcer la protection des populations civiles. (Katanga)	265,000	265,000	-	0%	265,000	-

**Révision à Mi-Parcours du Plan d'Action Humanitaire 2009 – République Démocratique du Congo**

Code du projet	Agence	Titre du projet	Fonds requis originaux (en dollars E.-U)	Fonds requis révisés (en dollars E.-U)	Fonds obtenus (en dollars E.-U)	% couvert	Fonds restant à recevoir (en dollars E.-U)	Promesses de dons (en dollars E.-U)
DRC-09/E/24340/7830	Non spécifiée	Renforcer la protection des populations civiles. Province Orientale (sauf Ituri)	185,000	185,000	-	0%	185,000	-
DRC-09/E/24367/7830	Non spécifiée	Promouvoir le relèvement communautaire à court terme. (Bas Congo)	779,732	779,732	-	0%	779,732	-
DRC-09/E/24368/7830	Non spécifiée	Promouvoir le relèvement communautaire à court terme. (Equateur)	2,055,000	2,055,000	-	0%	2,055,000	-
DRC-09/E/24369/7830	Non spécifiée	Promouvoir le relèvement communautaire à court terme. Ituri (District)	966,598	966,598	-	0%	966,598	-
DRC-09/E/24370/7830	Non spécifiée	Promouvoir le relèvement communautaire à court terme. (Kasaï Occidental)	531,300	531,300	-	0%	531,300	-
DRC-09/E/24371/7830	Non spécifiée	Promouvoir le relèvement communautaire à court terme. (Kasaï Oriental)	535,000	535,000	-	0%	535,000	-
DRC-09/E/24372/7830	Non spécifiée	Promouvoir le relèvement communautaire à court terme. (Katanga)	655,575	655,575	-	0%	655,575	-
DRC-09/E/24373/7830	Non spécifiée	Promouvoir le relèvement communautaire à court terme. (Maniema)	750,000	750,000	-	0%	750,000	-
DRC-09/E/25052/R/124	UNICEF	Amélioration de l'accès des enfants à l'éducation de qualité et la promotion de la culture de la paix dans la localité de Mwenge dans le Territoire de Pweto	-	-	146,259	0%	- 146,259	-
DRC-09/E/25054/R	UNICEF	Education non formelle en situation d'urgence au Sud Kivu	-	-	141,258	0%	- 141,258	-
DRC-09/E/25080/R/12862	CARITAS UVIRA	Programme de réhabilitation et revitalisation des infrastructures scolaires pour augmenter l'accès, la qualité et la protection des enfants dans les communautés affectées par les conflits armés dans le territoire de Mwenga au Sud Kivu, RDC.	-	-	128,405	0%	- 128,405	-
DRC-09/E/25082/R/5128	CESVI	Soutien Éducatif aux populations retournées de l'axe Loda-Londroma- Mabendi	-	-	403,957	0%	- 403,957	-
DRC-09/E/25133/R	JRS	Education Primaire et secondaire des élèves déplacés et retournés à Rutshuru	-	-	326,550	0%	- 326,550	-
DRC-09/E/25140/R	NRC	Projet d'appui à l'éducation de base en faveur des populations déplacées et des communautés d'accueil sur l'axe Katanga-Sebele, Territoire de Fizi, Province du Sud Kivu	-	-	223,161	0%	- 223,161	-
DRC-09/E/25155/R	SC - UK	Accès à une éducation de base de qualité pour les enfants déplacés/ retournés et autres enfants vulnérables du Sud Lubero	-	-	262,500	0%	- 262,500	-
DRC-09/E/25158/R	UNICEF	Education d'urgence aux enfants et aux adolescents affectés par les conflits dans le territoire de Dungu (District du Haut Uélé)	-	-	662,247	0%	- 662,247	-
DRC-09/E/25188/R/12873	BDC Anglican	Réhabilitation et équipement de 2 écoles primaires dans le territoire de MalembaNkulu	-	-	100,000	0%	- 100,000	-
DRC-09/E/25189/R/12872	BDD Kasongo	Projet de réhabilitation des infrastructures scolaires en faveur des communautés affectées par les conflits armés dans le territoire de Shabunda au Sud Kivu, RDC	-	-	122,000	0%	- 122,000	-
DRC-09/E/25417/R/124	UNICEF	Education	-	-	-	0%	-	-
<b>Sous total pour l'éducation</b>			<b>25,397,571</b>	<b>24,673,708</b>	<b>2,516,337</b>	<b>10%</b>	<b>22,157,371</b>	<b>-</b>

**Révision à Mi-Parcours du Plan d'Action Humanitaire 2009 – République Démocratique du Congo**

Code du projet	Agence	Titre du projet	Fonds requis originaux (en dollars E.-U.)	Fonds requis révisés (en dollars E.-U.)	Fonds obtenus (en dollars E.-U.)	% couvert	Fonds restant à recevoir (en dollars E.-U.)	Promesses de dons (en dollars E.-U.)
<b>Logistique</b>								
DRC-09/CSS/24203/7830	Non spécifiée	Assurer les services d'appui. (Nord Kivu)	5,005,659	5,005,659	-	0%	5,005,659	-
DRC-09/CSS/24204/7830	Non spécifiée	Assurer les services d'appui. (Sud Kivu)	10,520,000	10,520,000	-	0%	10,520,000	-
DRC-09/CSS/24214/7830	Non spécifiée	Assurer les services d'appui. (Equateur)	4,812,000	4,812,000	-	0%	4,812,000	-
DRC-09/CSS/24215/7830	Non spécifiée	Assurer les services d'appui. Ituri (District)	1,654,000	1,654,000	-	0%	1,654,000	-
DRC-09/CSS/24224/7830	Non spécifiée	Assurer les services d'appui. (Kasaï Oriental)	1,255,000	1,255,000	-	0%	1,255,000	-
DRC-09/CSS/24225/7830	Non spécifiée	Assurer les services d'appui. (Katanga)	11,049,750	11,049,750	-	0%	11,049,750	-
DRC-09/CSS/24226/7830	Non spécifiée	Assurer les services d'appui. (Maniema)	2,306,000	2,306,000	-	0%	2,306,000	-
DRC-09/CSS/24227/7830	Non spécifiée	Assurer les services d'appui. (NATIONAL)	20,293,000	20,293,000	-	0%	20,293,000	-
DRC-09/CSS/24408/7830	Non spécifiée	Assurer les services d'appui. (Kasaï Occidental)	655,000	655,000	-	0%	655,000	-
DRC-09/CSS/24409/7830	Non spécifiée	Assurer les services d'appui. Province Orientale (sauf Ituri)	2,350,000	2,350,000	-	0%	2,350,000	-
DRC-09/CSS/24491/6579	ADRA	Logistics/Operations support	-	-	1,056,621	0%	- 1,056,621	-
DRC-09/CSS/24545/561	WFP	WFP Logistics Augmentation aimed at Managing Logistics Cluster Activities	-	-	7,496,705	0%	- 7,496,705	-
DRC-09/CSS/24653/R/561	WFP	UN Humanitarian Air Service	-	-	6,863,163	0%	- 6,863,163	-
DRC-09/CSS/25071/R/8521	CARITAS KINDU	Réouverture du tronçon Kinkungwa-Lubile (35 Km) sur l'axe routier Kindu-Kalima-Lubile dans le Territoire de Pangi	-	-	287,606	0%	- 287,606	-
DRC-09/CSS/25073/R/8521	CARITAS KINDU	Remplacement des traverses de 20 ponts sur le chemin de fer au niveau du tronçon Kindu-Samba.	-	-	50,177	0%	- 50,177	-
DRC-09/CSS/25095/R/561	WFP	Augmentation des capacités d'entreposage au Nord Kivu	-	-	128,400	0%	- 128,400	-
DRC-09/CSS/25105/R	CONCERN	Réhabilitation durable des routes et ponts dans la zone de Dubié, territoire de Pweto	-	-	334,082	0%	- 334,082	-
DRC-09/CSS/25126/R	FAO	Réhabilitation du Pont Mpemba et Construction des Dalots Axe Routier Kabwe-Mulongo-Kataki-Ngoya de 42 km Territoire de Malemba Nkulu	-	-	92,809	0%	- 92,809	-
DRC-09/CSS/25127/R	FAO	Appui aux opérations humanitaires et à la sécurité alimentaire de 3.000 ménages par la réhabilitation de 11 Km de route Linzo-Makembi-Tchuchubo	-	-	176,283	0%	- 176,283	-
DRC-09/CSS/25130/R	IOM	Réhabilitation du pont de Kafubwe.	-	-	87,580	0%	- 87,580	-
DRC-09/CSS/25131/R	IOM	Réhabilitation des ponts axe Kitchanga Pinga	-	-	352,298	0%	- 352,298	-
DRC-09/CSS/25139/R/7678	Malteser International	Réhabilitation des ouvrages d'art entre Kigulube et Byangama sur la route N502 Burhale - Shabunda, en territoire de Shabunda	-	-	585,205	0%	- 585,205	-
DRC-09/CSS/25187/R/8695	PRIMA SYNERGIE	Réparation Pont Kimanga (Balear), Uvira.	-	-	90,444	0%	- 90,444	-
DRC-09/CSS/25425/R/7830	Non spécifiée	Logistic	-	3,841,918	-	0%	3,841,918	-
<b>Sous total pour la logistique</b>			<b>59,900,409</b>	<b>63,742,327</b>	<b>17,601,373</b>	<b>28%</b>	<b>46,140,954</b>	<b>-</b>
<b>Multi-secteur</b>								
DRC-09/MS/24501/5160	IMC	Health, Nutrition, Protection, and WASH	-	-	2,882,567	0%	- 2,882,567	-
DRC-09/MS/24502/5195	MERLIN	Health, Nutrition, Protection, and WASH (North	-	-	1,780,849	0%	- 1,780,849	-
DRC-09/MS/24503/5006	DWHH	Economy and market systems, logistics and	-	-	1,700,242	0%	- 1,700,242	-

**Révision à Mi-Parcours du Plan d'Action Humanitaire 2009 – République Démocratique du Congo**

Code du projet	Agence	Titre du projet	Fonds requis originaux (en dollars E.-U)	Fonds requis révisés (en dollars E.-U)	Fonds obtenus (en dollars E.-U)	% couvert	Fonds restant à recevoir (en dollars E.-U)	Promesses de dons (en dollars E.-U)
DRC-09/MS/24507/7133	CARITAS	Emergency support for displaced populations in	-	-	131,234	0%	- 131,234	-
DRC-09/MS/24508/6116	Samaritan's Purse	Logistics and Relief Commodities, WASH	-	-	1,019,750	0%	- 1,019,750	-
DRC-09/MS/24509/12758	Enfance Tiers Monde asbl	Emergency Aid - War victims GOMA-DRC	-	-	285,039	0%	- 285,039	-
DRC-09/MS/24511/5186	ACF	Water, sanitation and agriculture	-	-	1,444,444	0%	- 1,444,444	-
DRC-09/MS/24513/5486	SC - Canada	Health, medical and water	-	-	515,298	0%	- 515,298	-
DRC-09/MS/24547/5789	Diakonie Emergency Aid	First aid for people in need	-	-	466,008	0%	- 466,008	-
DRC-09/MS/24927/R/124	UNICEF	Réponse d'urgence multisectorielle dans les territoires du Bas et Haut Uele, Province Orientale	-	-	1,143,509	0%	- 1,143,509	-
DRC-09/MS/24955/R/6027	PU	Agriculture and Food Security, Economy and Market Systems	-	-	1,000,000	0%	- 1,000,000	-
DRC-09/MS/25404/R/8798	CARITAS Allemagne (DCV)	Support for the reintegration and food security	-	-	976,290	0%	- 976,290	-
DRC-09/MS/25406/R/12809	TG	Logistics and Relief Commodities	-	-	83,504	0%	- 83,504	-
DRC-09/MS/25411/R/5177	Malteser International	Assistance sanitaire et alimentaire en faveur des populations vulnérables au Sud Kivu	-	-	2,897,233	0%	- 2,897,233	-
DRC-09/MS/25412/R/5722	Caritas France	Consolidation et renforcement des moyens d'existence, amélioration de l'état de la sécurité alimentaire des populations retournées et des ménages résidents vulnérables de la province Nord Kivu, RDC	-	-	895,141	0%	- 895,141	-
DRC-09/MS/25419/R/124	UNICEF	Rapid Response Mechanism	-	-	6,327,859	0%	- 6,327,859	-
DRC-09/MS/25420/R/124	UNICEF	Programme of Expanded Assistance to Returns	-	-	5,406,230	0%	- 5,406,230	-
<b>Sous total pour multi-secteur</b>			-	-	<b>28,955,197</b>	<b>0%</b>	<b>- 28,955,197</b>	-
<b>Nutrition</b>								
DRC-09/H/24202/7830	Non spécifiée	Restaurer les moyens de subsistance. (NATIONAL)	266,653	266,653	-	0%	266,653	-
DRC-09/H/24218/7830	Non spécifiée	Assister et protéger les personnes déplacées internes, Rélocalisées, retournées (compris rapatriés) et leurs communautés d'accueil.Ituri (District)	2,424,499	2,424,499	-	0%	2,424,499	-
DRC-09/H/24219/7830	Non spécifiée	Assister et protéger les personnes déplacées internes, Rélocalisées, retournées (compris rapatriés) et leurs communautés d'accueil.Province Orientale (sauf Ituri)	339,037	339,037	-	0%	339,037	-
DRC-09/H/24252/7830	Non spécifiée	Assister et protéger les personnes déplacées internes, Rélocalisées, retournées (compris rapatriés) et leurs communautés d'accueil. (Nord Kivu)	1,926,297	1,926,297	-	0%	1,926,297	-
DRC-09/H/24253/7830	Non spécifiée	Assister et protéger les personnes déplacées internes, Rélocalisées, retournées (compris rapatriés) et leurs communautés d'accueil. (Sud Kivu)	1,410,167	1,410,167	-	0%	1,410,167	-
DRC-09/H/24272/7830	Non spécifiée	Réduire la mortalité et la morbidité. (Bandundu)	1,057,851	1,057,851	-	0%	1,057,851	-
DRC-09/H/24273/7830	Non spécifiée	Réduire la mortalité et la morbidité. (Bas Congo)	1,191,137	1,191,137	-	0%	1,191,137	-
DRC-09/H/24274/7830	Non spécifiée	Réduire la mortalité et la morbidité. (Equateur)	1,041,317	1,041,317	-	0%	1,041,317	-
DRC-09/H/24275/7830	Non spécifiée	Réduire la mortalité et la morbidité. Ituri (District)	1,079,071	1,079,071	-	0%	1,079,071	-

**Révision à Mi-Parcours du Plan d'Action Humanitaire 2009 – République Démocratique du Congo**

Code du projet	Agence	Titre du projet	Fonds requis originaux (en dollars E.-U)	Fonds requis révisés (en dollars E.-U)	Fonds obtenus (en dollars E.-U)	% couvert	Fonds restant à recevoir (en dollars E.-U)	Promesses de dons (en dollars E.-U)
DRC-09/H/24276/7830	Non spécifiée	Réduire la mortalité et la morbidité. (Kasaï Occidental)	1,380,744	1,380,744	-	0%	1,380,744	-
DRC-09/H/24277/7830	Non spécifiée	Réduire la mortalité et la morbidité. (Kasaï Oriental)	1,742,738	1,742,738	-	0%	1,742,738	-
DRC-09/H/24278/7830	Non spécifiée	Réduire la mortalité et la morbidité. (Katanga)	2,793,957	2,793,957	-	0%	2,793,957	-
DRC-09/H/24279/7830	Non spécifiée	Réduire la mortalité et la morbidité. (Kinshasa)	1,879,876	1,879,876	-	0%	1,879,876	-
DRC-09/H/24280/7830	Non spécifiée	Réduire la mortalité et la morbidité. (Maniema)	669,168	669,168	-	0%	669,168	-
DRC-09/H/24281/7830	Non spécifiée	Réduire la mortalité et la morbidité. (NATIONAL)	4,728,978	4,728,978	-	0%	4,728,978	-
DRC-09/H/24282/7830	Non spécifiée	Réduire la mortalité et la morbidité. Province Orientale (sauf Ituri)	1,444,308	1,444,308	-	0%	1,444,308	-
DRC-09/H/24293/7830	Non spécifiée	Réduire la mortalité et la morbidité. (Nord Kivu)	4,344,809	4,344,809	-	0%	4,344,809	-
DRC-09/H/24295/7830	Non spécifiée	Réduire la mortalité et la morbidité. (Sud Kivu)	3,247,913	3,247,913	-	0%	3,247,913	-
DRC-09/H/24311/7830	Non spécifiée	Restaurer les moyens de subsistance. (Nord Kivu)	244,991	244,991	-	0%	244,991	-
DRC-09/H/24312/7830	Non spécifiée	Restaurer les moyens de subsistance. (Sud Kivu)	183,140	183,140	-	0%	183,140	-
DRC-09/H/24313/7830	Non spécifiée	Restaurer les moyens de subsistance. (Bandundu)	59,649	59,649	-	0%	59,649	-
DRC-09/H/24314/7830	Non spécifiée	Restaurer les moyens de subsistance. (Bas Congo)	67,165	67,165	-	0%	67,165	-
DRC-09/H/24315/7830	Non spécifiée	Restaurer les moyens de subsistance. (Equateur)	58,717	58,717	-	0%	58,717	-
DRC-09/H/24316/7830	Non spécifiée	Restaurer les moyens de subsistance. Ituri (District)	60,846	60,846	-	0%	60,846	-
DRC-09/H/24317/7830	Non spécifiée	Restaurer les moyens de subsistance. (Kasaï Occidental)	77,856	77,856	-	0%	77,856	-
DRC-09/H/24318/7830	Non spécifiée	Restaurer les moyens de subsistance. (Kasaï Oriental)	98,268	98,268	-	0%	98,268	-
DRC-09/H/24319/7830	Non spécifiée	Restaurer les moyens de subsistance. (Katanga)	157,543	157,543	-	0%	157,543	-
DRC-09/H/24320/7830	Non spécifiée	Restaurer les moyens de subsistance. (Kinshasa)	106,001	106,001	-	0%	106,001	-
DRC-09/H/24321/7830	Non spécifiée	Restaurer les moyens de subsistance. (Maniema)	37,732	37,732	-	0%	37,732	-
DRC-09/H/24322/7830	Non spécifiée	Restaurer les moyens de subsistance. Province Orientale (sauf Ituri)	81,440	81,440	-	0%	81,440	-
DRC-09/H/24359/7830	Non spécifiée	Promouvoir le relèvement communautaire à court terme. (Nord Kivu)	3,490,751	3,490,751	-	0%	3,490,751	-
DRC-09/H/24360/7830	Non spécifiée	Promouvoir le relèvement communautaire à court terme. (Sud Kivu)	2,609,471	2,609,471	-	0%	2,609,471	-
DRC-09/H/24374/7830	Non spécifiée	Promouvoir le relèvement communautaire à court terme. (Bandundu)	849,910	849,910	-	0%	849,910	-
DRC-09/H/24375/7830	Non spécifiée	Promouvoir le relèvement communautaire à court terme. (Bas Congo)	956,995	956,995	-	0%	956,995	-
DRC-09/H/24376/7830	Non spécifiée	Promouvoir le relèvement communautaire à court terme. (Equateur)	836,625	836,625	-	0%	836,625	-
DRC-09/H/24377/7830	Non spécifiée	Promouvoir le relèvement communautaire à court terme. Ituri (District)	866,958	866,958	-	0%	866,958	-
DRC-09/H/24378/7830	Non spécifiée	Promouvoir le relèvement communautaire à court terme. (Kasaï Occidental)	1,109,331	1,109,331	-	0%	1,109,331	-
DRC-09/H/24379/7830	Non spécifiée	Promouvoir le relèvement communautaire à court terme. (Kasaï Oriental)	1,400,168	1,400,168	-	0%	1,400,168	-
DRC-09/H/24380/7830	Non spécifiée	Promouvoir le relèvement communautaire à court terme. (Katanga)	2,244,749	2,244,749	-	0%	2,244,749	-
DRC-09/H/24381/7830	Non spécifiée	Promouvoir le relèvement communautaire à court terme. (Kinshasa)	1,510,349	1,510,349	-	0%	1,510,349	-

**Révision à Mi-Parcours du Plan d'Action Humanitaire 2009 – République Démocratique du Congo**

Code du projet	Agence	Titre du projet	Fonds requis originaux (en dollars E.-U)	Fonds requis révisés (en dollars E.-U)	Fonds obtenus (en dollars E.-U)	% couvert	Fonds restant à recevoir (en dollars E.-U)	Promesses de dons (en dollars E.-U)
DRC-09/H/24382/7830	Non spécifiée	Promouvoir le relèvement communautaire à court terme. (Maniema)	537,630	537,630	-	0%	537,630	-
DRC-09/H/24383/7830	Non spécifiée	Promouvoir le relèvement communautaire à court terme. (NATIONAL)	3,799,404	3,799,404	-	0%	3,799,404	-
DRC-09/H/24385/7830	Non spécifiée	Promouvoir le relèvement communautaire à court terme. Province Orientale (sauf Ituri)	1,160,400	1,160,400	-	0%	1,160,400	-
DRC-09/H/25033/R/5186	ACF	Projet de réhabilitation nutritionnelle d'urgence dans les zones de santé de Masimanimba et Yassa Bonga	-	-	392,000	0%	- 392,000	-
DRC-09/H/25034/R	SC - UK	Renforcement de la Prise en Charge Communautaire de la Malnutrition Aigue dans la zone de santé de Mweso	-	-	300,000	0%	- 300,000	-
DRC-09/H/25035/R/5186	ACF	Projet de réhabilitation nutritionnelle d'urgence dans les Zones de Santé de Kolle et Lomela	-	-	536,701	0%	- 536,701	-
DRC-09/H/25037/R/5186	ACF	Projet de réhabilitation nutritionnelle d'urgence dans les zones de santé d'Ankoro et Mulongo	-	-	362,000	0%	- 362,000	-
DRC-09/H/25038/R/5186	ACF	Programme de réhabilitation nutritionnelle d'urgence dans le ZS de Walikale, Kibua et Kirotsse, Territoire de Walikale et Masisi au Nord Kivu	-	-	522,570	0%	- 522,570	-
DRC-09/H/25040/R/5186	ACF	Programme de réhabilitation nutritionnelle d'urgence dans les Zones de Santé de Bunyakiri et Kalonge, Territoire de Kalehe, Province du Sud Kivu	-	-	246,000	0%	- 246,000	-
DRC-09/H/25044/R	ADRA	Projet d'appui à la prise en charge des enfants malnutris sévère selon le Protocole PCCMA dans 5 zones de santé de la Province de l'Equateur	-	-	385,927	0%	- 385,927	-
DRC-09/H/25065/R/124	UNICEF	Réhabilitation nutritionnelle dans la ZS de Tshikapa	-	-	512,000	0%	- 512,000	-
DRC-09/H/25066/R/8522	CARITAS DEV GOMA	Réhabilitation nutritionnelle chez les enfants de moins de 5 ans dans la zone de santé de BIRAMBIZO	-	-	161,000	0%	- 161,000	-
DRC-09/H/25067/R/124	UNICEF	Prépositionnement des intrants et équipements nutritionnels	-	-	658,000	0%	- 658,000	-
DRC-09/H/25068/R/124	UNICEF	Appui nutritionnel d'urgence dans la zone de santé de Fizi, Ruzizi et Niangezi.	-	-	159,000	0%	- 159,000	-
DRC-09/H/25070/R/124	UNICEF	Protection des filles et femmes du Bas-Congo contre la traite, l'exploitation et les violences sexuelles.	-	-	117,850	0%	- 117,850	-
DRC-09/H/25108/R/5167	COOPI	Prise en charge communautaire de la malnutrition aiguë intégrée dans les structures de santé de la zone de santé de Géthy et Boga	-	-	218,976	0%	- 218,976	-
DRC-09/H/25111/R/536	WV	Réhabilitation nutritionnelle dans la Zone de Santé de Rwanguba.	-	-	220,000	0%	- 220,000	-
DRC-09/H/25112/R	COOPI	Prise en charge communautaire de la malnutrition aiguë dans les structures de santé existantes de la ZS de Kamiji	-	-	271,299	0%	- 271,299	-
DRC-09/H/25113/R	CRAFOD	Prise en charge de la malnutrition dans les territoires de retour de Tshela et Kimvula dans la province du Bas Congo.	-	-	165,000	0%	- 165,000	-
DRC-09/H/25157/R	UNICEF	Pre-positionnement d'intrants nutritionnels dans le nord Kivu et Ituri	-	-	650,000	0%	- 650,000	-



**Révision à Mi-Parcours du Plan d'Action Humanitaire 2009 – République Démocratique du Congo**

Code du projet	Agence	Titre du projet	Fonds requis originaux (en dollars E.-U)	Fonds requis révisés (en dollars E.-U)	Fonds obtenus (en dollars E.-U)	% couvert	Fonds restant à recevoir (en dollars E.-U)	Promesses de dons (en dollars E.-U)
DRC-09/H/25190/R/7655	BDOM	Appui d'urgence à la prise en charge des enfants mal nourris aigues, aux femmes allaitantes de la Cité de l'Espoir et des aires de santé avoisinantes	-	-	350,704	0%	- 350,704	-
DRC-09/H/25191/R/12874	IEDA Relief	Appui à la réhabilitation nutritionnelle dans la Zone de Santé de Birambizo (Aires de santé de Tongo, Kabizo et Butare).	-	-	120,000	0%	- 120,000	-
DRC-09/H/25415/R/124	UNICEF	Nutrition	-	-	2,017,840	0%	- 2,017,840	-
DRC-09/H/25427/R/7830	Non spécifiée	Nutrition	-	9,767,090	-	0%	9,767,090	-
<b>Sous total pour la nutrition</b>			<b>55 574 609</b>	<b>65 341 699</b>	<b>8 366 867</b>	<b>13%</b>	<b>56 974 832</b>	<b>-</b>
<b>Protection</b>								
DRC-09/P-HR-RL/24220/7830	Non spécifiée	Assister et protéger les personnes déplacées internes, Rélocalisées, retournées (compris rapatriés) et leurs communautés d'accueil. (Bandundu)	1,210,000	1,210,000	-	0%	1,210,000	-
DRC-09/P-HR-RL/24221/7830	Non spécifiée	Assister et protéger les personnes déplacées internes, Rélocalisées, retournées (compris rapatriés) et leurs communautés d'accueil. (Equateur)	3,000,000	3,000,000	-	0%	3,000,000	-
DRC-09/P-HR-RL/24222/7830	Non spécifiée	Assister et protéger les personnes déplacées internes, Rélocalisées, retournées (compris rapatriés) et leurs communautés d'accueil. Ituri (District)	28,706,462	28,706,462	-	0%	28,706,462	-
DRC-09/P-HR-RL/24223/7830	Non spécifiée	Assister et protéger les personnes déplacées internes, Rélocalisées, retournées (compris rapatriés) et leurs communautés d'accueil. (Kasaï Occidental)	90,075	90,075	-	0%	90,075	-
DRC-09/P-HR-RL/24228/7830	Non spécifiée	Assister et protéger les personnes déplacées internes, Rélocalisées, retournées (compris rapatriés) et leurs communautés d'accueil. (Kasaï Oriental)	75,000	75,000	-	0%	75,000	-
DRC-09/P-HR-RL/24229/7830	Non spécifiée	Assister et protéger les personnes déplacées internes, Rélocalisées, retournées (compris rapatriés) et leurs communautés d'accueil. (Katanga)	10,000,000	10,000,000	-	0%	10,000,000	-
DRC-09/P-HR-RL/24230/7830	Non spécifiée	Assister et protéger les personnes déplacées internes, Rélocalisées, retournées (compris rapatriés) et leurs communautés d'accueil. (Kinshasa)	745,000	745,000	-	0%	745,000	-
DRC-09/P-HR-RL/24336/7830	Non spécifiée	Renforcer la protection des populations civiles. (Nord Kivu)	11,000,000	11,000,000	-	0%	11,000,000	-
DRC-09/P-HR-RL/24337/7830	Non spécifiée	Renforcer la protection des populations civiles. (Sud Kivu)	6,000,000	6,000,000	-	0%	6,000,000	-
DRC-09/P-HR-RL/24341/7830	Non spécifiée	Renforcer la protection des populations civiles. (Bandundu)	916,000	916,000	-	0%	916,000	-
DRC-09/P-HR-RL/24342/7830	Non spécifiée	Renforcer la protection des populations civiles. (Bas Congo)	1,130,450	1,130,450	-	0%	1,130,450	-
DRC-09/P-HR-RL/24343/7830	Non spécifiée	Renforcer la protection des populations civiles. (Equateur)	1,750,000	1,750,000	-	0%	1,750,000	-
DRC-09/P-HR-RL/24344/7830	Non spécifiée	Renforcer la protection des populations civiles. Ituri (District)	5,365,000	5,365,000	-	0%	5,365,000	-
DRC-09/P-HR-RL/24345/7830	Non spécifiée	Renforcer la protection des populations civiles. (Kasaï Occidental)	571,180	571,180	-	0%	571,180	-
DRC-09/P-HR-RL/24346/7830	Non spécifiée	Renforcer la protection des populations civiles. (Kasaï Oriental)	870,000	870,000	-	0%	870,000	-
DRC-09/P-HR-RL/24347/7830	Non spécifiée	Renforcer la protection des populations civiles. (Katanga)	10,000,000	10,000,000	-	0%	10,000,000	-

**Révision à Mi-Parcours du Plan d'Action Humanitaire 2009 – République Démocratique du Congo**

Code du projet	Agence	Titre du projet	Fonds requis originaux (en dollars E.-U)	Fonds requis révisés (en dollars E.-U)	Fonds obtenus (en dollars E.-U)	% couvert	Fonds restant à recevoir (en dollars E.-U)	Promesses de dons (en dollars E.-U)
DRC-09/P-HR-RL/24348/7830	Non spécifiée	Renforcer la protection des populations civiles. (Kinshasa)	250,000	250,000	-	0%	250,000	-
DRC-09/P-HR-RL/24349/7830	Non spécifiée	Renforcer la protection des populations civiles. (Maniema)	3,500,000	3,500,000	-	0%	3,500,000	-
DRC-09/P-HR-RL/24350/7830	Non spécifiée	Renforcer la protection des populations civiles. (NATIONAL)	1,000,000	1,000,000	-	0%	1,000,000	-
DRC-09/P-HR-RL/24351/7830	Non spécifiée	Renforcer la protection des populations civiles. Province Orientale (sauf Ituri)	3,000,000	3,000,000	-	0%	3,000,000	-
DRC-09/P-HR-RL/24495/5328	Danchurchaid	Demining	-	-	1,232,505	0%	- 1,232,505	-
DRC-09/P-HR-RL/24497/5827	SCG	Refugee Assistance	-	-	249,995	0%	- 249,995	-
DRC-09/P-HR-RL/25028/R	SC - UK	Surveillance et protection des enfants affectés par le conflit en Ituri de toutes formes d'abus, violence et violations de leurs droits	-	-	295,000	0%	- 295,000	-
DRC-09/P-HR-RL/25039/R/120	UNHCR	Prise en charge juridique et psychosociale et suivi judiciaire de victimes de violences sexuelles et d'autres violations graves de droits de l'homme	-	-	250,745	0%	- 250,745	-
DRC-09/P-HR-RL/25041/R/120	UNHCR	Renforcement du monitoring de protection et de sa réponse au travers de formations et de la prise en charge juridique des victimes de VS	-	-	450,971	0%	- 450,971	-
DRC-09/P-HR-RL/25045/R	UNHCR	Protection et assistance d'urgence aux personnes déplacées du Haut Uélé, Province Orientale	-	-	817,906	0%	- 817,906	-
DRC-09/P-HR-RL/25046/R	UNHCR	Assistance aux Personnes Déplacées du Territoire de Bafwasende	-	-	147,000	0%	- 147,000	-
DRC-09/P-HR-RL/25047/R/120	UNHCR	Assistance administrative et judiciaire aux victimes de violence et appui au processus de résolution des conflits intercommunautaires et fonciers	-	-	280,612	0%	- 280,612	-
DRC-09/P-HR-RL/25072/R/124	UNICEF	Assistance holistique des cas incidents des violences sexuelles dans les territoires de Lisala et de Gbadolite.	-	-	128,789	0%	- 128,789	-
DRC-09/P-HR-RL/25074/R/124	UNICEF	Appui à la réintégration socio-économique, éducative et communautaire des filles séparées et exploitées sorties de forces et groupes armés dans le territoire de Basankusu et ses environs (District de l'Equateur)	-	-	146,922	0%	- 146,922	-
DRC-09/P-HR-RL/25075/R/124	UNICEF	Appui à la réintégration sociocommunautaire, économique et éducative des enfants sortis des forces et groupes armés	-	-	242,157	0%	- 242,157	-
DRC-09/P-HR-RL/25076/R/8521	CARITAS KINDU	Prise en charge psychosociale des victimes des violences sexuelles dans les Territoires de Punia et Kailo (Collectivité de Balanga).	-	-	139,479	0%	- 139,479	-
DRC-09/P-HR-RL/25077/R/124	UNICEF	Emergency Protection Response for Internally Displaced Children in and around Settlements in the petit Nord, North Kivu, DRC	-	-	175,000	0%	- 175,000	-
DRC-09/P-HR-RL/25089/R/5128	CESVI	Soutien aux couches vulnérables des zones de retours du lac Albert	-	-	292,217	0%	- 292,217	-
DRC-09/P-HR-RL/25116/R/5328	Danchurchaid	"Programme intégré de Lutte Anti-Mines	-	-	145,001	0%	- 145,001	-
DRC-09/P-HR-RL/25129/R	HI	Lutte anti-mines et restes explosifs de guerre	-	-	147,007	0%	- 147,007	-
DRC-09/P-HR-RL/25141/R	NRC	Projet de renforcement des capacités de Monitoring de protection au Nord Kivu, Province du Nord-Kivu, en République Démocratique du Congo.	-	-	201,112	0%	- 201,112	-

**Révision à Mi-Parcours du Plan d'Action Humanitaire 2009 – République Démocratique du Congo**

Code du projet	Agence	Titre du projet	Fonds requis originaux (en dollars E.-U)	Fonds requis révisés (en dollars E.-U)	Fonds obtenus (en dollars E.-U)	% couvert	Fonds restant à recevoir (en dollars E.-U)	Promesses de dons (en dollars E.-U)
DRC-09/P-HR-RL/25145/R/5120	OXFAM GB	Renforcer la protection des populations civiles dans le Territoire de Lubero, Nord Kivu	-	-	260,214	0%	- 260,214	-
DRC-09/P-HR-RL/25146/R/5120	OXFAM GB	Renforcer la protection des populations civiles dans le Territoires des Kalehe et Mwenga, Sud Kivu	-	-	278,243	0%	- 278,243	-
DRC-09/P-HR-RL/25151/R	OXFAM Quebec	Prise en charge des Rescapés Adultes de la LRA	-	-	358,720	0%	- 358,720	-
DRC-09/P-HR-RL/25160/R	UNICEF	Réponse de protection et assistance aux enfants affectés par les conflits dans le territoire de Dungu, Prov Orientale	-	-	632,314	0%	- 632,314	-
DRC-09/P-HR-RL/25316/R/5844	WC	Projet sur la mise en place d'espaces jeunes et de comités de protection à la Cité de L'Espoir.	-	-	231,000	0%	- 231,000	-
DRC-09/P-HR-RL/25408/R/5753	HI B	Protection des personnes en situation de handicap (PSH) dans les situations de crise humanitaire, conflit Nord Kivu	-	-	338,859	0%	- 338,859	-
DRC-09/P-HR-RL/25418/R/124	UNICEF	Child Protection & Mine Risk Education	-	-	800,000	0%	- 800,000	-
DRC-09/P-HR-RL/25428/R/7830	Non spécifiée	Protection	-	2,794,925	-	0%	2,794,925	-
<b>Sous total pour la protection</b>			<b>89,179,167</b>	<b>91,974,092</b>	<b>8,241,768</b>	<b>9%</b>	<b>83,732,324</b>	<b>-</b>
<b>Relèvement communautaire</b>								
DRC-09/ER/24361/7830	Non spécifiée	Promouvoir le relèvement communautaire à court terme. (Nord Kivu)	19,150,000	19,150,000	-	0%	19,150,000	-
DRC-09/ER/24386/7830	Non spécifiée	Promouvoir le relèvement communautaire à court terme. (Bas Congo)	1,430,000	1,430,000	-	0%	1,430,000	-
DRC-09/ER/24387/7830	Non spécifiée	Promouvoir le relèvement communautaire à court terme. (Equateur)	2,000,000	2,000,000	-	0%	2,000,000	-
DRC-09/ER/24388/7830	Non spécifiée	Promouvoir le relèvement communautaire à court terme. Ituri (District)	3,357,000	3,357,000	-	0%	3,357,000	-
DRC-09/ER/24389/7830	Non spécifiée	Promouvoir le relèvement communautaire à court terme. (Katanga)	10,000,000	10,000,000	-	0%	10,000,000	-
DRC-09/ER/24390/7830	Non spécifiée	Promouvoir le relèvement communautaire à court terme. (Kinshasa)	750,000	750,000	-	0%	750,000	-
DRC-09/ER/24391/7830	Non spécifiée	Promouvoir le relèvement communautaire à court terme. (Maniema)	2,500,000	2,500,000	-	0%	2,500,000	-
DRC-09/ER/24392/7830	Non spécifiée	Promouvoir le relèvement communautaire à court terme. (NATIONAL)	50,000	-	-	0%	-	-
DRC-09/ER/24393/7830	Non spécifiée	Promouvoir le relèvement communautaire à court terme. Province Orientale (sauf Ituri)	1,600,000	1,600,000	-	0%	1,600,000	-
DRC-09/ER/24492/5349	HI	Economy and Market Systems (South Kivu)	-	-	192,404	0%	- 192,404	-
<b>Sous total pour le relèvement communautaire</b>			<b>40,837,000</b>	<b>40,787,000</b>	<b>192,404</b>	<b>0%</b>	<b>40,594,596</b>	<b>-</b>
<b>Santé</b>								
DRC-09/H/24231/7830	Non spécifiée	Assister et protéger les personnes déplacées internes, Rélocalisées, retournées (compris rapatriés) et leurs communautés d'accueil. (Bandundu)	420,000	420,000	-	0%	420,000	-
DRC-09/H/24232/7830	Non spécifiée	Assister et protéger les personnes déplacées internes, Rélocalisées, retournées (compris rapatriés) et leurs communautés d'accueil. (Equateur)	300,000	300,000	-	0%	300,000	-

**Révision à Mi-Parcours du Plan d'Action Humanitaire 2009 – République Démocratique du Congo**

Code du projet	Agence	Titre du projet	Fonds requis originaux (en dollars E.-U)	Fonds requis révisés (en dollars E.-U)	Fonds obtenus (en dollars E.-U)	% couvert	Fonds restant à recevoir (en dollars E.-U)	Promesses de dons (en dollars E.-U)
DRC-09/H/24233/7830	Non spécifiée	Assister et protéger les personnes déplacées internes, Rélocalisées, retournées (compris rapatriés) et leurs communautés d'accueil. (Katanga)	3,291,222	3,291,222	-	0%	3,291,222	-
DRC-09/H/24234/7830	Non spécifiée	Assister et protéger les personnes déplacées internes, Rélocalisées, retournées (compris rapatriés) et leurs communautés d'accueil. (Kinshasa)	35,000	35,000	-	0%	35,000	-
DRC-09/H/24235/7830	Non spécifiée	Assister et protéger les personnes déplacées internes, Rélocalisées, retournées (compris rapatriés) et leurs communautés d'accueil. (NATIONAL)	2,500,000	2,500,000	-	0%	2,500,000	-
DRC-09/H/24236/7830	Non spécifiée	Assister et protéger les personnes déplacées internes, Rélocalisées, retournées (compris rapatriés) et leurs communautés d'accueil. Province Orientale (sauf Ituri)	535,034	535,034	-	0%	535,034	-
DRC-09/H/24254/7830	Non spécifiée	Assister et protéger les personnes déplacées internes, Rélocalisées, retournées (compris rapatriés) et leurs communautés d'accueil. (Sud Kivu)	2,690,000	2,690,000	-	0%	2,690,000	-
DRC-09/H/24255/7830	Non spécifiée	Assister et protéger les personnes déplacées internes, Rélocalisées, retournées (compris rapatriés) et leurs communautés d'accueil. (Nord Kivu)	1,265,000	1,265,000	-	0%	1,265,000	-
DRC-09/H/24283/7830	Non spécifiée	Réduire la mortalité et la morbidité. (Bandundu)	4,058,000	4,058,000	-	0%	4,058,000	-
DRC-09/H/24284/7830	Non spécifiée	Réduire la mortalité et la morbidité. (Bas Congo)	3,654,600	3,654,600	-	0%	3,654,600	-
DRC-09/H/24285/7830	Non spécifiée	Réduire la mortalité et la morbidité. (Equateur)	2,700,000	2,700,000	-	0%	2,700,000	-
DRC-09/H/24286/7830	Non spécifiée	Réduire la mortalité et la morbidité. Ituri (District)	5,726,000	5,726,000	-	0%	5,726,000	-
DRC-09/H/24287/7830	Non spécifiée	Réduire la mortalité et la morbidité. (Kasaï Occidental)	1,235,366	1,235,366	-	0%	1,235,366	-
DRC-09/H/24288/7830	Non spécifiée	Réduire la mortalité et la morbidité. (Kasaï Oriental)	3,575,000	3,575,000	-	0%	3,575,000	-
DRC-09/H/24289/7830	Non spécifiée	Réduire la mortalité et la morbidité. (Katanga)	7,679,519	7,679,519	-	0%	7,679,519	-
DRC-09/H/24290/7830	Non spécifiée	Réduire la mortalité et la morbidité. (Kinshasa)	1,550,000	1,550,000	-	0%	1,550,000	-
DRC-09/H/24291/7830	Non spécifiée	Réduire la mortalité et la morbidité. (Maniema)	1,754,000	1,754,000	-	0%	1,754,000	-
DRC-09/H/24292/7830	Non spécifiée	Réduire la mortalité et la morbidité. (NATIONAL)	250,000	250,000	-	0%	250,000	-
DRC-09/H/24294/7830	Non spécifiée	Réduire la mortalité et la morbidité. Province Orientale (sauf Ituri)	2,400,000	2,400,000	-	0%	2,400,000	-
DRC-09/H/24307/7830	Non spécifiée	Réduire la mortalité et la morbidité. (Nord Kivu)	6,122,000	6,122,000	-	0%	6,122,000	-
DRC-09/H/24308/7830	Non spécifiée	Réduire la mortalité et la morbidité. (Sud Kivu)	18,500,000	18,500,000	-	0%	18,500,000	-
DRC-09/H/24352/7830	Non spécifiée	Renforcer la protection des populations civiles. (Kasaï Oriental)	575,000	575,000	-	0%	575,000	-
DRC-09/H/24353/7830	Non spécifiée	Renforcer la protection des populations civiles. (NATIONAL)	650,000	650,000	-	0%	650,000	-
DRC-09/H/24354/7830	Non spécifiée	Renforcer la protection des populations civiles. (Nord Kivu)	265,000	265,000	-	0%	265,000	-
DRC-09/H/24384/7830	Non spécifiée	Promouvoir le relèvement communautaire à court terme. (Nord Kivu)	543,000	543,000	-	0%	543,000	-
DRC-09/H/24394/7830	Non spécifiée	Promouvoir le relèvement communautaire à court terme. (NATIONAL)	3,687,508	3,687,508	-	0%	3,687,508	-
DRC-09/H/24474/122	WHO	To be allocated to specific project/sector	-	-	347,947	0%	- 347,947	-
DRC-09/H/24488/12757	UniverSud-Liège	Support for blood transfusion services in Goma	-	-	284,565	0%	- 284,565	-
DRC-09/H/24490/7133	CARITAS	Rehabilitation of health centers in North Kivu	-	-	124,642	0%	- 124,642	-

**Révision à Mi-Parcours du Plan d'Action Humanitaire 2009 – République Démocratique du Congo**

Code du projet	Agence	Titre du projet	Fonds requis originaux (en dollars E.-U)	Fonds requis révisés (en dollars E.-U)	Fonds obtenus (en dollars E.-U)	% couvert	Fonds restant à recevoir (en dollars E.-U)	Promesses de dons (en dollars E.-U)
DRC-09/H/24493/6833	Missionszentrale der Franziskaner e.V.	Aid supplies and medical	-	-	301,252	0%	- 301,252	-
DRC-09/H/24505/6484	MEMISA	Strategic stock medicines and non food items	-	-	1,640,420	0%	- 1,640,420	-
DRC-09/H/24523/1024	Johanniter Unfallhilfe e.V.	Strengthening of basic medicare by securing the primary health care in Mweso	-	-	526,059	0%	- 526,059	-
DRC-09/H/24543/5349	HI	Medical aid	-	-	710,252	0%	- 710,252	-
DRC-09/H/25056/R/124	UNICEF	Projet d'appui aux soins de sante primaires d'urgence aux familles d'accueil des déplacées vulnérables de la zone de Sante de Niangara	-	-	307,371	0%	- 307,371	-
DRC-09/H/25057/R/124	UNICEF	Appui aux soins de santé d'urgence aux populations vulnérables de la Zone de santé de Mutema dans la Province du Kasai Occidental.	-	-	110,000	0%	- 110,000	-
DRC-09/H/25058/R/124	UNICEF	Appui aux soins de SSP d'urgence pour les populations de la ZS Kamiji	-	-	113,672	0%	- 113,672	-
DRC-09/H/25060/R/124	UNICEF	Projet multisectoriel d'appui d'urgence aux soins de santé primaires, à la sécurité des transfusions et SONUB dans le territoire de PWETO	-	-	260,200	0%	- 260,200	-
DRC-09/H/25062/R/124	UNICEF	Projet d'appui aux soins de santé primaires en faveur des populations affectées par conflit /retour des Zones de Sante de Mweso et de Kiotshe	-	-	475,002	0%	- 475,002	-
DRC-09/H/25064/R/124	UNICEF	Organisations des accélérations vaccinales dans les zones de santé de déplacés de Minova et de Mulungu.	-	-	290,116	0%	- 290,116	-
DRC-09/H/25086/R/5128	CESVI	Réhabilitation sanitaire et soutien médical aux centres de santé les plus vulnérables de la ZS de Jiba et de Linga	-	-	414,978	0%	- 414,978	-
DRC-09/H/25097/R/122	WHO	Appui à la sécurité transfusionnelle d'urgence en faveur des femmes enceintes et les enfants dans les ZS de Kuimba, Kinkonzi, kimpese et Nsona-Mpangu	-	-	167,000	0%	- 167,000	-
DRC-09/H/25099/R	WHO	Appui aux soins de santé primaire d'urgence aux populations déplacées internes et des familles d'accueil dans Dungu	-	-	151,515	0%	- 151,515	-
DRC-09/H/25100/R	WHO	Appui d'urgence à la riposte contre les épidémies dans la ZS de Kamiji	-	-	153,010	0%	- 153,010	-
DRC-09/H/25102/R/122	WHO	Appui d'urgence à la lutte contre les épidémies de choléra au Maniema dans les zones de santé de Kindu, Alunguli et Kailo	-	-	168,000	0%	- 168,000	-
DRC-09/H/25104/R	WHO	Appui aux soins de santé primaire d'urgence aux populations déplacées internes et des familles d'accueil dans la zone de Bunyakiri au Sud Kivu	-	-	258,073	0%	- 258,073	-
DRC-09/H/25109/R/122	WHO	Appui d'urgence à la promotion des pratiques clés en matière d'hygiène (eau et assainissement) dans la ZS de Bumba	-	-	87,814	0%	- 87,814	-
DRC-09/H/25128/R	FFP	Appui d'urgence à la lutte contre le VIH/SIDA dans la ZS KAJIJI d'accueil des personnes refoulés d'Angola au Bandundu	-	-	67,000	0%	- 67,000	-

**Révision à Mi-Parcours du Plan d'Action Humanitaire 2009 – République Démocratique du Congo**

Code du projet	Agence	Titre du projet	Fonds requis originaux (en dollars E.-U)	Fonds requis révisés (en dollars E.-U)	Fonds obtenus (en dollars E.-U)	% couvert	Fonds restant à recevoir (en dollars E.-U)	Promesses de dons (en dollars E.-U)
DRC-09/H/25137/R	Malteser International	Aide d'urgence pour la population vulnérable de Faradje et les déplacés provenant de Watsa, Durba, Moku, Adi et Ariwara	-	-	230,282	0%	- 230,282	-
DRC-09/H/25138/R	MERLIN	Soins d'urgence pour les populations affectées dans les ZS de Goma et Karisimbi	-	-	164,079	0%	- 164,079	-
DRC-09/H/25400/R/5120	OXFAM GB	Emergency public health services for populations affected by conflict in North Kivu	-	-	790,514	0%	- 790,514	-
DRC-09/H/25402/R/5749	AMI	Aide médicale en faveur des populations du district Sud de la Province du Sud Kivu	-	-	2,092,050	0%	- 2,092,050	-
DRC-09/H/25403/R/5120	OXFAM GB	Emergency assistance for IDPs - prevention and reduction of illnesses	-	-	718,432	0%	- 718,432	-
DRC-09/H/25414/R/124	UNICEF	Health	-	-	-	0%	-	-
DRC-09/H/25429/R/7830	Non spécifiée	Health	-	161,000	-	0%	161,000	-
<b>Sous total pour Santé</b>			<b>75,961,249</b>	<b>76,122,249</b>	<b>10,954,245</b>	<b>14%</b>	<b>65,168,004</b>	<b>-</b>
<b>Sécurité alimentaire</b>								
DRC-09/A/24239/7830	Non spécifiée	Assister et protéger les personnes déplacées internes, Rélocalisées, retournées (compris rapatriés) et leurs communautés d'accueil. (Bandundu)	300,000	300,000	-	0%	300,000	-
DRC-09/A/24240/7830	Non spécifiée	Assister et protéger les personnes déplacées internes, Rélocalisées, retournées (compris rapatriés) et leurs communautés d'accueil. (Bas Congo)	332,500	332,500	-	0%	332,500	-
DRC-09/A/24241/7830	Non spécifiée	Assister et protéger les personnes déplacées internes, Rélocalisées, retournées (compris rapatriés) et leurs communautés d'accueil. (Equateur)	3,456,400	3,456,400	-	0%	3,456,400	-
DRC-09/A/24242/7830	Non spécifiée	Assister et protéger les personnes déplacées internes, Rélocalisées, retournées (compris rapatriés) et leurs communautés d'accueil. Ituri (District)	7,728,301	7,728,301	-	0%	7,728,301	-
DRC-09/A/24243/7830	Non spécifiée	Assister et protéger les personnes déplacées internes, Rélocalisées, retournées (compris rapatriés) et leurs communautés d'accueil. (Kasaï Occidental)	1,260,000	1,260,000	-	0%	1,260,000	-
DRC-09/A/24244/7830	Non spécifiée	Assister et protéger les personnes déplacées internes, Rélocalisées, retournées (compris rapatriés) et leurs communautés d'accueil. (Kasaï Oriental)	1,260,000	1,260,000	-	0%	1,260,000	-
DRC-09/A/24245/7830	Non spécifiée	Assister et protéger les personnes déplacées internes, Rélocalisées, retournées (compris rapatriés) et leurs communautés d'accueil. (Katanga)	8,906,330	8,906,330	-	0%	8,906,330	-
DRC-09/A/24246/7830	Non spécifiée	Assister et protéger les personnes déplacées internes, Rélocalisées, retournées (compris rapatriés) et leurs communautés d'accueil. (Kinshasa)	125,000	125,000	-	0%	125,000	-
DRC-09/A/24247/7830	Non spécifiée	Assister et protéger les personnes déplacées internes, Rélocalisées, retournées (compris rapatriés) et leurs communautés d'accueil. (Maniema)	2,148,440	2,148,440	-	0%	2,148,440	-
DRC-09/A/24248/7830	Non spécifiée	Assister et protéger les personnes déplacées internes, Rélocalisées, retournées (compris rapatriés) et leurs communautés d'accueil. (NATIONAL)	3,957,347	3,957,347	-	0%	3,957,347	-

**Révision à Mi-Parcours du Plan d'Action Humanitaire 2009 – République Démocratique du Congo**

Code du projet	Agence	Titre du projet	Fonds requis originaux (en dollars E.-U.)	Fonds requis révisés (en dollars E.-U.)	Fonds obtenus (en dollars E.-U.)	% couvert	Fonds restant à recevoir (en dollars E.-U.)	Promesses de dons (en dollars E.-U.)
DRC-09/A/24250/7830	Non spécifiée	Assister et protéger les personnes déplacées internes, Rélocalisées, retournées (compris rapatriés) et leurs communautés d'accueil. Province Orientale (sauf Ituri)	4,929,250	4,929,250	-	0%	4,929,250	-
DRC-09/A/24256/7830	Non spécifiée	Assister et protéger les personnes déplacées internes, Rélocalisées, retournées (compris rapatriés) et leurs communautés d'accueil. (Sud Kivu)	10,815,480	10,815,480	-	0%	10,815,480	-
DRC-09/A/24257/7830	Non spécifiée	Assister et protéger les personnes déplacées internes, Rélocalisées, retournées (compris rapatriés) et leurs communautés d'accueil. (Nord Kivu)	28,880,520	28,880,520	-	0%	28,880,520	-
DRC-09/A/24296/7830	Non spécifiée	Réduire la mortalité et la morbidité. (Bandundu)	120,000	120,000	-	0%	120,000	-
DRC-09/A/24297/7830	Non spécifiée	Réduire la mortalité et la morbidité. (Bas Congo)	133,000	133,000	-	0%	133,000	-
DRC-09/A/24298/7830	Non spécifiée	Réduire la mortalité et la morbidité. (Equateur)	1,382,560	1,382,560	-	0%	1,382,560	-
DRC-09/A/24299/7830	Non spécifiée	Réduire la mortalité et la morbidité. Ituri (District)	3,091,320	3,091,320	-	0%	3,091,320	-
DRC-09/A/24300/7830	Non spécifiée	Réduire la mortalité et la morbidité. (Kasaï Occidental)	504,000	504,000	-	0%	504,000	-
DRC-09/A/24301/7830	Non spécifiée	Réduire la mortalité et la morbidité. (Kasaï Oriental)	504,000	504,000	-	0%	504,000	-
DRC-09/A/24302/7830	Non spécifiée	Réduire la mortalité et la morbidité. (Katanga)	3,562,532	3,562,532	-	0%	3,562,532	-
DRC-09/A/24303/7830	Non spécifiée	Réduire la mortalité et la morbidité. (Kinshasa)	50,000	50,000	-	0%	50,000	-
DRC-09/A/24304/7830	Non spécifiée	Réduire la mortalité et la morbidité. (Maniema)	859,376	859,376	-	0%	859,376	-
DRC-09/A/24305/7830	Non spécifiée	Réduire la mortalité et la morbidité. (NATIONAL)	1,582,939	1,582,939	-	0%	1,582,939	-
DRC-09/A/24306/7830	Non spécifiée	Réduire la mortalité et la morbidité. Province Orientale (sauf Ituri)	1,971,700	1,971,700	-	0%	1,971,700	-
DRC-09/A/24309/7830	Non spécifiée	Réduire la mortalité et la morbidité. (Sud Kivu)	4,326,192	4,326,192	-	0%	4,326,192	-
DRC-09/A/24310/7830	Non spécifiée	Réduire la mortalité et la morbidité. (Nord Kivu)	11,552,208	11,552,208	-	0%	11,552,208	-
DRC-09/A/24323/7830	Non spécifiée	Restaurer les moyens de subsistance. (Bandundu)	600,000	600,000	-	0%	600,000	-
DRC-09/A/24324/7830	Non spécifiée	Restaurer les moyens de subsistance. (Bas Congo)	665,000	665,000	-	0%	665,000	-
DRC-09/A/24325/7830	Non spécifiée	Restaurer les moyens de subsistance. (Equateur)	6,912,800	6,912,800	-	0%	6,912,800	-
DRC-09/A/24326/7830	Non spécifiée	Restaurer les moyens de subsistance. Ituri (District)	15,456,604	15,456,604	-	0%	15,456,604	-
DRC-09/A/24327/7830	Non spécifiée	Restaurer les moyens de subsistance. (Kasaï Occidental)	2,520,000	2,520,000	-	0%	2,520,000	-
DRC-09/A/24328/7830	Non spécifiée	Restaurer les moyens de subsistance. (Kasaï Oriental)	2,520,000	2,520,000	-	0%	2,520,000	-
DRC-09/A/24329/7830	Non spécifiée	Restaurer les moyens de subsistance. (Katanga)	17,812,660	17,812,660	-	0%	17,812,660	-
DRC-09/A/24330/7830	Non spécifiée	Restaurer les moyens de subsistance. (Kinshasa)	250,000	250,000	-	0%	250,000	-
DRC-09/A/24331/7830	Non spécifiée	Restaurer les moyens de subsistance. (Maniema)	4,296,880	4,296,880	-	0%	4,296,880	-
DRC-09/A/24332/7830	Non spécifiée	Restaurer les moyens de subsistance. (NATIONAL)	7,914,693	7,914,693	-	0%	7,914,693	-
DRC-09/A/24333/7830	Non spécifiée	Restaurer les moyens de subsistance. Province Orientale (sauf Ituri)	9,858,500	9,858,500	-	0%	9,858,500	-
DRC-09/A/24334/7830	Non spécifiée	Restaurer les moyens de subsistance. (Nord Kivu)	57,761,040	57,761,040	-	0%	57,761,040	-
DRC-09/A/24335/7830	Non spécifiée	Restaurer les moyens de subsistance. (Sud Kivu)	21,630,960	21,630,960	-	0%	21,630,960	-
DRC-09/A/24395/7830	Non spécifiée	Promouvoir le relèvement communautaire à court terme. (Bandundu)	180,000	180,000	-	0%	180,000	-
DRC-09/A/24396/7830	Non spécifiée	Promouvoir le relèvement communautaire à court terme. (Bas Congo)	199,500	199,500	-	0%	199,500	-
DRC-09/A/24397/7830	Non spécifiée	Promouvoir le relèvement communautaire à court terme. (Equateur)	2,073,840	2,073,840	-	0%	2,073,840	-



**Révision à Mi-Parcours du Plan d'Action Humanitaire 2009 – République Démocratique du Congo**

Code du projet	Agence	Titre du projet	Fonds requis originaux (en dollars E.-U)	Fonds requis révisés (en dollars E.-U)	Fonds obtenus (en dollars E.-U)	% couvert	Fonds restant à recevoir (en dollars E.-U)	Promesses de dons (en dollars E.-U)
DRC-09/A/24398/7830	Non spécifiée	Promouvoir le relèvement communautaire à court terme. Ituri (District)	4,636,980	4,636,980	-	0%	4,636,980	-
DRC-09/A/24399/7830	Non spécifiée	Promouvoir le relèvement communautaire à court terme. (Kasaï Occidental)	756,000	756,000	-	0%	756,000	-
DRC-09/A/24400/7830	Non spécifiée	Promouvoir le relèvement communautaire à court terme. (Kasaï Oriental)	756,000	756,000	-	0%	756,000	-
DRC-09/A/24401/7830	Non spécifiée	Promouvoir le relèvement communautaire à court terme. (Katanga)	5,343,798	5,343,798	-	0%	5,343,798	-
DRC-09/A/24402/7830	Non spécifiée	Promouvoir le relèvement communautaire à court terme. (Kinshasa)	75,000	75,000	-	0%	75,000	-
DRC-09/A/24403/7830	Non spécifiée	Promouvoir le relèvement communautaire à court terme. (Maniema)	1,289,064	1,289,064	-	0%	1,289,064	-
DRC-09/A/24404/7830	Non spécifiée	Promouvoir le relèvement communautaire à court terme. (NATIONAL)	2,374,408	2,374,408	-	0%	2,374,408	-
DRC-09/A/24405/7830	Non spécifiée	Promouvoir le relèvement communautaire à court terme. Province Orientale (sauf Ituri)	2,957,550	2,957,550	-	0%	2,957,550	-
DRC-09/A/24406/7830	Non spécifiée	Promouvoir le relèvement communautaire à court terme. (Nord Kivu)	17,328,312	17,328,312	-	0%	17,328,312	-
DRC-09/A/24407/7830	Non spécifiée	Promouvoir le relèvement communautaire à court terme. (Sud Kivu)	6,489,288	6,489,288	-	0%	6,489,288	-
DRC-09/A/24515/6768	SECADEV	Aide aux populations retournées suite à la crise d'octobre 2008	-	-	319,693	0%	- 319,693	-
DRC-09/A/24557/123	FAO	Awaiting allocation to specific project	-	-	8,873,414	0%	- 8,873,414	-
DRC-09/A/24929/R/123	FAO	Fourniture d'urgence d'intrants agricoles a 9,500 familles vulnérables affectées par les conflits dans le Haut et Bas Uele, Province Orientale	-	-	832,274	0%	- 832,274	-
DRC-09/A/25098/R/5816	CISP	Restauration des moyens de subsistance et prévention de la malnutrition par un appui à la production agricole et maraîchère des ménages extrêmement vulnérables dans les ZS de Luambo, terr. De Luiza et Kamonia au Kasai Occidental	-	-	300,000	0%	- 300,000	-
DRC-09/A/25101/R/5003	CONCERN	Restaurer les moyens de subsistance des personnes retournées et leurs communautés d'accueil dans 29 villages des groupements de Dubié et Mwenge, territoire de Pweto	-	-	400,000	0%	- 400,000	-
DRC-09/A/25107/R/5167	COOPI	Soutien à l'augmentation de la production de denrées alimentaires agricoles produites et sécurisation alimentaire des enfants dans le territoire de Kamiji, au Kasai Oriental	-	-	241,500	0%	- 241,500	-
DRC-09/A/25117/R/123	FAO	Appui d'urgence à 3.700 ménages d'enfants malnutris et autres ménages vulnérables en forte insécurité alimentaire dans le territoire de Masi Manimba et Kahemba (Province du Bandundu).	-	-	379,000	0%	- 379,000	-
DRC-09/A/25118/R/123	FAO	Réduire l'insécurité alimentaire de 3.500 ménages due aux dernières calamités naturelles dans 5 territoires de l'Equateur	-	-	400,000	0%	- 400,000	-

**Révision à Mi-Parcours du Plan d'Action Humanitaire 2009 – République Démocratique du Congo**

Code du projet	Agence	Titre du projet	Fonds requis originaux (en dollars E.-U)	Fonds requis révisés (en dollars E.-U)	Fonds obtenus (en dollars E.-U)	% couvert	Fonds restant à recevoir (en dollars E.-U)	Promesses de dons (en dollars E.-U)
DRC-09/A/25119/R/123	FAO	Appui d'urgence au rétablissement des capacités de production alimentaire de 3462 ménages vulnérables à Lomela, Luilu, Kole, Kabinda	-	-	474,500	0%	- 474,500	-
DRC-09/A/25120/R/123	FAO	Appui à la relance de la production agro-pastorale de 3 100 ménages vulnérables dans les villages de Iyolo (Kinkonja) Mulongo, Tuta (Ankoro).	-	-	398,000	0%	- 398,000	-
DRC-09/A/25121/R/123	FAO	Appui à la relance des capacités de production de 5 000 familles avec enfants mal nourris provenant des centres de réhabilitation nutritionnelle au Maniema	-	-	396,408	0%	- 396,408	-
DRC-09/A/25122/R/123	FAO	Stocks stratégique d'intrants agricoles en vue de renforcer la sécurité alimentaire des vulnérables, phase II	-	-	2,156,760	0%	- 2,156,760	-
DRC-09/A/25123/R/123	FAO	Positionnement rapide de stocks stratégiques d'intrants agricoles en vue de renforcer la SA et la stabilisation de 9 500 ménages vulnérables retournés sur leur Zone d'habitation d'origine	-	-	750,098	0%	- 750,098	-
DRC-09/A/25124/R/123	FAO	Assistance agricole d'urgence aux populations de la zone de santé de Yaleko	-	-	241,001	0%	- 241,001	-
DRC-09/A/25125/R/123	FAO	Renforcement des disponibilités en semences de qualité et en boutures saines de manioc résistantes à la mosaïque dans 4 territoires du Sud Kivu.	-	-	427,424	0%	- 427,424	-
DRC-09/A/25134/R/5502	LWF	Appui à la relance des activités agricoles des 2000 ménages retournés en collectivité des Walendu Bindi en territoire d'Irumu	-	-	224,082	0%	- 224,082	-
DRC-09/A/25135/R/5502	LWF	Renforcement de la sécurité alimentaire des populations retournées et des déplacés dans la zone de retour Kasugho.	-	-	240,000	0%	- 240,000	-
DRC-09/A/25154/R/6286	OXFAM Solidarite	Contribution à la relance des moyens de subsistance des populations vulnérables du territoire de Mwenga	-	-	1,018,634	0%	- 1,018,634	-
DRC-09/F/24476/561	WFP	Targeted food assistance for relief and recovery	-	-	185,474,659	0%	- 185,474,659	1,353,772
DRC-09/F/24494/5328	Danchurchaid	Food	-	-	704,289	0%	- 704,289	-
DRC-09/F/24512/5804	CFGB	Food aid	-	-	1,610,306	0%	- 1,610,306	-
DRC-09/F/24931/R/561	WFP	Assistance d'urgence aux populations affectées par l'insécurité dans le District de Haut Uele, Province Orientale	-	-	22,275,232	0%	- 22,275,232	898,259
DRC-09/F/25026/R/5186	ACF	Amélioration de la sécurité alimentaire des populations vulnérables dans la zone de santé de Walikale	-	-	283,000	0%	- 283,000	-
DRC-09/F/25029/R/5186	ACF	Programme d'appui à la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la Zone de Sante d'Aketi	-	-	329,000	0%	- 329,000	-
DRC-09/F/25031/R/5186	ACF	Amélioration de la sécurité alimentaire des populations vulnérables dans les zones de santé de Minova et de Kalehe	-	-	275,576	0%	- 275,576	-
DRC-09/F/25084/R/5128	CESVI	Projet de sécurité alimentaire dans le territoire de Dungu en Haut Uélé, RDC	-	-	329,828	0%	- 329,828	-
DRC-09/F/25096/R/5059	Chr. Aid	Campagne d'urgence de vaccination et traitement élargie des caprins dans les territoires de Punia, Kailo, Pangl.	-	-	201,500	0%	- 201,500	-
DRC-09/F/25103/R/5003	CONCERN	Masisi food security programme	-	-	258,935	0%	- 258,935	-

**Révision à Mi-Parcours du Plan d'Action Humanitaire 2009 – République Démocratique du Congo**

Code du projet	Agence	Titre du projet	Fonds requis originaux (en dollars E.-U)	Fonds requis révisés (en dollars E.-U)	Fonds obtenus (en dollars E.-U)	% couvert	Fonds restant à recevoir (en dollars E.-U)	Promesses de dons (en dollars E.-U)
DRC-09/F/25136/R	LWF	Renforcement de la sécurité alimentaire des populations retournées et des déplacés dans la zone de retour Kasugho.	-	-	174,000	0%	- 174,000	-
DRC-09/F/25144/R/5120	OXFAM GB	Appui à la sécurité alimentaire, amélioration de la nutrition et moyens d'existence de 2500 ménages sinistrés et retournés de Mbandaka.	-	-	190,021	0%	- 190,021	-
DRC-09/F/25401/R/6027	PU	Food and seeds distribution	-	-	915,931	0%	- 915,931	-
DRC-09/F/25405/R/5504	GTZ	Food aid beside the food security program	-	-	697,350	0%	- 697,350	-
DRC-09/F/25407/R/5186	ACF	Food and seeds distributions	-	-	602,362	0%	- 602,362	-
DRC-09/F/25410/R/12889	SC - Caritas	Food and seeds distribution	-	-	209,974	0%	- 209,974	-
DRC-09/F/25430/R/7830	Non spécifiée	Food security	-	77,253,909	-	0%	77,253,909	-
<b>Sous total pour la sécurité alimentaire</b>			<b>296,398,272</b>	<b>373,652,181</b>	<b>232,604,751</b>	<b>62%</b>	<b>141,047,430</b>	<b>2,252,031</b>
<b>Cluster non spécifié</b>								
DRC-09/SNYS/24477/124	UNICEF	To be allocated to specific project/sector	-	-	-	0%	-	3,867,651
DRC-09/SNYS/24478/120	UNHCR	To be allocated to specific project/sector	-	-	40,325,602	0%	- 40,325,602	-
DRC-09/SNYS/24479/7622	Pooled funding	To be allocated to specific project/sector	-	-	55,193,810	0%	- 55,193,810	-
<b>Sous total pour Cluster non spécifié</b>			<b>-</b>	<b>-</b>	<b>95,519,412</b>	<b>0%</b>	<b>- 95,519,412</b>	<b>3,867,651</b>
<b>Grand Total</b>								
			<b>831,005,682</b>	<b>946,252,242</b>	<b>441,025,722</b>	<b>47%</b>	<b>505,226,520</b>	<b>6,119,682</b>

**Table IV: Assistance humanitaire par bailleur de fonds (pour les projets inclus dans le Plan d'Action Humanitaire)**

Plan d'Action Humanitaire pour la République Démocratique du Congo 2009

Au 25 juin 2009

<http://www.reliefweb.int/fts>

Compilé par le BCAH sur la base d'informations fournies par les bailleurs de fonds et les agences

Bailleur de fonds Montant en dollars E.-U	Financement	% du Grand Total	Promesses de dons
Fonds reportés (bailleur non spécifié)	131,073,017	29.7 %	-
Etats-Unis	81,316,383	18.4 %	3,867,651
Royaume-Uni	52,982,000	12.0 %	-
Commission Européenne (ECHO)	29,509,940	6.7 %	-
Suède	24,589,936	5.6 %	-
Pays-Bas	17,599,970	4.0 %	-
Belgique	17,484,154	4.0 %	-
Canada	14,566,801	3.3 %	-
Central Emergency Response Fund (CERF)	12,950,354	2.9 %	-
Irlande	11,424,677	2.6 %	-
Japon	7,192,732	1.6 %	-
Allemagne	6,715,544	1.5 %	-
Australie	5,092,287	1.2 %	-
Allocation de fonds non-alloués par les agences des Nations Unies	4,760,432	1.1 %	-
Norvège	3,386,429	0.8 %	-
Privé (personnes et organisations)	3,301,643	0.7 %	-
Espagne	3,278,045	0.7 %	-
Danemark	2,993,415	0.7 %	-
France	2,592,461	0.6 %	2,177,031
Suisse	2,331,878	0.5 %	-
Fédération de Russie	2,000,000	0.5 %	-
Finlande	1,768,702	0.4 %	-
Luxembourg	922,076	0.2 %	-
République de Corée	500,000	0.1 %	-
Grèce	383,631	0.1 %	-
Autres	309,215	0.1 %	75,000
<b>Grand Total</b>	<b>441,025,722</b>	<b>100.0 %</b>	<b>6,119,682</b>

NOTE: Les "Fonds obtenus" correspondent à la somme des contributions, des engagements et des reports

**Promesse de don:** une annonce non contraignante d'une contribution ou allocation par le bailleur de fonds ("Promesse non couverte par un engagement" dans ces tables indique l'équilibre des promesses initiales non encore couvertes par un engagement).

**Engagement:** création d'une obligation légale, contractuelle entre le bailleur de fonds et l'entité récipiendaire, spécifiant le montant à être contribué.

**Contribution:** le paiement des fonds ou le transfert de biens en nature par le bailleur de fonds à l'entité récipiendaire.

La liste des projets et les montants demandés dans ce document sont tels qu'au 25 juin 2009. Vous trouverez des informations mises à jour concernant les projets, les besoins financiers et les contributions sur le site FTS (<http://www.reliefweb.int/fts>).

**Table V: Assistance humanitaire totale par bailleur de fonds (Plan d'Action Humanitaire et autres\*)**

République Démocratique du Congo 2009

Au 25 juin 2009

<http://www.reliefweb.int/fts>

Compilé par le BCAH sur la base d'informations fournies par les bailleurs de fonds et les agences

Bailleur de fonds Montant en dollars E.-U	Financement	% du Grand Total	Promesses de dons
Fonds reportés (bailleur non spécifié)	131,073,017	27.6 %	-
Etats-Unis	92,349,139	19.5 %	3,867,651
Royaume-Uni	58,711,400	12.4 %	-
Commission Européenne (ECHO)	35,012,536	7.4 %	26,318,875
Suède	24,589,936	5.2 %	-
Pays-Bas	17,599,970	3.7 %	-
Belgique	17,484,154	3.7 %	-
Canada	17,384,836	3.7 %	-
Central Emergency Response Fund (CERF)	12,950,354	2.7 %	-
Irlande	11,786,996	2.5 %	-
Japon	10,192,732	2.1 %	-
Allemagne	8,314,009	1.8 %	-
Australie	5,788,181	1.2 %	-
Allocation de fonds non-alloués par les agences des Nations Unies	4,760,432	1.0 %	-
Danemark	4,050,036	0.9 %	-
Norvège	3,386,429	0.9 %	-
Privé (personnes et organisations)	3,301,643	0.7 %	-
Espagne	3,278,045	0.7 %	-
Finlande	3,086,225	0.7 %	-
France	2,592,461	0.5 %	2,177,031
Suisse	2,549,748	0.5 %	-
Fédération de Russie	2,000,000	0.4 %	-
Luxembourg	922,076	0.2 %	-
République de Corée	500,000	0.1 %	-
Grèce	383,631	0.1 %	-
Autres	309,215	0.1 %	75,000
<b>Grand Total</b>	<b>474,357,201</b>	<b>100 %</b>	<b>32,438,557</b>

NOTE: Les "Fonds obtenus" correspondent à la somme des contributions, des engagements et des reports

**Promesse de don:** une annonce non contraignante d'une contribution ou allocation par le bailleur de fonds ("Promesse non couverte par un engagement" dans ces tables indique l'équilibre des promesses initiales non encore couvertes par un engagement).

**Engagement:** création d'une obligation légale, contractuelle entre le bailleur de fonds et l'entité récipiendaire, spécifiant le montant à être contribué.

**Contribution:** le paiement des fonds ou le transfert de biens en nature par le bailleur de fonds à l'entité récipiendaire.

\* Inclut des contributions au Plan d'action humanitaire et d'autres contributions en dehors du Plan d'action humanitaire (bilatéral, Croix-Rouge, etc.)

La liste des projets et les montants demandés dans ce document sont tels qu'au 25 juin 2009. Vous trouverez des informations mises à jour concernant les projets, les besoins financiers et les contributions sur le site FTS (<http://www.reliefweb.int/fts>).

**Table VI: Liste des contributions et promesses de dons pour les projets ne figurant pas dans le Plan d'Action Humanitaire**

Autres financements humanitaires pour la République Démocratique du Congo 2009

Au 25 juin 2009

<http://www.reliefweb.int/fts>

Compilé par le BCAH sur la base d'informations fournies par les bailleurs de fonds et les agences

Bailleur de fonds	Agence	Description	Financement	Promesses de dons
Montant en dollars E.-U				
Australie	NGOs	Existing operations in the areas of water, sanitation and hygiene, health and protection of IDPs	695,894	-
Canada	ICRC	Core humanitarian (M-013038)	2,818,035	-
Danemark	MSF-France	Health and Medical (46.H.1.)	1,056,621	-
Commission européenne (ECHO)	ICRC	ICRC economic security assistance in the Democratic Republic of the Congo. (ECHO/COD/BUD/2009/01002)	3,196,931	-
Commission européenne (ECHO)	MSF - Belgium	PROJET POOL D'URGENCES CONGO (PUC) (ECHO/COD/BUD/2009/01004)	2,305,665	-
Commission européenne (ECHO)	UN Agencies, NGOs and Red Cross	Assistance humanitaire et alimentaire au profit des populations vulnérables en République Démocratique du Congo (RDC) [ECHO/COD/BUD/2009/01000-unallocated from orig pledge of Euro 45 mn]	-	26,318,875
Finlande	ICRC	Protection & aid to IDP's	1,317,523	-
Allemagne	ICRC	Respect for the affected people according to International Humanitarian Law and Assistance and Protection Activities (VN05 321.50 COD 07/09)	1,278,772	-
Allemagne	MSF	Medicare in the province of Katanga: Dubie, Kato, Mumbalanga, Katonta, Mwengue, Mutendele, Kasongmwana (VN05 321.50 COD 03/09)	319,693	-
Irlande	MSF	To provide quality hospital and outpatients care To provide health care for women and families, including physical and psychological case management for victims of sexual violence in collaboration with local actors To monitor the humanitarian situation and to respond to emergencies caused by armed conflict or epidemics. To start the gradual handover of medical activities in Bon Marche hospital to local health structures and authorities (MSF 09 03)	362,319	-
Japon	UNICEF	Response to food security crisis in Africa (SC090197)	3,000,000	-
Suisse	WFP	Secondment Kinshasa + East Congo Protection Officer (7F-06052.03)	165,289	-
Suisse	WFP	Secondment WFP Kinshasa	52,581	-
Royaume-Uni	ICRC	To provide emergency humanitarian support to DRC during 2009 (105983-101)	5,729,400	-
Etats-Unis	ICRC	Relief Commodities	9,900,000	-
Etats-Unis	USAID	Administrative Support (Countrywide)	1,132,756	-
<b>Grand Total</b>			<b>33,331,479</b>	<b>26 318 875</b>

NOTE: Les "Fonds obtenus" correspondent à la somme des contributions, des engagements et des reports

**Promesse de don:** une annonce non contraignante d'une contribution ou allocation par le bailleur de fonds ("Promesse non couverte par un engagement" dans ces tables indique l'équilibre des promesses initiales non encore couvertes par un engagement).

**Engagement:** création d'une obligation légale, contractuelle entre le bailleur de fonds et l'entité récipiendaire, spécifiant le montant à être contribué.

**Contribution:** le paiement des fonds ou le transfert de biens en nature par le bailleur de fonds à l'entité récipiendaire.

La liste des projets et les montants demandés dans ce document sont tels qu'au 25 juin 2009. Vous trouverez des informations mises à jour concernant les projets, les besoins financiers et les contributions sur le site FTS (<http://www.reliefweb.int/fts>).

## ANNEXE II. ACRONYMES ET ABREVIATIONS

ACF	Action Contre la Faim
ACTED	Agence d'Aide à la Coopération Technique et au Développement
ADF/NALU	<i>Allied Defence Forces/ National Army for the Liberation of Uganda</i>
ADRA	<i>Adventist Development and Relief Agency</i>
AGR	activités génératrices de revenus
BNUDH	Bureau des Nations Unies aux Droits de l'Homme en RDC
CERF	<i>Central Emergency Response Fund</i>
CPI	Cour Pénale Internationale
CICR	Comité International de la Croix-Rouge
CNDP	Congrès national pour la défense du peuple
CNT	centre nutritionnel thérapeutique
CNS	centre nutritionnel de supplémentation
CPI	Cour Pénale Internationale
CPN	consultation prénatale
CRS	<i>Catholic Relief Services</i>
DDR	désarmement, démobilisation et réintégration
DDRRR	Désarmement, démobilisation, rapatriement, réinstallation et réinsertion
DFID	<i>Department for International Development (UK)</i>
DGI	Direction Générale des Impôts
DIH	Droit International Humanitaire
DTC3	diphtérie tétanos coqueluche
DWW	<i>Doctors World Wide</i>
EAFGA	enfants affiliés aux forces et groupes armés
EHA	eau, hygiène et assainissement
ENA	enfants non accompagné
ENE	engins non explosés
ESSG	Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FDLR	Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda
FHI	<i>Family Health International</i>
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la Population
FPJC	Front populaire pour la Justice au Congo
FRF	Force Révolutionnaire Fédéraliste
FRPI	Force de Résistance Patriotique en Ituri
GTPE	groupe de travail protection de l'enfant
GTZ	Agence Allemande de Coopération Technique
HCR	Haut Commissariat pour les Réfugiés
IMC	<i>International Medical Corps</i>
IPC	<i>Integrated Phase Classification</i>
IRC	<i>International Rescue Committee</i>
JPT	<i>Joint protection team</i>
LRA	Armée de Résistance du Seigneur – <i>Lord's Resistance Army</i>
MERLIN	<i>Medical Emergency Relief International</i>
MDM	Médecins du Monde
MOB	base mobile opérationnelle
MONUC	Mission de l'ONU en République Démocratique du Congo
MSF	Médecins Sans Frontières
MT	<i>metric ton</i>
MYR	<i>Mid-Year Review</i>
NFI	<i>non-food items</i> (biens non-alimentaires de secours)
OCHA	Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
OMS	Organisation Mondiale de la Santé

ONG	organisation non-gouvernementale
PAH	Plan d'Action Humanitaire
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PARECO	Patriotes Résistants Congolais
PEAR	Programme Elargi d'Assistance au Retour
PMA	paquet minimum d'assistance
PMURR	Programme Multisectoriel d'Urgence de Réhabilitation et de Reconstruction
PSB	Protection and Stabilisation Basis
PUNC	Pool Urgence Nutrition Congo
PVVIH	personne vivant avec le VIH
RCA	République Centrafricaine
RDC	République Démocratique du Congo
RDF	Rwanda Defence Forces
RPN	Renforcement du programme nutrition
RRC	retour et réintégration communautaire
RRM	mécanismes de réponse rapide - <i>Rapid response mechanism</i>
SGBV	Violence sexuelle et basée sur le genre
SNCC	Société nationale des chemins de fer du Congo
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UPDF	<i>Uganda People's Defence Force</i>
URC	Union des Révolutionnaires Congolais
VIH/SIDA	virus de l'immunodéficience humaine/ syndrome de l'immunodéficience acquise
VVS	Victimes de violence sexuelle
ZS	zone de santé



## Procédure d'appel global

La procédure d'appel global est un instrument qui permet aux organismes d'aide de planifier, coordonner, mettre en œuvre et surveiller ensemble les activités menées à la suite de catastrophes ou de crises, et de lancer des appels collectivement pour recueillir des fonds au lieu de se faire concurrence.

Cette procédure permet d'élaborer une stratégie de l'action humanitaire axée sur une coopération étroite entre les gouvernements bénéficiaires, les donateurs, les ONGs nationales et internationales, le Mouvement International de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, l'OIM et les institutions des Nations Unies. Elle donne un aperçu de la situation et des plans d'action à mettre en œuvre. Elle comprend un programme d'activités global et coordonné qui porte sur les éléments suivants:

- La planification stratégique en vue de l'élaboration d'un plan d'action humanitaire commun;
- La mobilisation de ressources en vue du lancement d'un appel global ou d'un appel éclair;
- La coordination dans la mise en œuvre du programme;
- Le suivi et l'évaluation communs de l'exécution du programme;
- La révision du programme, s'il y a lieu;
- L'établissement d'un compte rendu des résultats obtenus.

Le plan d'action humanitaire commun est un plan stratégique d'action humanitaire, destiné à une région ou un pays donné, qui comprend les éléments suivants:

- Une analyse commune du contexte dans lequel l'action humanitaire va être menée;
- Une évaluation des besoins;
- L'établissement de divers scénarios, du pire au meilleur en passant par le plus vraisemblable;
- L'identification des parties prenantes et de leur rôle respectif;
- La formulation claire des objectifs et des buts à long terme;
- La définition des besoins prioritaires et des moyens d'y répondre;
- Un cadre relatif au suivi de la mise en œuvre du plan stratégique et à sa modification, s'il y a lieu.

Le plan d'action humanitaire commun est le fondement sur lequel s'appuie le lancement d'un appel global ou, lorsqu'une crise éclate ou qu'une catastrophe naturelle survient, d'un appel éclair. Sous la direction du Coordonnateur des opérations humanitaires et en consultation avec les gouvernements bénéficiaires et les donateurs, le plan d'action humanitaire commun est mis au point, sur le terrain, par l'équipe du Comité permanent inter organisations (IASC) pour le pays concerné.

Le Coordonnateur des opérations humanitaires est chargé de rédiger chaque année le rapport préalable à l'appel global. Le rapport est généralement publié en novembre, ce qui laisse du temps pour mener la campagne de sensibilisation et mobiliser des ressources. Une mise à jour semestrielle est présentée aux donateurs au mois de juillet de l'année suivante.

Les donateurs fournissent directement aux institutions demanderesse les ressources dont elles ont besoin pour exécuter leurs projets. Le système de surveillance financière, géré par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (BCAH), est une base de données où sont enregistrées les contributions des donateurs et qui peut être consultée à l'adresse suivante: [www.reliefweb.int/fts](http://www.reliefweb.int/fts).

***En résumé, la procédure d'appel global est la manière dont les organismes d'aide conjuguent leurs efforts pour fournir à temps aux populations dans le besoin la meilleure protection et la meilleure assistance possibles.***

# Révision à Mi-Parcours Plan d'Action Humanitaire 2009

Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires  
Immeuble Losonia, Boulevard du 30 Juin  
République Démocratique du Congo